

CAHIER DE ReCHERCHE

MARS 1994



N°56

LES EXCLUS DU MYTHE AMERICAIN :

L'HEURE DES COMPTES

Méthodes d'investigation auprès des populations sans-abri
aux Etats-Unis

Isabelle Groc

Crédoc - Cahier de recherche. N° 56.
Mars 1994.

CREDOC•Bibliothèque



CRÉDOC

x ENTREPRISE DE RECHERCHE



**LES EXCLUS DU MYTHE AMERICAIN :
L'HEURE DES COMPTES**

**METHODES D'INVESTIGATION AUPRES DES POPULATIONS SANS-ABRI
AUX ETATS-UNIS**

**Isabelle GROC
Chargée de recherche
Département Evaluation des
Politiques Sociales**

MARS 1994

**142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S**

SOMMAIRE

	Page
INTRODUCTION	7
Premier chapitre : LES SANS-ABRI ET LES CHERCHEURS : DU TÉMOIGNAGE A L'ÉVALUATION	13
I. DU HOBO AU HOMELESS : L'ÉVOLUTION DU PHÉNOMÈNE DES SANS-ABRI	15
I - 1. Sans domicile fixe, mais rarement sans-abri	15
I - 2. L'enjeu des années 80 et 90 : une forte croissance des sans-abri	17
I - 2.1. Pourquoi une telle croissance ?	17
I - 2.2. Combien sont-ils ?	18
I - 2.3. Une population qui a changé	19
I - 2.4. Un nouvel enjeu	20
II L'ÉTAT DE LA RECHERCHE : DE L'IMAGINATION À L'ÉCHANTILLON	22
II - 1. Les Voyages de Sullivan : la culture de l'itinérance	22
II - 2. La recherche sur les populations marginales	24
II - 2.1. Les tâtonnements	24
II - 2.2. La construction d'outils plus fiables	29
Deuxième chapitre : LES PROBLÈMES RENCONTRÉS DANS L'ÉTUDE DES SANS-ABRI	31
I LA DÉFINITION DE L'OBJET	33
I - 1. L'impossible définition	33
I - 2. Des définitions pour des applications concrètes	35
II L'ÉCHANTILLON	39
II - 1. La représentativité	39
II - 2. Le danger des doubles comptes	40
II - 3. Les études longitudinales : le suivi d'un échantillon	42
II - 3.1. La localisation des individus	42
II - 3.2. Les difficultés de l'interview	44

III - LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE SUR LE TERRAIN	45
III - 1. Repérage et identification des sans-abri	45
III - 1.1. Des apparences trompeuses	45
III - 1.2. Pour reconnaître un sans-abri	46
III - 2. Le "temps" de l'enquête	47
III - 2.1. Les aléas du calendrier	47
III - 2.2. Sans-abri d'un jour, sans-abri d'un an	48
III - 2.3. L'influence des saisons et des climats	50
III - 3. Les procédures d'interrogation	53
III - 3.1. La relation enquêteur-enquêté	53
III - 3.2. La question du paiement aux enquêtés	54
IV - LES DONNÉES RECUEILLIES : VALIDITÉ ET FIABILITÉ	55
Troisième chapitre : LES MÉTHODES À L'ÉPREUVE DU TERRAIN	61
I - LES ÉTUDES LOCALES : DIVERSITÉ DES STRATÉGIES D'APPROCHE	63
I - 1. Constitution d'échantillons de sans-abri : la méthode des "city blocks" pour contourner le problème de l'absence d'adresse	63
I-1.1. La méthode : construction d'échantillons probabilistes	63
I-1.2. Un exemple : l'étude de Rossi sur les sans-abri de Chicago	64
I-1.3. Un exemple : l'étude de Koegel et Burnam sur le Skid Row de Los Angeles	68
I-2. Pour retrouver les sans-abri invisibles ("hidden homeless")	70
I-2.1. Les sans-abri vivant dans des immeubles abandonnés	71
I-2.2. Entre la rue et le domicile : les familles "doubled-up"	71
I-2.3. Pour retrouver les sans-abri vivant dans des zones rurales ou isolées	72
I - 3. Mesurer la situation des sans-abri sur la durée	73
I-3.1. Estimations annuelles tirées de données ponctuelles	73
I-3.2. Les études longitudinales : l'expérience de Sosin, Piliavin et Westerfeld à Minneapolis	74
I - 4. Les études ethnographiques	75

II - AU PLAN NATIONAL : LE RECENSEMENT DES SANS-ABRI	77
II - 1. Les tentatives de recensement avant 1990	77
II - 1.1. L'approche "expert"	77
II - 1.2. Recensements partiels et estimations globales	79
II - 1.3. Les études "peigne fin"	80
II - 1.4. Un exemple d'estimation nationale : l'expérience du Urban Institute (1987)	80
II - 1.5. L'expérience de Nashville	82
II - 2. Le recensement de 1990	83
II - 2.1. La démarche globale	83
II - 2.2. Les méthodes	84
II - 2.3. L'application	87
II - 3.4. Résultats du recensement de 1990	88
II - 3.5. Limites du recensement de 1190	89
II - 3. 6. Evaluation des procédures du recensement de 1990	94
II - 3. Les pistes de recherche pour les futurs recensements	101
II - 3.1. Les enseignements tirés de l'évaluation	101
II - 3.2. L'expérimentation d'autres méthodes : le recensement de jour ("S-Day")	102
 CONCLUSION	 107
 BIBLIOGRAPHIE	 111
 ANNEXES	 121
ANNEXE 1 - Résultats du recensement de 1990 aux Etats-Unis	123
ANNEXE 2 - Article paru dans le New-York Times sur les résultats du recensement de 1990	129
ANNEXE 3 - Exemple de questionnaire auprès des sans-abri	133
ANNEXE 4 - Exemple de questionnaires "filtres"	141
ANNEXE 5 - Questionnaire ayant servi à l'étude de Vernez G, Burnam A, McGlynn E.a., Trude S., Mittman B.S.	153

INTRODUCTION

Combien la France compte-t-elle de personnes sans abri ? 250 000 selon les extrapolations réalisées à partir du recensement de 1990, 500 000 selon les associations qui agissent dans ce secteur de l'action sociale. Chaque hiver s'accompagne d'une forte incertitude sur le chiffre des personnes sans abri. Dans une note récente, le Conseil National de l'Information Statistique recommandait nettement de ne pas utiliser le recensement de 1990 pour fournir des chiffres sur le nombre des sans abri.

Les méthodes traditionnelles du recensement ne permettent pas de saisir les sans-abri : il faut donc inventer des outils d'investigation adaptés à cette population. Le Conseil National de l'Information Statistique mène actuellement une réflexion méthodologique en la matière. Un groupe technique du CNIS - composé de représentants des administrations centrales et territoriales, de l'INED, des acteurs locaux, des associations caritatives et des chercheurs - s'est constitué, et doit proposer dans le courant de l'année 1994 un "schéma d'investigation", permettant de recenser et de connaître la population des sans-abri. L'une des premières tâches de ce groupe a été d'explorer les différentes sources statistiques existantes pouvant aider à cerner les exclus du logement (recensement, centres d'hébergement, etc.). Des expérimentations devraient suivre et des méthodes testées afin que le prochain recensement puisse proposer avec une réelle fiabilité une approche de ce nombre.

Dans la même période, le Conseil Economique et Social a lancé un projet d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la grande pauvreté. Cette évaluation comporte deux aspects : d'une part, une réflexion est menée à partir d'auditions de personnalités concernées par ces mesures d'aide, et d'acteurs de terrain. D'autre part, le Conseil Economique et Social a chargé le CREDOC de mener, une enquête auprès de 800 personnes en situation de grande pauvreté sur 50 sites répartis dans 10 zones géographiques en France. La méthode pour sélectionner les personnes à interroger est fondée sur une logique un peu originale. On ne fixe pas a priori de seuil de revenu en dessous duquel les individus seraient susceptibles d'appartenir à l'échantillon, mais on sélectionne une série de sites présumés contenir une forte proportion de personnes en grande précarité (centres d'hébergement longue durée, associations, gares, métro, centres de soins, centres d'hébergement d'urgence, garnis, DSQ, zones caravanes).

Recensement ou enquêtes plus ponctuelles, les enquêtes auprès de la population des exclus du logement suscitent de multiples interrogations d'ordre méthodologique : quelle définition de l'objet doit-on retenir ? quels sont les sites à sélectionner ? Comment recruter et former les enquêteurs ? Elles sont aussi porteuses d'enjeux

éthiques. Une enquête, toujours menée en vue d'une action (qu'elle soit politique, philanthropique ou autre), n'est jamais neutre : ainsi que le rappelle Gérard Leclerc¹, toute observation sociologique de la pauvreté est une "intrusion". L'enquête est ainsi "de plus en plus mal acceptée, elle est ressentie comme un paternalisme inquisiteur fondé sur la morgue et l'impertinence de ceux qui se croient tout permis parce qu'ils sont de statut supérieur."

Aux Etats-Unis, une réflexion méthodologique riche sur les enquêtes auprès de populations défavorisées a été engagée depuis plusieurs années. La croissance du nombre des "*homeless*" dans les années 80 a rendu plus que nécessaire l'adoption de nouvelles mesures et de programmes d'aides aux sans-abri. Pour mettre en place de tels dispositifs, une connaissance plus précise de cette population était indispensable. Sous la double pression des politiques et des associations militantes, les chercheurs ont tenté de construire les outils méthodologiques adéquats pour appréhender cette population. Les études lancées dans les années 80 s'inscrivent dans une longue tradition d'investigation auprès des populations marginales, avec au début des années 20, la fameuse enquête menée par un représentant de l'Ecole de Chicago, Nels Anderson, auprès des "*hoboes*", ouvriers migrants du début du siècle et ancêtres des "*homeless*" d'aujourd'hui.

Dès 1983, une expérience de recensement des sans-domicile a été menée tous les ans à Nashville. Les méthodes mises en oeuvre dans cette ville furent reprises à l'occasion du recensement américain de 1990 qui s'est efforcé de prendre en compte ces populations.

Le CREDOC avait en 1991 réalisé une étude sur les travaux récents d'évaluation réalisés aux Etats-Unis dans le secteur social². Cette étude a été menée à partir de monographies présentées dans des revues spécialisées telles que "Evaluation Review". L'objectif était de montrer l'antériorité et l'importance de l'expérience acquise par les Américains dans le domaine de l'évaluation, et par là même d'alimenter la réflexion sur les pratiques évaluatives françaises.

La démarche qui a guidé le travail présenté ici est la même. La richesse des travaux américains dans le domaine de la grande pauvreté, la diversité des approches méthodologiques adoptées, sont ici cernées pour éclairer la réflexion menée actuellement en France. Les outils utilisés dans les enquêtes auprès des "*homeless*" américains peuvent offrir un champ d'expérimentations particulièrement fructueux pour les études à venir auprès des SDF français.

¹Leclerc, Gérard, 1979. L'observation de l'homme, Seuil.

²Crouette, Patricia et Legros, Michel, 1991. Pratiques exemplaires ou exemples de pratiques : L'évaluation dans le secteur social aux Etats-Unis. CREDOC.

Ce document a donc pour objectif de présenter les grands problèmes méthodologiques qu'ont dû affronter les chercheurs américains dans le cadre des études sur les sans-abri. Il vise également à faire le point de manière synthétique sur les principales enquêtes et expérimentations menées dans le domaine. Ce travail ne prétend pas à l'exhaustivité : il ne s'agit pas ici de faire état de l'ensemble des études sur les sans-abri, mais d'appréhender les grandes orientations méthodologiques, illustrées par quelques études qui font date aux Etats-Unis. Des comptes-rendus d'enquêtes parus dans des revues sociologiques américaines, et des rapports d'études ont permis l'élaboration de ce document.

La première partie du rapport replace la recherche actuelle sur les sans-abri dans son contexte historique, et trace en particulier l'évolution du phénomène de "*homelessness*" aux Etats-Unis. La deuxième partie rend compte des problèmes rencontrés dans l'étude des sans-abri (définition, échantillon, procédures d'interrogation, etc.). Enfin, la troisième partie s'intéresse aux dispositifs méthodologiques mis en place pour appréhender les sans-abri et résoudre les divers problèmes que pose cette population. On se concentrera notamment sur les méthodes utilisées dans le cadre du recensement de 1990, et sur les procédures d'évaluation de ces méthodes de recensement.

PREMIER CHAPITRE

**LES SANS-ABRI ET LES CHERCHEURS :
DU TÉMOIGNAGE À L'ÉVALUATION**

I - DU HOBO AU HOMELESS : L'ÉVOLUTION DU PHÉNOMÈNE DES SANS-ABRI

I-1. Sans domicile fixe, mais rarement sans-abri

Aux Etats-Unis, la condition de sans domicile fixe était à l'origine surtout assimilée à l'itinérance. Au 19ème siècle, les plus démunis n'hésitaient pas à quitter d'eux-mêmes leur maison et leur ville pour aller chercher du travail ailleurs.

C'est surtout après la guerre de sécession que le nombre des itinérants s'est accru de façon significative. Le pays avait alors un besoin urgent en main d'oeuvre peu coûteuse et mobile pour faire tourner l'industrie, l'agriculture et les grands chantiers de chemins de fer. Les réseaux ferroviaires - en pleine expansion - deviennent le mode de transports bon marché privilégié des volontaires prêts à sillonner le pays pour répondre aux offres d'emplois saisonniers : ceux-ci voyageaient en effet en empruntant clandestinement les trains de marchandises. A la fin du 19ème siècle, est donc né le "*hobo*" américain : l'ouvrier migrant.

Durant cette période, les hoboes ont contribué à modifier le paysage urbain des grandes villes américaines. Au début du siècle, la plupart des grands centres urbains du pays se sont pourvus d'un district réservé aux hoboes, appelé le "*Main Stem*" ou "*Hobohemia*" (Hobohème). Ces quartiers étaient en quelque sorte la seule attache des ouvriers itinérants : ils venaient s'y reposer entre deux emplois saisonniers, avant de reprendre la route. Il y avait là-bas toutes les structures nécessaires pour accueillir cette population : hôtels bon marché, petits restaurants, lieux de divertissement, agences pour l'emploi...

Puis, au milieu des années 20, les hoboes disparaissent, pour plusieurs raisons . D'une part, la mécanisation de l'agriculture avait rendu inutile le recours systématique à l'emploi saisonnier d'appoint. D'autre part, l'économie américaine s'était suffisamment renforcée pour pouvoir absorber des emplois plus stables. Enfin, le chemin de fer - coeur de la vie hobo - avait cédé peu à peu la place à l'automobile, comme mode de transport privilégié.

Avec la Grande Dépression des années 30, et la recrudescence du nombre des sans domicile fixe, on pense que les hoboes vont revenir. Pourtant, leur situation était

différente de celle des hoboes du début du siècle : sans emploi, les itinérants des années 30 n'avaient souvent pour seule ressource que la charité privée.

Vers la fin des années 30 et surtout après la seconde guerre mondiale, l'économie américaine intègre cette population au marché du travail : en 1944, les centres d'hébergement new-yorkais déclarent recevoir environ 550 sans-abri par jour, contre 19 000 en 1935.

Le profil type des sans domicile fixe de ces années-là est assez éloigné des stéréotypes actuels qui s'attachent à la description des homeless. Une étude de 1936³ sur la population des centres d'hébergement d'urgence, montre que les sans domicile fixe sont en très grande majorité des hommes, assez âgés et célibataires. Ils ont en général une expérience professionnelle limitée et ont reçu une formation assez courte. De manière générale, ils sont relativement âgés : la moyenne d'âge est de quarante-cinq ans, et il n'est pas rare de trouver dans cette population, des personnes âgées de plus de soixante ans.

Enfin, s'ils sont sans domicile, les itinérants sont alors rarement sans abri. Comme le décrit Nels Anderson dans son étude sur les Hoboes parue en 1923⁴, trois types de logement étaient accessibles aux itinérants. Le "cabaret" ("*barrel house*") était tout à la fois un hôtel, un saloon et une maison close. Les hôtels garnis offraient des chambres à un lit, mais aussi des "boxes" ("*cubicles*"), sorte de compartiments exigus mesurant - précise Anderson - de 1,80 m à 2,40 m de large, et de 2,40 m à 3,65 m de long. Enfin, les "asiles de nuit" ("*flophouse*") donnent aux visiteurs la possibilité de passer la nuit sur des couchettes de bois nu ou à même le sol.

Au début des années 60, la population des sans-abri concentrée dans les "*Skid Rows*" (les quartiers qui ont peu à peu remplacé les anciens districts réservés aux hoboes) se réduit encore de façon considérable. La mise en place de nouveaux dispositifs d'aide sociale a permis à un certain nombre de sans domicile d'accéder à des logements dans des parties de la ville autres que le Skid Row. De plus, le mouvement combiné de rénovation urbaine et de "gentrification" a engagé un processus de dislocation des Skid Rows : les petits hôtels sont démolis, les structures spécifiques aux sans-abri sont supprimées.

Certains observateurs de l'époque voient en cette évolution un déclin irréversible des sans-abri des Skid Rows. D'autres, plus prudents, avancent l'idée que les sans-abri ne

³Sutherland, Edwin H., et Harvey J. Locke. 1936. Twenty thousand homeless men : A study of unemployed men in Chicago shelters. Chicago : J.B. Lippincott.

⁴Anderson, Nels. 1923. Le Hobo, sociologie du sans-abri. University of Chicago Press. Traduction française, 1993. Nathan.

disparaissent pas avec les Skid Rows : en réalité, devant quitter les quartiers qui avaient été spécialement aménagés pour eux, les sans domicile se dispersent dans les villes américaines.

Mais personne n'avait anticipé la croissance soudaine des sans-abri dans les années 80.

I-2. L'enjeu des années 80 et 90 : une forte croissance des sans-abri

I-2.1. Pourquoi une telle croissance ?

Les études récentes sur les sans-abri citent généralement quatre grandes causes de la croissance du nombre des sans-abri dans les années 80 : taux de chômage en hausse (touchant particulièrement les jeunes et les minorités), pénurie de logements à bas loyers, "désinstitutionnalisation" des patients des hôpitaux psychiatriques, conditions d'accès aux pensions d'invalidité plus strictes et réductions des aides aux programmes sociaux.

Pour Michael Katz⁵, l'augmentation du nombre des sans-abri aux Etats-Unis s'explique à la fois par des changements structurels et par les orientations politiques du gouvernement.

Les sans-abri sont les victimes de la ville postindustrielle, écrit Katz. Le déclin de l'industrie traditionnelle a supprimé beaucoup d'emplois que ces gens-là étaient susceptibles d'occuper. Les nouveaux emplois qui leur sont offerts par le secteur des services leur apportent des salaires trop bas pour faire face aux coûts toujours plus élevés du logement. La politique de revitalisation urbaine a conduit à faire raser les habitations bon marché ainsi que les garnis. En effet, en liquidant les skid rows des villes de tout le pays, le redéveloppement urbain a fait disparaître le logement des pauvres.

A titre d'exemple, Katz cite les chiffres suivants : Entre 1970 et 1982, presque la moitié des unités d'une pièce - environ 1 116 000 - disparut aux Etats-Unis. Des

⁵Katz, Michael B. 1989. The undeserving poor : From the war on poverty to the war on welfare. New York : Pantheon Books.

modifications d'ordre démographique ont aggravé le problème de l'habitat. Une migration plus forte des minorités en direction des villes et un nombre plus important de familles monoparentales ont accru la demande en logements à bas loyers au moment même où l'offre en logements se raréfiait, sous la pression du redéveloppement urbain, de l'inflation et de la gentrification. Par ailleurs, note Katz, la réduction de la protection sociale ("*social welfare*") au niveau fédéral comme au niveau local a aggravé la situation.

I-2.2. Combien sont-ils ?

En 1984, l'équivalent américain du ministère du logement et du développement urbain (HUD: Department of Housing and Urban Development) estime le nombre de sans-abri aux Etats-Unis à 250 000. En 1989, cette instance actualise ses estimations : il y aurait 600 000 sans-abri. De leur côté, les lobbies qui se sont constitués pour défendre les droits des sans-abri, avancent le chiffre de 3 millions.

De tels écarts dans les chiffres et les estimations s'expliquent par la méconnaissance de la population des sans-abri. Aucun recensement ne pouvant trancher en faveur d'un chiffre plus exact, les hypothèses les plus extravagantes ont le champ libre. Les Américains ont d'ailleurs une expression pour décrire leur manière de procéder en la matière : "*guesstimates*" (combinaison du mot "guess" - deviner - et du mot "estimates" - estimations).

Bien qu'il soit très difficile de parvenir à un dénombrement rigoureux des sans-abri sur une période donnée, certains indicateurs témoignent cependant de l'ampleur du phénomène dans les années 80 : par exemple, selon une étude réalisée sur 29 villes en 1986-1987⁶, la demande en services spécialisés (centres d'hébergement d'urgence, soupes populaires, etc.) a augmenté de 21 % par rapport à l'année précédente. En 1988, cette même étude constate que 19 % des demandes de logement en centres d'hébergement d'urgence n'avaient pu être satisfaites - le pourcentage grimant jusqu'à 23 % dans le cas des familles.

Au-delà de ces dénombrements qui offrent une vision encore floue des sans-abri les plus visibles, les années 80 se caractérisent par un développement sans précédent de situations de précarité résidentielle. Un nombre de plus en plus important de familles appauvries, doivent se loger à deux ou trois familles - parfois plus - dans des

⁶Etudes de la U.S. Conference of Mayors(1987 et 1989), citée dans : Breakley, William R. et Pamela J. Fisher, 1990. Homelessness : The extent of the problem, Journal of Social Issues, vol. 46, n°4.

logements exigus ("*doubled-up*", "*tripled-up*") : ces individus - qui ne sont pas des sans-abri au sens littéral du terme - risquent de le devenir à tout moment. Par exemple, à New York, d'après une étude de Kim Hopper menée en 1989, le nombre de familles "*doubled-up*" vivant dans des logements sociaux, dépasse le nombre des sans-abri, dans un rapport de 1 à 20.

1-2.3 Une population qui a changé

Les homeless des années 80 ressemblent assez peu à leurs ancêtres des années 30. La condition de la population actuelle se rapporte plus étroitement à la notion de "sans abri" et à l'absence de logement. Il fut un temps où les homeless se débrouillaient pour trouver un toit pour passer la nuit. A présent, la majorité d'entre eux doit dormir dans la rue. Ainsi, un chercheur de Chicago, Donald Bogue, estime qu'en 1958, 100 personnes seulement passaient la nuit dans les rues de Chicago⁷. A l'opposé, Peter Rossi fait le constat que 1400 personnes ont dû rester dehors à l'automne 1985 dans la même ville.⁸

De plus, les sans-abri des années 80 sont logés - quand ils y parviennent - dans des conditions plus difficiles que durant la Grande Dépression : les hôtels où les SDF de l'époque louaient des chambres meublées pour quelques centimes, étaient "vivables", ce qui n'est pas le cas de tous les centres d'hébergement d'urgence aménagés au cours de la dernière décennie.

L'autre caractéristique majeure des homeless des années 80 par rapport à ceux du début du siècle, est la présence parmi eux de femmes et de familles entières. Bogue, dans son étude de 1958, estimait que l'élément féminin représentait 3% de la population des SDF à Chicago. Rossi, pour sa part, en a repéré 25% en 1985-1986.

Par ailleurs, ces "nouveaux" sans-abri ont rajeuni : ils ont entre vingt et quarante ans. Il est devenu rare de rencontrer dans les rues des homeless de plus de soixante ans.

Le revenu et le statut professionnel ont également changé. Bogue a remarqué en 1958 que la majorité des sans domicile fixe étudiés à Chicago travaillaient, à plein temps ou par intermittence. Quasiment tous avaient travaillé durant une période plus ou

⁷Bogue, Donald B. 1963. *Skid Row in American cities*. Chicago : Community and Family Study Center, University of Chicago.

⁸Rossi, Peter H., Gene A. Fisher, et Georgianna Willis, 1986. *The condition of the homeless of Chicago*. Amherst, Mass., and Chicago : Social and Demographic Research Institute et NORC

moins longue dans l'année. En contraste, sur l'ensemble des "nouveaux" sans-abri de Chicago interrogés par Rossi en 1985, 3% d'entre eux affirment avoir un emploi stable, tandis que 39% seulement avaient travaillé durant le mois précédent. De ce fait, leur revenu représente moins du tiers des ressources des générations sans domicile fixe antérieures.

Enfin, la composition ethnique de cette population s'est considérablement modifiée au cours des dernières années. C'est à présent les minorités ethniques qui forment en très grande majorité la population des sans-abri.

On peut cependant déceler quelques lignes de continuité entre ces générations de sans abri : outre le fait qu'ils partagent tous au fil des décennies, la même condition de pauvreté extrême, beaucoup d'entre eux souffrent de déficiences physiques ou mentales. Les homeless des années 80 présentent les mêmes types de difficultés que leurs prédécesseurs : troubles mentaux, alcoolisme, infirmités. Une différence cependant : la toxicomanie est devenue plus fréquente ces dernières années.

Par ailleurs, l'itinérant du début du siècle, tout comme le sans-abri d'aujourd'hui, est socialement isolé : les liens avec les proches, famille et amis, sont tout aussi distendus, quelle que soit la génération de sans-abri étudiée.

1-2.4. Un nouvel enjeu

Les différences entre les anciens sans domicile et les sans-abri d'aujourd'hui ne sont pas seulement d'ordre démographique. Ainsi, les homeless étaient auparavant concentrés sur des zones urbaines bien définies : la Hobohème, le Skid Row. Cette relégation spatiale évitait le contact entre les sans domicile et les habitants des villes. Mais quand ces quartiers ont été englobés dans un vaste programme de rénovation urbaine, et n'ont donc plus rempli leur fonction d'accueil des sans-abri, ces derniers se sont déversés sur l'ensemble de l'espace urbain. D'un coup, les sans domicile devenaient "plus visibles" aux yeux de la société américaine. De plus, les sans domicile version années 30 parvenaient dans la grande majorité des cas à se loger d'une manière ou d'une autre. Ils sont dans les années 80 en grand nombre, contraints à demeurer dans la rue, ce qui les expose encore davantage aux regards de l'opinion publique.

Kim Hopper et Jill Hamberg résumant la situation⁹ :

Cessant d'être confiné géographiquement, le Skid Row comme mode de vie, se montre partout. Ce qui était autrefois seulement considéré comme un théâtre du grotesque - un endroit à visiter pour compléter la galerie de portraits de vagabonds - est aujourd'hui devenu la scène d'une nouvelle forme de pauvreté.

L'opinion publique s'intéressa davantage à ce phénomène, qui fut plus que jamais érigé en problème social. Les années 80 furent porteuses de débats sur le sujet. Des associations et des lobbies se montèrent pour réclamer des fonds fédéraux et des programmes sociaux pour aider les homeless.

⁹Hopper K., Hamberg J., 1984. The making of America's homeless : from Skid Row to new poor. New York : Community Service Society of New York

II - L'ÉTAT DE LA RECHERCHE : DE L'IMAGINATION À L'ÉCHANTILLON

Mais pour monter des programmes de soutien aux sans-abri, encore fallait-il connaître cette population. Combien sont-ils ? Qui sont-ils? Comment vivent-ils et survivent-ils? Quels sont leurs besoins? Ce sont là quelques-unes des questions qui sont posées aux chercheurs par les activistes et par les représentants politiques. Il y a là un enjeu nouveau de la recherche sur les sans-abri : il faut désormais connaître, mesurer, compter de façon plus précise et rigoureuse ce phénomène de "homelessness", nouvelle priorité de l'opinion publique.

II-1. Les Voyages de Sullivan : la culture de l'itinérance

Les homeless, avant de devenir une préoccupation centrale de la recherche scientifique, ont fortement imprégné l'imaginaire américain.

Les hoboes occupèrent ainsi dès le XIXème siècle une place à part dans la culture américaine. Tantôt idéalisés, ils furent décrits comme les " *pionniers frustrés de l'Ouest, ayant trop peu de nouvelles terres à conquérir*"¹⁰. Tantôt méprisés, ils furent traités de scélérats. Le Chicago Tribune, en 1877, conseillait alors ses lecteurs - sur un ton ironique - de mettre un peu d'arsenic dans la nourriture d'un vagabond : "*cela produira une mort rapide, servira d'avertissement aux autres vagabonds qui n'oseront plus se montrer dans le quartier, mettra le coroner de bonne humeur et protégera vos poulets et vos biens personnels de la destruction permanente.*"¹¹

John Sullivan, metteur en scène américain est las de faire des comédies : il souhaite réaliser un film qui montre la misère du peuple américain dans la société contemporaine. Son producteur lui rétorque qu'il ne connaît rien au sujet. Prenant la mouche, le fringant metteur en scène décide de s'habiller de vieux vêtements, et sans un dollar en poche, il prend la route, pour mener la vie des hoboes et des homeless. Avec eux, il prend les trains en marche pour voyager clandestinement, dort dans les asiles de nuit surpeuplés, etc. Le film de Preston Sturges, "Les Voyages de Sullivan",

¹⁰Bruns. 1980. Cité dans : Snow, David A. et Leon Anderson. 1993. Down on their luck : A study of street homeless people. Berkeley, Los Angeles, Oxford : University of Chicago Press.

¹¹Op. Cit.

réalisé en 1941, témoigne à sa manière d'une méthode d'enquête auprès de la population des homeless, qui n'est pas nouvelle.

Déjà à Londres, en 1902, Jack London avait fait l'expérience de vivre comme un clochard pendant plusieurs semaines, pour rendre compte de la pauvreté, dans un livre, Le Peuple de l'abîme¹². En 1894, il avait entrepris une aventure similaire en partageant la vie des homeless américains¹³.

Il explique dans le premier chapitre du Peuple de l'Abîme sa "méthode" pour se mêler aux vagabonds de l'East End de Londres. La première étape - essentielle pour Jack London - est de se vêtir de guenilles. Sa nouvelle apparence lui ouvre les portes d'un monde inconnu :

Je découvrais un tas d'autres changements, survenus à cause de mon nouvel accoutrement. Lorsque je traversais, par exemple, aux carrefours, les encombrements de voitures, je devais décupler mon agilité pour ne pas me faire écraser. Je fus frappé par le fait que ma vie avait diminué de prix en proportion directe avec la modicité de mes vêtements. Avant, quand je demandais mon chemin à un policeman, il me demandait toujours si je voulais prendre un omnibus ou un taxi. Maintenant, cette question se résumait à : "A pied ou en omnibus ?" Aux gares de chemin de fer, on me tendait automatiquement un ticket de troisième classe avant même que j'ai pu formuler mes intentions.

Mais tous ces inconvénients trouvaient leur compensation. Pour la première fois de ma vie, je me trouvais face à face avec la classe la plus basse de l'Angleterre, et j'apprenais à connaître ces gens pour ce qu'ils étaient. Quand, au hasard d'une rencontre dans un bar ou au coin d'une rue, les badauds et les ouvriers s'adressaient à moi, ils me parlaient d'égal à égal, exactement comme ils se parlaient entre eux, sans l'arrière-pensée de me voir leur donner quelque chose pour les propos qu'ils me tenaient ou pour la façon dont ils les tenaient.

Et quand, enfin, je pus pénétrer dans l'East End, je fus tout heureux de constater que ma peur de cette foule avait disparu. J'en faisais partie maintenant. L'immonde et nauséabond océan où je m'étais fourré s'était refermé sur moi, j'y avais imperceptiblement glissé. Et je n'y éprouvais plus rien de désagréable, sauf cette ignoble veste de chauffeur, qui continuait à me gratter la peau.

Cette méthode d'enquête ethnographique est un peu l'ancêtre des travaux de Nels Anderson, dans le cadre de l'école de Chicago, sur les hoboes.

¹²London, Jack. Le Peuple de l'abîme. Christian Bourgois.

¹³London, Jack. Les vagabonds du rail. Christian Bourgois.

Anderson s'est, en effet, livré à une investigation de type ethnographique auprès des ouvriers migrants, les hoboes, dont il décrit très précisément les modes de vie et les stratégies de survie - "débrouille", "petits boulots", "combines". Anderson rend également compte avec une grande richesse de détails, de la vie intellectuelle qui règne dans la "hobohème", et fournit une typologie des hoboes. Son récit est émaillé de courtes biographies et de paroles de ces travailleurs migrants.

L'oeuvre d'Anderson n'est pas sans défauts. Ainsi, sa description s'accompagne rarement de schémas explicatifs. Mais ces faiblesses n'enlèvent rien à la force du travail d'Anderson sur le plan ethnographique. La précision et la richesse de la description tiennent certainement en grande partie au fait qu'Anderson ait été lui-même hobo pour plusieurs années, avant d'avoir l'occasion de reprendre ses études, et de rencontrer le sociologue Park à Chicago. La connaissance "de l'intérieur" du milieu hobo qu'a pu acquérir Anderson par son expérience personnelle lui a permis pour son enquête, de s'insérer plus facilement dans la Hobohème, et de susciter la parole des individus.

Le travail d'Anderson démontre ainsi l'intérêt que représente l'intervention, dans la sociologie, de l'"ethnologue indigène", selon l'expression d'Olivier Schwartz, dans sa présentation de la traduction française de l'oeuvre d'Anderson. L'ethnologue indigène a, en effet, un accès privilégié au terrain, que les sociologues "professionnels" n'ont pas toujours. *"Jamais la sociologie ne se parviendra à se passer d'un tel savoir, et l'on songe à ce qu'elle pourrait être si elle se donnait effectivement les moyens de reconnaître à celui-ci toute sa place"*, écrit à ce propos Olivier Schwartz.

Mais au-delà de ces enquêtes journalistiques ou ethnographiques sur les hoboes, les tramps, les homeless, des instruments méthodologiques de plus en plus sophistiqués se mettent peu à peu en place pour quantifier et décortiquer le phénomène de "homelessness".

II-2. La recherche sur les populations marginales

II - 2. 1. Les tâtonnements

Le homeless a donc dû quitter le domaine de l'imaginaire pour devenir un objet d'étude scientifique : sous la pression des groupes militant au nom des sans-abri, sous le regard tâtilon des planificateurs de politiques sociales, les chercheurs ont dû inventer des méthodes innovantes pour définir, compter et décrire les homeless.

L'urgence dans laquelle les chercheurs doivent alors souvent travailler, a parfois conduit ces derniers à des compromis, "*entre la rigueur méthodologique et la collecte rapide de données*".¹⁴

Sans compter les contraintes financières, qui peuvent guider le niveau de sophistication des méthodes utilisées.

¹⁴Lovell, A.M., S.M. Barrow et E.L. Struening. 1984. Measurement issues in services research on the homeless mentally ill. Proceedings of the Eighth Annual MSIS National Users Group Conference.

Document n°1

"L'information gratuite n'existe pas"

("You get what you pay for")

Extrait de : Burt, Martha. 1992. Practical Methods for counting homeless people : A manuel for States and local Juridictions. Urban Institute, Council on the Homeless, Department of Housing and Urban Development.

Plus l'information recherchée doit être complète et détaillée, plus les méthodes à mettre en place pour la recueillir deviennent coûteuses. Il faut en effet rémunérer les personnes qui vont dépenser du temps ou de l'argent dans le recueil et le traitement de cette information. Dans le domaine de la recherche sur les sans-abri plus que dans d'autres, il n'existe pas d'information gratuite.

Il est certes possible de faire des économies sur une recherche, mais la contrepartie est que seule une fraction des sans-abri sera interrogée (ceux qui sont faciles à trouver, par exemple ceux qui transitent dans les centres d'hébergement), au détriment des autres.

Les enquêtes minimalistes - celles qui ne se donnent pas les moyens de faire des interviews approfondies - risquent de passer à côté de besoins essentiels de la population étudiée, et donc de contribuer faiblement à éclairer les choix de politique sociale.

Cependant, les pouvoirs publics locaux n'ont pas tous besoin d'une information extrêmement sophistiquée pour déterminer leurs choix de politique sociale : dans ces cas, une approche plus sommaire suffira.

N'ayant pas à leur disposition des méthodes d'échantillonnage bien rodées, les chercheurs ont deux options : soit ils inventent des méthodes d'échantillonnage innovantes, soit ils utilisent des modèles très imparfaits - mais faciles à appliquer. Au début des années 80, c'est surtout la deuxième option qui a été choisie.

Les différentes études consacrées aux sans-abri ont fait des choix, plus ou moins arbitraires. Renonçant à prendre en compte la population des homeless dans un sens élargi qui engloberait les cas de figures les plus divers, les chercheurs ont préféré resserrer les mailles de leurs filets. Ils se sont donc intéressés à tel ou tel aspect particulier des homeless : utilisateurs des centres d'hébergement d'urgence, clients de centres de désintoxication, etc. L'une des techniques les plus répandues est de tirer un échantillon de sans-abri uniquement à partir de la population des centres d'hébergement temporaire ("*shelters*")¹⁵.

Ces méthodes ont un inconvénient principal : le choix d'enquêter dans un type particulier d'institution, implique nécessairement le choix d'une clientèle particulière, celle qui fréquente cette institution ou ce service spécifique. L'échantillon ne sera donc pas représentatif, et les résultats de l'étude ne seront pas forcément généralisables à l'ensemble de la population des sans domicile dans des contextes différents.

Si en revanche, on décide d'enquêter dans diverses institutions, on s'expose alors immédiatement au risque de dénombrer ou d'interroger plus d'une fois la même personne. En effet, les populations rencontrées dans les divers établissements ne sont pas mutuellement exclusives: le même individu peut très bien, dans la même journée, utiliser plusieurs services dans des établissements différents.

Expliquer les causes du phénomène de "*homelessness*" est en soi un problème. Ainsi, un nombre important d'études se sont concentrées sur les sans-abri mentalement handicapés. Malgré l'effort important de recherche engagé sur cette population, les estimations concernant la proportion des malades mentaux dans l'ensemble des homeless demeurent très contradictoires. Selon deux chercheurs spécialistes de la question, les estimations vont de 15 % à 90 %¹⁶. Même en prenant une définition plus étroite de la maladie mentale, l'Association américaine de psychiatrie n'a pu

¹⁵Smith, T. K. et McDaid, E.W., 1987. Homelessness in Pennsylvania : Numbers, needs and services. A report to the Pennsylvania Department of Public Welfare. Philadelphia, PA : The Conservation Company. Cette étude est un exemple de méthodes utilisées pour faire des estimations du nombre de sans-abri à partir de l'utilisation des centres d'hébergement.

¹⁶Koegel, Paul, Audrey Burnam et Rodger K. Farr. 1988. The prevalence of specific psychiatric disorders among homeless individuals in the inner city of Los Angeles. Archives of General Psychiatry, Vol. 45.

aboutir à des estimations plus précises : 25 à 50 %. De tels écarts dans les estimations ne peuvent être le seul fait de spécificités géographiques ; ils reflètent également les tâtonnements méthodologiques existant dans ce domaine. Ainsi, les définitions et les critères de la maladie mentale sont très variés : dans certains cas, le critère retenu est l'apparence physique ou les propos de l'individu enquêté (il a l'air d'un malade mental ou il admet l'être). Par ailleurs, le diagnostic de troubles mentaux chez un individu homeless est rendu délicat par la présence de facteurs liés à la condition même de l'individu soumis au diagnostic. A ce titre, la question centrale est de savoir si les symptômes observés sont causés par la maladie mentale ou par l'environnement et la situation de l'individu.

Selon Koegel et Burnam¹⁷ :

Les sans-abri se trouvent constamment dans des situations qui produisent - on le sait - des symptômes imitant la maladie mentale. On sait aussi que la malnutrition chronique, le manque de sommeil (...) et beaucoup d'autres conséquences de l'état de privation extrême, provoquent le délire, une détérioration de la mémoire, l'apathie, la démence, la désorganisation de la personnalité, et même la psychose paranoïaque. (...)

Parce que nous comprenons mal les sans-abri et les exigences de leur vie, nous sommes plus enclins à mal interpréter leur comportement et d'appeler "psychotiques" des réactions qui - replacées dans le contexte de l'existence actuelle de ces individus - seraient alors tout à fait compréhensibles. (...)

Tout cela montre que pour évaluer le statut psychiatrique des sans-abri, il faut donner foi à la possibilité que des symptômes observables sont en fait des réponses temporaires aux situations de stress que connaissent les individus, ou peut-être même des adaptations aux aspects de l'existence d'un sans abri.

Les recherches mettant en oeuvre des méthodes sophistiquées (recours aux études longitudinales par exemple) sont encore trop rares, pour permettre de déterminer de manière empirique comment la condition de sans-abri affecte le diagnostic psychiatrique.

¹⁷Koegel, Paul et Audrey Burnam. 1992. Problems in the assessment of mental illness among the homeless : An empirical approach. In : Homelessness : A national perspective, Marjorie J. Robertson et Milton Greenblatt (eds). New York : Plenum Press, 1992.

II-2-2. La construction d'outils plus fiables

Dans les techniques utilisées pour étudier les sans-abri, les travaux de l'équipe de Peter Rossi à Chicago en 1985-1986, marquent une rupture et initient des pistes de recherche de méthodes plus sophistiquées. Rossi est, en effet, l'un des premiers à appliquer une méthode d'échantillonnage probabiliste. Ces outils seront aussi privilégiés par des chercheurs tels que Koegel et Burnam. L'étude de Rossi sera l'une des bases de la réflexion entreprise dans le cadre du recensement de 1990 qui a tenté de prendre en compte de manière plus systématique la population des sans-abri.

Par ailleurs, à Nashville, une opération de recensement des sans-abri de la ville a lieu chaque année depuis 1983. Les sans domicile sont comptés deux fois par an, à la fin du mois de juin et à la fin du mois de décembre. Le recensement ne se concentre pas exclusivement sur les centres d'hébergement, mais prend aussi en compte des lieux extérieurs, les rues, les parcs, les voitures, les immeubles abandonnés, etc. Ces techniques furent reprises dans le recensement de 1990.

L'expérience de Nashville offre une possibilité nouvelle de dégager des tendances dans la taille et la composition de la population des sans-abri à l'échelle d'une ville. On voit donc apparaître de réels efforts pour mettre au point des appareils méthodologiques de plus en plus sophistiqués afin de faire avancer de façon décisive la recherche sur le thème de la grande pauvreté.

DEUXIÈME CHAPITRE

LES PROBLEMES RENCONTRES DANS L' ETUDE DES SANS-ABRI

I. LA DÉFINITION DE L'OBJET

I - 1. L'impossible définition

Le mot "homeless" recouvre une réalité très diverse, de la situation de logement précaire à celle d'absence absolue de logement.

Une définition a été adoptée en 1987 par le McKinney Act¹⁸ :

Un sans-abri est un individu qui n'a pas accès à un domicile fixe pour la nuit, ou dont le domicile pour la nuit est un centre d'hébergement temporaire, un garni, un logement de transition pour les malades mentaux, ou tout lieu public ou privé n'ayant pas pour fonction première l'hébergement des êtres humains.

Une telle définition n'apparaît pas comme satisfaisante, et suscite un certain nombre d'interrogations : par exemple, combien de nuits l'individu doit-il passer dehors, sans domicile, avant de tomber dans la catégorie des sans-abri ? Autrement dit, à partir de quel moment peut-on considérer que quelqu'un est officiellement sans-abri ? Doit-on exclure de la catégorie des sans-abri ceux qui sont contraints à demander à leurs proches de les héberger ?

Selon Michael Katz¹⁹,

si cette définition est très utile en tant que description neutre d'une condition, le phénomène des sans-abri ('homelessness') demeure une catégorie empreinte d'une forte charge émotionnelle, un cadre dans lequel nous nous réunissons, nous observons, étudions, comptons, analysons, plaignons ou méprisons les pauvres. Bien que nous voyions les sans-abri comme un groupe indifférencié, ils sont différents les uns des autres, divers en âge, race, genre, situation familiale, et histoire.

¹⁸Le Stewart B. McKinney Homeless Assistance Act a été voté par le Congrès américain en 1987 pour accorder des fonds à divers programmes d'aide aux sans-abri (centres d'hébergement d'urgence ..).

¹⁹Katz, Michael B. 1989. *The undeserving poor : From the war on poverty to the war on welfare*. New York : Pantheon Books.

Gary L. Blasi, un des membres de la National Coalition for the Homeless - une des organisations qui tentent d'améliorer le sort des sans-abri - s'insurge contre une définition trop étroite du homeless :

Un très grand nombre d'individus en situation de pauvreté s'accroche à des logements précaires qui dépendent d'un réseau familial ou de la charité imprévisible d'amis et d'étrangers. De tels logements, de par leur nature même, tendent à se désagréger brusquement, sans préavis : les individus deviennent donc des "sans-abri" au sens étroit du terme. Mais n'étaient-ils pas déjà des sans-abri, avant même de se retrouver à la rue ? Pour la plupart d'entre nous, le mot abri ("home") représente bien plus que la seule protection contre les intempéries extérieures. Il implique les relations sociales, le refuge, la sécurité, le repos. Si l'on prend en compte ces définitions, des millions d'individus en situation de pauvreté, sont des sans-abri ("homeless"), même si c'est une petite fraction d'entre eux qui dort dans la rue une nuit donnée.

Pour mener son étude sur les homeless de Chicago, Peter Rossi a dû se livrer à une réflexion préalable sur cette question de la définition de l'objet.

Quand on considère la catégorie de population en situation d'extrême pauvreté, il est difficile de faire des distinctions cohérentes entre ceux qui ont un domicile et ceux qui n'en ont pas, écrit Rossi. Il y a beaucoup de points sur lesquels ces deux groupes se confondent.

Par exemple, une étude²⁰ a montré qu'à Chicago, plus de la moitié des clients des soupes populaires a un domicile; de même, une fraction non négligeable de la population des centres d'hébergement, en possède un également.

Pour Rossi, c'est parmi les individus en situation d'extrême pauvreté que se recrutent les sans-abri.

Certains - une minorité - deviennent sans-abri pour de longues périodes. D'autres - la majorité - le sont pour quelques mois seulement, mais peuvent connaître cette situation - même pour une courte durée - plusieurs fois dans leur vie..

²⁰Sosin, Michael, Paul Colson et Susan Grossman. 1988. Homelessness in Chicago : Poverty and pathology, social institutions and social change. Chicago : Chicago Community Trust.

La condition de "*literal homeless*" (être littéralement sans-abri) est donc très proche de la condition de "*precariously housed*" (être logé de façon précaire). La conséquence de la situation d'extrême pauvreté, c'est la précarité ou l'absence absolue de logement.

Si l'on s'en tient à une définition traditionnelle, être "homeless" signifie ne pas avoir un accès habituel et régulier à un logement de type traditionnel (*customary and regular access to a conventional dwelling*). Mais les termes utilisés dans cette tentative de définition ne sont pas dépourvus d'ambiguïtés. Qu'est-ce qu'un "logement de type traditionnel" ? Sous ce terme, on trouve très certainement appartements, maisons, caravanes. Mais ce concept inclut-il les chambres d'hôtel, les chambres louées dans des logements de particuliers, les lits dans des dortoirs, les voitures, les tentes, etc. ? De même, que signifie avoir un "accès habituel et régulier" à un logement ? Les locataires et propriétaires de logements ont en effet un accès habituel et régulier à leur domicile; mais que peut-on dire d'une personne qui a le droit de partager le domicile d'une autre temporairement ? Comment définit-on cette notion du "temporaire". Peter Rossi donne un exemple :

Si un individu en cours de divorce trouve un refuge temporaire chez ses parents, 'pour autant de temps qu'il le souhaite', classe-t-on cet individu dans la catégorie de ceux qui ont un domicile ('having a home') ou la catégorie de ceux qui n'en ont pas ('being homeless') ?

Par ailleurs, des individus qui vivent depuis plusieurs mois, voire plusieurs années dans un centre d'hébergement accueillant des sans-abri, doivent-ils être toujours considérés comme des "sans-abri" ?

I - 2. Des définitions pour des applications concrètes

Devant ces éléments, il devient difficile de trancher en faveur d'une définition du terme "homeless". Certains tiennent à inclure dans cette population les familles qui doivent cohabiter dans un logement (*doubled-up families*) et les individus mal logés. D'autres au contraire, pensent qu'ils ne devraient pas faire partie des études sur les sans-abri. Ce choix part du constat que ce n'est pas parce que des individus sont en situation de très grande pauvreté qu'ils vont nécessairement devenir sans-abri.

Cependant, à un moment ou un autre, il faut bien choisir une définition, même si elle apparaît imparfaite pour rendre compte d'une réalité hétérogène et complexe.

Une grande majorité des chercheurs s'en est tenue à la définition étroite du terme: le sans-abri littéral ("*literal homeless*") qui se définit par le fait qu'il n'a pas un accès habituel et régulier à un logement de type traditionnel. Ces études s'intéressent aussi plus particulièrement aux sans-abri les plus accessibles : les usagers de centres d'hébergement, structures médicales, soupes populaires, etc.

Peter Rossi, pour son étude des sans-abri de Chicago, s'est servi de la même définition de référence.

Rossi justifie en grande partie ce choix par des considérations pratiques et logistiques. Il est relativement facile de déterminer si un individu est littéralement sans domicile ou pas. En revanche, il est très difficile, concrètement, d'appliquer une définition qui inclut les individus et les familles logés de façon précaire ou marginale.

Les choix de Rossi ont été très critiqués, ce qui montre combien la question de la définition est au coeur des débats, et peut remettre en cause la validité d'une étude. Par exemple, Richard Appelbaum, un chercheur de l'Université de Santa Barbara en Californie, s'insurge contre le fait que Rossi n'ait pas inclu dans son échantillon de "homeless" la population des prisons, des centres de désintoxication, ou encore les personnes qui trouvent refuge dans les rames de métro. Il critique également le choix de Rossi de ne pas prendre en compte dans sa définition du sans-abri, les individus qui sont temporairement hébergés au domicile d'autres personnes.

Document n°2
Définition des composantes de
la population des sans-abri

Extrait de : Burt, Martha. 1992. Practical Methods for counting homeless people : A manuel for States and local jurisdictions. Urban Institute, Interagency Council on the Homeless, Department of Housing and Urban Development.

Définir précisément ce qu'on entend par "sans-abri" est un des aspects les plus difficiles de l'étude de la population des sans domicile fixe. Trop souvent, les commanditaires des études découvrent que les définitions retenues par celles-ci ne contiennent pas les informations attendues. Les problèmes de définition deviennent plus manifestes à mesure qu'on s'éloigne du coeur de la question des sans-abri, pour s'intéresser aux questions périphériques. Il est difficile de soutenir que les personnes vivant dans les centres d'hébergement ou dans la rue ne soient pas des sans-abri.

Mais que dire des cas suivants :

- Une famille ou une personne célibataire qui ont perdu leur logement depuis peu, et qui habitent chez des parents ou amis, payant une partie du loyer, et qui espèrent retrouver un domicile dans les deux mois ?
- Une famille ou une personne célibataire qui ont perdu leur logement depuis peu, et qui habitent chez des parents ou amis, ne payant pas de loyer, et qui espèrent retrouver un domicile dans les deux mois ?
- Une famille ou une personne célibataire qui ont quitté leur logement pour retourner vivre chez leurs parents, sans savoir si leur séjour durera longtemps ou non ?
- Une adolescente et son bébé vivant chez sa mère, qui ne prévoit pas à court terme de déménager ?

- Une jeune mère et ses deux enfants qui, au cours de l'année passée, ont vécu chez des amis différents tous les deux ou trois mois, et qui s'attendent à devoir déménager à nouveau dans les mois à venir ?
- Des personnes vivant dans un logement que rien n'oblige à quitter, mais dont l'état d'insalubrité représente un danger (pas d'eau courante, pas de chauffage, état de délabrement avancé) ?
- Une famille ou une personne célibataire arrivées dans une nouvelle ville dans l'espoir de trouver du travail, qui vivent chez des parents ou des amis sans payer de loyer et sans parvenir à trouver un emploi, ne sachant combien de temps elles pourront encore demeurer dans ce logement, ni où elles iront si elles sont obligées de déménager ?
- Des enfants placés ou vivant chez des amis, qui ont été séparés de leurs parents parce que ceux-ci sont sans domicile ?
- De jeunes prostitué(e)s vivant seul(e)s, sans résidence permanente ni lieu de repos habituel, passant la nuit avec leurs clients dans des hôtels de passe différents chaque nuit ?

Dans cette liste, combien de personnes doivent être effectivement considérées comme des "sans-abri" ?

II - L'ÉCHANTILLON

II - 1. La représentativité

Construire un échantillon représentatif d'une population que l'on ne connaît pas paraît insoluble. Comment saisir une population qui échappe aux instruments d'analyse statistique ?

On pourrait se limiter à l'étude des sans-abri que l'on connaît le mieux et qui passent par une certaine forme d'habitat : le centre d'hébergement temporaire par exemple. Mais ce type d'étude implique deux biais :

- A l'échelle d'une ville, d'un Etat ou du pays entier, on obtiendra une représentation quantitative fautive (**undercounting**) de la population des sans-abri. En effet, tous les homeless n'ont pas recours aux foyers d'hébergement. De ce fait, on ne sait pas quelle est la proportion des sans-abri que l'on "manque" en s'appuyant uniquement sur une étude dans les centres d'hébergement.
- L'échantillon de la population cliente des centres d'hébergement ne sera pas représentatif de l'ensemble de la population des homeless (**misrepresentation**). L'information obtenue auprès des usagers de ces établissements (âge, groupe, ethnie...) ne sera pas forcément valable pour les sans-abri qui passent la nuit dehors et ne vont jamais dans les foyers d'hébergement. Des études ont ainsi montré que la population de ces centres contient une plus forte proportion de femmes et d'enfants et moins d'hommes isolés que pour l'ensemble de la population des sans-abri. Les caractéristiques des homeless constituées à partir des données recueillies auprès d'une fraction de la population étudiée (les clients des *shelters*), ne s'appliquent certainement pas à tous les sans-abri, et ne refléteraient pas la réalité.

II - 2. Le danger des doubles comptes

Dès que l'on tente de réaliser des études sur plusieurs types de services et d'institutions destinés aux sans-abri, le risque de doubles comptes augmente, même si l'étude est très limitée dans le temps (une journée, une nuit). Ainsi, le même individu peut très bien au cours de la même journée, sortir d'un centre d'hébergement où il aura passé la nuit, utiliser la soupe populaire à deux endroits différents, prendre une douche dans un centre d'accueil , etc... Comment éviter de compter cet individu plusieurs fois ?

Les choses se compliquent quand le phénomène de "homelessness" est appréhendé sur la durée. Certains centres d'hébergement ont des systèmes informatisés, qui leur permettent de connaître le nombre de séjours d'un individu dans l'établissement durant l'année.

Document n°3

**Le problème des doubles comptes
dans le recensement des sans-abri**

Extrait de : Burt, Martha. 1992. Practical Methods for counting homeless people : A manuel for States and local Juridictions. Urban Institute, Interagency Council on the Homeless, Department of Housing and Urban Development.

Qu'elles soient sommaires ou sophistiquées, la plupart des méthodes existant actuellement ne peuvent éviter les doubles comptes, lorsqu'il s'agit d'estimer des populations pour des communautés entières ou des Etats et lorsque la période sur laquelle le décompte se déroule est relativement longue (un mois, un an). Si bien que jusqu'à présent, les pouvoirs publics locaux et les organismes d'études n'ont obtenu des informations fiables que dans les cas suivants :

1. Recensements réalisés en un jour ou une nuit.
2. Recensements réalisés à l'échelle d'une communauté, dont les services chargés de l'opération mettent leurs résultats en commun pour éliminer les doubles comptes : mais cette opération n'est possible que si le décompte se déroule sur une semaine maximum.
3. Recensements mensuels ou annuels dans des centres d'hébergement : l'élimination des doubles comptes n'est possible que pour chaque centre pris séparément (car mettre les résultats de plusieurs centres en commun entraînerait l'apparition de doubles comptes non identifiables). Cette méthode implique aussi de renoncer à compter tous les sans-abri qui n'ont pas transité par un centre d'hébergement.
4. Dans un territoire juridictionnel défini, segmentation des sans-abri et recensement de certains segments précis, tels que les enfants sans-abri qui ont transité par un centre d'hébergement : dans ces cas, il est possible de mener un recensement annuel tout en éliminant les doubles comptes.

Peu de méthodes sont en mesure de réaliser des estimations sans doubles comptes sur des territoires juridictionnels de taille importante pour des périodes couvrant une année. Ces méthodes ont un support informatisé et sont parvenues à résoudre bien des difficultés ; pourtant, elles ne réussissent pas toujours à prendre en compte l'ensemble des services sociaux offerts aux sans-abri, et elles sont toutes impuissantes à comptabiliser les sans-abri qui n'utilisent aucun service social. Ainsi, il n'existe aucune méthode de recensement qui parvienne à compter l'ensemble des sans domicile fixe.

II - 3. Les études longitudinales : le suivi d'un échantillon

Dans le cadre d'évaluations de services ou de programmes sociaux destinés aux homeless, des études longitudinales sont nécessaires de façon à pouvoir mesurer sur plusieurs mois l'effet d'un programme - d'aide à la réinsertion des sans-abri par exemple - sur un échantillon d'individus.

La mise en oeuvre de ces études ²¹ suscite de nombreux problèmes. Il s'agit en effet d'établir des contacts durables avec les participants d'un programme d'aide, afin de pouvoir les interroger plusieurs fois, avant qu'ils ne participent au programme, pendant le traitement ou stage, et après. Or, quand on a affaire à des populations itinérantes, sans domicile fixe, le maintien de ces contacts sur plusieurs semaines ou plusieurs mois, peut devenir un véritable challenge. On s'est aperçu que sur un échantillon d'individus ayant bénéficié d'un service d'aide et ayant été interrogés une première fois à l'issue de leur traitement, on pouvait en perdre un pourcentage élevé pour la deuxième phase d'interview quelques mois après.

II - 3.1. La localisation des individus

- **Informateurs** - Certains sans-abri sont difficiles à localiser et à suivre sur une période longue, car les enquêteurs ne disposent pas de relais fiables et stables, permettant de les retrouver à tout moment. Ainsi, dans le cas où les individus sont socialement très isolés, les enquêteurs ne pourront pas compter sur des réseaux de

²¹Sosin Michael, Irving Piliavin et Herb Westerfeld, 1990. Toward a longitudinal analysis of homelessness, Journal of Social Issues, vol. 46, n° 4.

famille ou d'amis, pour jouer le rôle d'informateurs. De même, si les individus n'ont pas recours aux différents types de centres d'hébergement, mais s'en remettent aux seuls réseaux de survie de la "rue", le travail de localisation n'en devient que plus difficile : aucune indication ne peut être fournie par les dossiers des centres d'accueil, ou par ceux qui louent des chambres dans des motels, ou des garnis.

- **Confidentialité** - En revanche, dans le cas où l'enquêteur dispose de tels relais (les proches du sans-abri), la question de la confidentialité peut être un obstacle à la localisation et au suivi des participants d'un programme. Que peut dire le chercheur, sur le lien d'un individu avec - par exemple - un centre de désintoxication pour drogués ou un service d'aide à des personnes présentant des troubles mentaux ? Si les participants du programme ont notifié au chercheur leur permission d'user de ces méthodes et de contacter leur proches, la question de la confidentialité est résolue. Mais si ce n'est pas le cas, jusqu'où peut aller le chercheur, dans la révélation aux proches d'informations personnelles et confidentielles concernant le sans-abri qu'il tente de retrouver ?

De façon générale, la question de la confidentialité est assez rarement abordée dans les textes américains. Nulle mention n'est faite d'organismes équivalents à notre CNIL. L'accès aux fichiers et aux dossiers des sans-abri que l'on souhaite interroger, semble être négocié directement, au cas par cas, par les équipes de chercheurs avec les institutions spécialisées, les centres d'hébergement, les services de soins concernés par l'enquête. Dans certains cas, l'accès à une institution et aux dossiers personnels qu'elle tient sur ses clients, peut être refusé aux chercheurs, qui n'ont alors que peu de recours. Le cas s'est ainsi produit pour l'étude de Koegel et Burnam sur les sans-abri du Skid Row de Los Angeles²². Le refus d'un grand établissement accueillant des femmes sans-abri de participer à l'enquête, a entraîné une sous-représentation des femmes dans l'échantillon.

- **Validité** - La difficulté de localiser les participants d'un programme peut avoir des conséquences sur la validité de l'évaluation : en effet, on peut supposer que les individus qui ont été les plus faciles à retrouver au terme d'un stage ou d'un traitement, sont justement ceux qui se sont particulièrement stabilisés, et qui ont retiré le plus d'effets positifs du programme. De plus, si la principale source d'information du chercheur est fournie par l'équipe du programme social faisant l'objet de l'évaluation, les professionnels de cette institution peuvent tenter de

²²Burnam, Audrey et Paul Koegel, 1988. Methodology for obtaining a representative sample for homeless persons : The Los Angeles Skid Row Study, Evaluation Review, vol. 12, n° 2.

décourager les enquêteurs de retrouver certains participants, qui n'ont pas bien "marché" dans le programme.

II - 3. 2. *Les difficultés de l'interview*

- **Refus** - Une fois les individus retrouvés, le parcours du combattant n'est pas achevé pour autant. Il arrive que sur un échantillon de clients d'un service destiné aux homeless, certains d'entre eux refusent d'être interrogés une seconde ou troisième fois. Les raisons de ces refus sont diverses : certains gardent un mauvais souvenir de leur passage par le programme sensé les aider à s'en sortir ; d'autres craignent la publicité que leur attire cette enquête, surtout quand ils se trouvent dans des situations illégales quant à leur domicile ou leurs activités²³.
- **Discours incohérents** - Le déroulement de l'interview peut devenir particulièrement problématique quand l'enquêteur a affaire à des personnes présentant des troubles mentaux ou liés à la drogue : paranoïa, état de manque (par rapport à des médicaments, ou drogues), comportements anormaux dus à la prise de médicaments, etc. En conséquence, il arrive que l'enquêté ne se souvienne absolument pas d'avoir été interrogé précédemment, ou bien qu'il tienne un discours incohérent, ne comprenne pas les questions, ou fasse des réponses qui n'ont strictement rien à voir avec les questions posées par l'enquêteur.
- **Image embellie** - Il faut être également très attentif à l'image que l'enquêté peut vouloir donner de lui-même à l'enquêteur. A titre d'exemple, lors de l'interview d'individus sans-abri soumis à des traitements d'ordre psychiatrique : certains homeless ont tenté de se présenter comme plus indépendants qu'ils ne l'étaient réellement. D'autres ont affirmé spontanément - sans que ces déclarations soient sollicitées par les questions de l'enquêteur - qu'ils ne souffraient pas de troubles mentaux, ou qu'ils n'avaient aucun "problème".

²³Cohen Evan H., Carol T. Mowbray, Deborah Bybee, Susan Yeich, Kurt Risbil et Paul P. Freddolino, 1993. Tracking and follow-up methods for research on homelessness. Evaluation Review, vol. 17, n° 3.

III - LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE SUR LE TERRAIN

III - 1. Repérage et identification des sans-abri

III - 1. 1. Des apparences trompeuses

Dans le cadre de recensements, les agents recenseurs se heurtent à une difficulté majeure de repérage et d'identification des populations sans-abri. Cet obstacle est double : d'abord, il n'est pas toujours facile de repérer, de "voir" les individus qui sont à la rue au sens large (rues, mais aussi métro, gares, parcs, voitures, etc.) et ne souhaitent pas attirer l'attention sur eux, et s'appliquent à demeurer invisibles pour ceux qui ne connaissent pas les réseaux de survie de la rue. Les stratégies utilisées par les sans-abri pour se rendre "invisibles", représentent un sujet d'interrogation pour les chercheurs qui doivent mettre en œuvre des mesures particulières pour avoir accès à ces populations, et pour rendre visibles aussi bien les individus que leurs stratégies de dissimulation.

La localisation de ces "invisibles" repose en grande partie sur l'audace et la motivation des enquêteurs. Pour l'étude de Rossi à Chicago, les enquêteurs avaient pour consigne de passer les sites au peigne fin : rues, parkings, abris de toute sorte sur la voie publique (jardins publics, ponts...), parties communes des immeubles (caves, garages, halls...), voitures, squats dans des immeubles abandonnés, cabanes, usines désaffectées ou entrepôts, etc.

Mais une fois les sans-abri vus et repérés, comment s'assurer que ces individus sont réellement sans-abri ? En effet, on ne peut se fier au cliché du clochard en haillons... Beaucoup de sans-abri portent peut-être des vêtements usés, mais ils n'ont pas le monopole : ceux qui ont un domicile peuvent être tout aussi mal habillés. De même, certains homeless sont habillés avec soin.

Ce sont ces différences que montre le tableau ci-dessous, tiré de l'étude de Rossi, Fisher et Willis sur les sans-abri de Chicago. A l'issue des entretiens avec les sans-abri, les enquêteurs devaient évaluer l'apparence extérieure des personnes interviewées, sur un certain nombre de critères.

Tableau n°1

L'apparence physique des sans-abri, jugée par les enquêteurs

Critère	Echantillon provenant de la rue	Echantillon provenant de foyers	Echantillons combinés
Sale et/ou peu soigné	42,9 %	9,7 %	21,4 %
Habillé de vêtements usés	55,0 %	19,2 %	31,9 %
Ayant ses affaires personnelles avec lui (dans des paquets ou sacs)	24,2 %	3,5 %	10,9 %
Propre et bien soigné	27,5 %	70,5 %	55,0 %

Source : Peter H. Rossi. 1989. Down and Out in America : The origins of Homelessness. Chicago/Londres : University of Chicago Press.

III - 1. 2. Pour reconnaître un sans-abri

Des études ont tenté de trouver des solutions aux problèmes de repérage des sans-abri, en faisant appel à la police, à des professionnels ou des responsables officiels dans les différentes villes. Les chercheurs utilisent les connaissances et l'expérience de ces acteurs locaux pour identifier les lieux fréquentés par les sans-abri. Le problème principal de cette méthode est que les chercheurs risquent d'être exclusivement orientés sur les sites les plus connus, les plus visibles. De plus, il n'est pas certain que les sans-abri se retrouvent dans des lieux "fixes" : la fréquentation de ces lieux par les sans-abri est très variable.

D'autres chercheurs ont résolu la question en demandant directement aux individus s'ils étaient sans-abri (selon une définition du mot "sans-abri" clairement préétablie). Rossi et son équipe ont choisi cette méthode. Mais ce procédé ne résout pas tous les problèmes non plus, et a suscité des critiques.

En effet, Rossi a constaté pour son enquête que seulement 9 % des personnes rencontrées dans la rue à Chicago dans la nuit entre une heure et six heures du matin, se sont déclarées *homeless*.

Seulement un individu sur dix environ - parmi ceux qui voulaient bien parler - ont reconnu qu'ils étaient sans-abri, note Richard P. Appelbaum, directeur du département de sociologie à l'Université de Californie (Santa Barbara). Que faisaient donc les neuf autres, dans la rue entre une heure et six heures du matin ? s'interroge-t-il. N'est-il pas envisageable qu'une partie d'entre eux étaient aussi des sans-abri, mais se sont montrés réticents à l'admettre au cours de ces interrogatoires bien matinaux ? Et que fait-on de ceux qui ont refusé d'être interrogés ? N'est-il pas probable que la plupart de ces individus - sinon tous - étaient sans-abri ?

Appelbaum en tire des conséquences: ainsi, si on suppose que la moitié de ceux qui ont refusé l'interview sont "*homeless*", et que la moitié de ceux qui ont prétendu ne pas l'être, ont menti aux enquêteurs, alors le chiffre de Rossi (2 600 sans-abri à Chicago identifiés au cours de l'enquête de l'automne 1985) devrait logiquement passer à 6 300. Si on suppose que 90 % des individus rencontrés dans la rue sont en réalité "*homeless*" - quoiqu'ils aient pu dire ou ne pas dire aux enquêteurs - alors, le chiffre total quadruple, et passe à 10 000.

III - 2. Le "temps" de l'enquête

III - 2.1. Les aléas du calendrier

Les choix concernant une enquête sur les sans-abri ne portent pas uniquement sur la définition de l'objet ou l'échantillon. Quand la population étudiée est aussi mobile, changeante et diversifiée que celle des *homeless*, certains détails peuvent affecter considérablement les résultats. Par exemple, une opération de recensement des sans-domicile effectuée en une nuit dans les centres d'hébergement, doit être rigoureusement planifiée en termes de temps. Les questions de calendrier peuvent être particulièrement cruciales. Il faut par exemple déterminer :

- **Le mois de l'année** durant lequel on conduira l'enquête ;
- **Les jours du mois** : doit-on procéder à l'enquête au début, au milieu ou à la fin du mois ? Des études ont par exemple montré que des individus en situation de précarité, ne pouvaient plus se loger en fin de mois, et

doivent donc pour quelques jours aller dans un centre d'hébergement temporaire. C'est le cas par exemple de personnes en attente de paiements d'allocations ;

- **L'heure de l'enquête** : les chercheurs devront déterminer s'ils mèneront l'étude plutôt de jour ou de nuit. Pour les centres d'hébergement, le recensement s'effectuera de préférence entre 10 heures du soir et minuit, quand tous les sans-abri sont susceptibles d'être installés dans le foyer pour la nuit.

III - 2.2. Sans-abri d'un jour, sans-abri d'un an

On a observé que la temporalité exerce certains effets sur l'enquête auprès des populations marginales, et particulièrement dans le cas du recensement des "homeless".

Ainsi, si l'on choisit de compter tous les sans-abri sur une période d'un mois par exemple, le risque de doubles comptes s'accroît. En revanche, si l'on choisit de compter les sans-abri sur un temps très court - une nuit ou une journée -, le risque de "manquer" un certain nombre d'individus est tout aussi grand. Les homeless non comptés peuvent être par exemple temporairement hébergés par des proches, se trouver en prison ou à l'hôpital, etc.

De plus, la population des sans-abri est très hétérogène dans la durée. Un individu sans-abri au moment où on l'interroge (opérations de recensement sur une nuit donnée), peut très bien ne pas le demeurer pour une période très longue.

Parmi les homeless, plusieurs catégories sont repérables :

- **les sans-abri "d'un jour"** (pour moins d'une semaine, et une à deux fois sur plusieurs années) : par exemple, des jeunes fugueurs qui retournent généralement chez leurs parents au bout de quelques jours ;
- **les sans-abri "réguliers"** (pour de courtes périodes, à intervalles réguliers et répétés) : ce sont par exemple ceux qui à la fin du moins attendent de toucher leurs allocations ;
- **les sans-abri "de transition"** : ceux qui sont entre deux logements, mais ont la possibilité à plus ou moins long terme d'avoir un domicile stable. Il

s'agit par exemple de personnes dont l'immeuble vient d'être incendié, ou de familles qui s'installent dans un nouveau quartier, une nouvelle "communauté". Les difficultés rencontrées par cette population sont dues au prix exorbitant à payer pour entrer dans le marché locatif immobilier (premier mois de loyer à avancer, caution, etc.) ;

- les sans-abri "chroniques" : ceux qui sont sans domicile depuis plusieurs mois, ou plusieurs années.

Document n°4

Estimations ponctuelles ou annuelles

Extrait de : Burt, Martha. 1992. Practical Methods for counting homeless people : A manuel for States and local Juridictions. Urban Institute, Interagency Council on the Homeless, Department of Housing and Urban Development.

Les estimations du nombre de sans-abri sont généralement de deux sortes : ponctuelles (*point prevalence*) ou annuelles (*annual prevalence*).

L'estimation ponctuelle mesure le nombre de sans-abri à une période donnée (une nuit, une semaine, un mois).

L'estimation annuelle mesure le nombre de personnes qui ont été sans-abri pendant une année donnée (pendant toute cette année ou une partie seulement). L'estimation annuelle mettra en évidence trois cas de figure :

- Toutes les personnes qui étaient sans-abri au début de l'année et qui le sont restées tout au long de cette même année.
- Toutes les personnes qui étaient sans-abri au début de l'année mais qui sont sorties de cette situation avant la fin de cette même année.

- Toutes les personnes qui sont devenues sans-abri en cours d'année et qui le sont restées jusqu'à la fin de cette même année.

L'estimation annuelle est beaucoup plus difficile à obtenir que l'estimation ponctuelle, mais elle est importante pour déterminer les choix de politiques. Si la plupart des sans-abri le sont pour la majeure partie de l'année, et que seul un petit nombre retrouve un domicile pendant cette période, l'estimation annuelle et l'estimation ponctuelle seront proches.

Mais supposons que la plupart des sans-abri le soient pour seulement trois mois, et sont remplacés par d'autres lorsqu'ils réussissent à trouver un domicile : alors la population des sans-abri pourrait se renouveler jusqu'à trois ou quatre fois par an, et l'estimation annuelle serait trois ou quatre fois plus élevée que l'estimation ponctuelle.

La similarité entre les résultats de l'estimation ponctuelle et de l'estimation annuelle indique l'existence d'une population de sans-abri avec un niveau élevé de handicaps et trop peu de ressources ou de compétences pour pouvoir vivre indépendamment dans leur propre logement. Ce profil appelle la mise en place d'une politique sociale spécifique, dont le but serait par exemple de fournir un logement adapté et d'autres formes d'aide pour les handicapés chroniques.

Le constat d'une grande différence de résultats, au contraire, est caractéristique d'un autre type de population - dont la relation au monde du travail, de la famille, etc. a été interrompue plus récemment. Ce cas-là nécessite l'application d'une politique différente : aides au retour à l'emploi, au logement, au reclassement, etc.

III- 2. 3. L'influence des saisons et des climats

Une étude conduite à deux saisons différentes sur la même population dans la même ville, peut produire des résultats assez contrastés. Rossi, dans son enquête sur les sans-abri de Chicago, s'est aperçu que la distribution spatiale des homeless varie selon les saisons. Ainsi, dans son enquête menée à l'automne, moins de la moitié des sans domicile se trouve dans des centres d'hébergement (39 %) contre une majorité durant l'enquête d'hiver (74 %). La dureté de l'hiver à Chicago et la multiplication des lieux d'hébergement durant cette saison expliquent ces variations: en hiver, il y a davantage de foyers ouverts, et davantage de clients.

Tableau n°2
Lieux des entretiens pour l'enquête sur les sans-abri de Chicago

Lieu de l'interview menée	Enquête menée l'automne	Enquête menée l'hiver	les deux enquêtes combinées
Foyers	39,4 %	73,9 %	55,0 %
Lieux publics (stations de bus ou de métro, halls de gare, entrées d'immeubles, bars, cinémas)	16,4 %	24,6 %	20,1 %
Rues	13,9 %	0,8 %	8,0 %
Parcs	0,8 %	0,0 %	0,4 %
Immeubles abandonnés	1,6 %	0,3 %	1,0 %
Sous ponts ou viaducs	0,8 %	0,0 %	0,4 %
voitures immobilisées, camions	0,0 %	0,3 %	0,1 %
Lieux non spécifiés (autres que foyers)	27,0 %	0,0 %	14,8 %
Total	100 n = 372	100 n = 350	100 n = 722

"Place of interview : Chicago homeless study"

Source : Rossi, Peter H. 1989. Down and Out in America : The origins of Homelessness.
Chicago /London : University of Chicago Press.

Tableau n°3
Lieux de repos ou de sommeil utilisés au cours des sept derniers jours

Lieu	Automne(a)	Hiver(a)	Moyenne deux saisons
<i>A. Temps passé à se reposer ou à dormir dans chaque lieu (en pourcentage)</i>			
Foyers	41,4	70,7	54,8
Rues ou parcs	24,2	4,0	15,0
Lieux publics	14,7	12,9	13,9
Chambres louées	5,4	3,3	4,4
Avec famille ou amis	3,0	3,1	3,0
Chez d'autres personnes	3,9	2,6	3,3
Total	100 n = 372	100 n = 350	100 n = 722
<i>B. Personnes ayant passé au moins une nuit dans chaque lieu (en pourcentage)</i>			
Foyers	64,2	82,3	72,5
Rues ou parcs	44,7	9,4	28,5
Lieux publics	32,4	23,4	28,3
Chambres louées	13,8	9,7	11,9
Avec famille ou amis	9,6	9,5	9,5
Chez d'autres personnes	10,3	9,8	10,1

(a) La somme de cette colonne n'atteint pas 100%. Certains lieux cités de manière épisodique n'ont en effet pas été pris en compte : bâtiments abandonnés, véhicules, et d'autres lieux non retenus dans la classification.

Source : Rossi, Peter H. 1989. Down and Out in America : The origins of Homelessness.
Chicago /London : University of Chicago Press.

III - 3. Les procédures d'interrogation

III - 3.1. *La relation enquêteur-enquêté*

La manière dont se passe l'interrogation peut avoir un impact sur les résultats de l'enquête. L'interaction enquêteur-enquêté, les niveaux de vocabulaire, le lieu et le moment de l'interview sont autant de facteurs qui peuvent exercer une influence non négligeable sur les données recueillies.

Par exemple, dans le cas d'une évaluation d'un programme d'aide aux sans-abri, il n'est pas rare que le homeless interrogé prenne l'enquêteur pour un représentant de l'institution qui le suit actuellement (travailleur social, médecin...). Cette confusion des statuts peut produire des interférences en situation d'entretien.

Ainsi, au cours des interviews, il arrive que l'enquêteur ait à entendre les plaintes et les besoins de l'enquêté sur des domaines bien précis, relevant de la compétence du professionnel d'action sociale : comment obtenir un logement ? comment bénéficier de telle ou telle aide financière ?

Bien souvent, une relation difficile entre le client d'un service social et l'institution qui fournit ce service, peut transparaître en situation d'interview, et déboucher sur une certaine agressivité du sans-abri à l'égard de l'enquêteur. Par exemple, l'enquêté - confondant les rôles et les statuts - peut reprocher au chercheur de ne pas avoir réglé tel ou tel problème ponctuel, de ne pas l'avoir aidé à surmonter une difficulté. Dans ces cas-là, l'enquêté peut cesser de répondre à ses questions, et même refuser de se soumettre à d'autres interviews futures, s'il s'agit d'études longitudinales.

Pour un grand nombre de ces individus, la situation d'interview n'établit pas une simple relation enquêteur-enquêté, et va au-delà des objectifs fixés par la recherche : l'enquêté demande une implication active du chercheur, une intervention directe sur sa situation et ses problèmes personnels.

L'un des moyens de surmonter cette difficulté est d'insister sur la formation préalable des enquêteurs sur le type de travail qu'ils auront à réaliser. Pour une étude auprès des malades mentaux sans-abri de Los Angeles ²⁴, les enquêteurs ont reçu une formation intensive de quatre jours. Durant ce stage, ils ont appris les

²⁴Vernez Georges, Audrey Burnam, Elizabeth A. McGlynn, Sally Trude, et Brian S. Mittman, 1988. Review of California's program for the homeless mentally disabled, Rand Corporation.

techniques d'interview, se sont familiarisés avec les méthodes d'approches particulières des sans-abri et des individus souffrant de troubles mentaux, et se sont formés aux procédures de recensement et de repérage des sans-abri. L'un des aspects particulièrement importants de cette formation était de sensibiliser les enquêteurs à l'interaction avec l'enquêté. Le travail des enquêteurs sur le terrain faisait ensuite l'objet d'un suivi : les enquêteurs devaient rendre compte quotidiennement aux chercheurs de leurs difficultés, et leurs pratiques d'interview étaient évaluées.

III - 3.2. La question du paiement aux enquêtés

Faut-il, oui ou non, payer les sans-abri que l'on interroge ? En France, comme aux Etats-Unis, ces considérations sont peu évoquées par les chercheurs. Mais dans les deux pays les moyennes sont inverses et la règle généralement admise aux USA veut que les sans-abri interrogés reçoivent une petite compensation financière pour leur participation à l'enquête. En général, les personnes interviewées reçoivent entre 2 et 5 dollars. Beth Weitzman et Marybeth Shinn pour leur étude des familles sans-abri de New York, donnent aux personnes interrogées une somme de 50 dollars pour un entretien de trois heures. Ces deux chercheurs de New York University justifient leur démarche de la manière suivante :

Nous pensons que les paiements permettront d'améliorer de manière significative les taux de réponse, et d'économiser de l'argent en fin de compte : en effet, ces paiements représenteront une motivation pour les familles qui seront plus disposées à nous contacter après qu'elles aient reçu un courrier de notre part, à être là aux rendez-vous qu'on leur fixera, à terminer les interviews en cas d'interruption...

IV - LES DONNÉES RECUEILLIES : VALIDITÉ ET FIABILITÉ

*"Can you trust a homeless man ?" -
"Peut-on faire confiance à un sans-abri ?"*

Tel était le titre d'un article du magazine américain "Public Opinion Quarterly", relatant les résultats des travaux de deux chercheurs, Bahr et Houts, sur la validité et la fiabilité des données recueillies auprès de sans-abri²⁵.

Cette question est centrale dans toute entreprise d'évaluation d'un programme d'aide aux sans-abri : les données recueillies auprès des usagers d'un service, peuvent en effet servir de base à des décisions et réformes de politiques sociales, et mener à de fausses interprétations sur les besoins des usagers et sur l'efficacité des services qui leur sont proposés.

Bahr et Houts ont identifié une série de facteurs qui affectent la qualité de l'information donnée par les sans-abri au cours d'entretiens :

- **le caractère plus ou moins récent des faits décrits par le sans-abri ("recency effect")** : l'individu interrogé aura tendance à se remémorer avec plus d'exactitude les événements récents que ceux qui remontent à plus loin dans son passé. Les réflexes de "mémoire sélective" concernant les faits du passé, sont aussi commandés par l'image que l'individu a de lui-même dans le temps présent ;
- **l'effet de "social desirability"** : le discours de l'individu interrogé peut être déformé si le sans-abri cherche à faire une bonne impression à l'enquêteur. Le sans-abri peut se livrer à de fausses interprétations de son passé, de son mode de vie ou de ses actes, dans le but de maintenir ou de renforcer une image sociale flatteuse de lui-même ;
- **la complexité des items proposés** : la multiplication des choix possibles de réponses à des questions fermées, peut avoir un effet négatif sur la validité des réponses de l'enquêté ;

²⁵Bahr, Howard M. et Kathleen C. Houts . 1971. Can you trust a homeless man ? A comparison of official records and interview responses by bowery men. Public Opinion Quarterly 35 : 374-82.

- **la relation entre l'enquêteur et l'enquêté** : cette interaction peut également jouer un rôle non négligeable sur la qualité de l'information.

Les auteurs ont mesuré la validité des informations données par l'enquêté au cours de l'entretien, en confrontant ces données avec les dossiers administratifs tenus par les centres d'hébergement fréquentés par l'échantillon de sans-abri sélectionné.

Cette méthode n'est pas sans défauts : ainsi, même si les informations contenues dans le dossier officiel concordent avec les réponses données par l'individu en situation d'entretien, rien ne prouve que le chercheur a réellement obtenu une information valide. La seule chose dont le chercheur peut être sûr, c'est que les deux sources d'information concordent; les données fournies par les dossiers officiels et par les individus offrent une certaine cohérence rassurante, mais ne sont pas forcément dépourvues de biais.

L'étude de Bhar et Houts a été réalisée sur un échantillon de homeless vivant dans le quartier du "Bowery" à Manhattan (New York) et un échantillon de sans-abri ayant recours aux services d'une institution spécialisée également située dans la région new-yorkaise ("Camp LaGuardia"). L'objectif était de comparer les informations recueillies au cours des interviews auprès des homeless et les données contenues dans les dossiers tenus par deux centres d'hébergement auxquels ces hommes avaient eu affaire à un moment ou un autre : le "Municipal men's Shelter" (centre d'hébergement municipal pour hommes) et le centre de "Camp LaGuardia".

Les points de comparaison entre les deux sources d'information portent sur le nom de l'individu interrogé, son année et lieu de naissance, son statut matrimonial, nombre et durée de séjours effectués dans les centres étudiés...

Le croisement des sources a permis d'établir des "taux d'erreur" ("*discrepancy rates*") entre l'information donnée par le sans-abri et celle fournie par son dossier administratif. Les résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°4
Taux de variation entre les informations données par les sans-abri
et les informations contenues dans les dossiers administratifs

Variable	Bowery "Taux d'erreur" (%)	Camp LaGuardia "Taux d'erreur" (%)
Nom	8	2
Date de naissance	5	10
Lieu de naissance	6	5
Passage par "Camp LaGuardia"	7	-
Déjà marié	8	7
Religion	12	6
Ancien Combattant	15	11
Déjà reçu de l'aide du "Men's Shelter"	20	-
Reçu de l'aide du "Men's Shelter" au cours de l'année dernière	28	-
Formation	42	42
Nombre de séjours à "Camp LaGuardia"	49	35
Durée du séjour le plus long à "Camp LaGuardia"	59	30
Année du premier séjour à "Camp La Guardia"	69	50

"Interview-record discrepancy rates for selected variables, Bowery and Camp LaGuardia samples"
 Source : Bahr/Houts. 1971. Public Opinion Quarterly, 35 : p. 378

On s'aperçoit à la lecture de ce tableau que les taux d'erreur les plus importants concernent des questions exigeant des réponses précises (par exemple : la date à laquelle le sans-abri est allé pour la première fois à "Camp LaGuardia"). En revanche, les taux d'erreur sont très faibles dès que l'on aborde des questions relatives à l'identité personnelle de l'individu (par exemple : religion, mariage): le discours suscité par l'interview concorde avec les informations contenues dans les dossiers administratifs.

Très nettement, on peut noter comment le caractère plus ou moins récent d'un événement dans le parcours d'un individu, exerce une influence sur ces taux d'erreur, ces écarts entre réalité administrative et discours individuel. Par exemple, seulement 28 % des homeless résidant dans le "Bowery" ont donné des informations fausses (ne concordant pas avec les données contenues dans leurs dossiers officiels) en réponse à la question "avez-vous reçu de l'aide du centre d'hébergement municipal durant l'année passée ?" En revanche, 69 % de ces individus ont donné des réponses qui ne concordent pas avec leurs dossiers, quand on leur demande de préciser l'année de leur tout premier séjour dans le centre d'hébergement.

Le risque d'erreur augmente également avec la multiplication des visites aux centres d'hébergement : pour les sans-abri qui n'ont effectué qu'un seul séjour dans l'une de ces institutions, le taux d'erreur n'est que de 10 % ou moins. Pour ceux qui ont fait entre deux et quatre séjours - selon les archives des centres - les taux d'erreur grimpent à 28 % pour les homeless qui utilisent "Camp LaGuardia", et 43 % pour ceux qui vivent dans le "Bowery". Enfin, pour ceux qui sont allés au centre d'hébergement cinq fois ou plus, le taux est encore plus élevé : 76 % pour les homeless du "Bowery" et 55 % pour ceux de "Camp LaGuardia".

De manière générale, cette étude montre que les sans-abri en situation d'interview ne paraissent pas représenter une population "à risque", et ressemblent à d'autres populations à bas revenus. D'une part, les informations données par les homeless ne semblent pas être si divergentes des autres sources officielles. D'autre part, les erreurs, les contradictions liées aux trous de mémoire, ou à la volonté de montrer une bonne image de soi, ne sont pas propres à cette catégorie d'individus.

Des recherches plus récentes dans ce domaine²⁶ ont montré que les données fournies par les homeless eux-mêmes étaient souvent plus complètes que ce que l'on pouvait trouver dans les archives des institutions spécialisées. Cela est particulièrement vrai pour toutes les informations concernant les séjours en centres d'hébergement, qui n'ont pas toujours été enregistrées de manière systématique et centralisée.

Une enquête récente du CREDOC sur les jeunes pris en charge par les dispositifs de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)²⁷, parvient à des conclusions identiques. Le CREDOC a travaillé à partir d'une grille d'itinéraire dans les dispositifs, remplie au cours de l'entretien avec un individu, et d'une grille, identique à la première, remplie par les services de l'ASE et de la PJJ à

²⁶Ropers, R., M. Robertson et R. Boyer. 1985. The homeless of Los Angeles : An empirical assessment. Los Angeles : University of California, School of Public Health.

²⁷Dubéchet, Patrick et Legros, Michel. 1993. La qualité des enquêtes auprès de populations en difficulté d'insertion sociale, CREDOC, Cahier de recherche n° 47.

partir des dossiers constitués par les institutions pour cet individu. La comparaison qui a pu être réalisée sur 200 personnes, montre que certaines informations sont notées aussi bien dans les entretiens que dans les dossiers des services. En règle générale, il est apparu que les personnes interviewées ont donné, au cours de l'entretien, plus d'informations concernant leur trajectoire dans les dispositifs qu'il n'en figurait dans les dossiers des services de l'ASE et de la PJJ. L'entretien apparaît donc indispensable pour reconstituer les trajectoires des individus, et notamment pour avoir connaissance des trajectoires complexes.

Une autre étude s'intéressant plus particulièrement aux sans-abri souffrant de troubles mentaux suivis dans des institutions spécialisées, a confronté les informations données par le patient sur le traitement qu'il recevait, et les observations personnelles des responsables de l'institution. Il a été constaté qu'en général, la description des modes d'utilisation des services proposés concorde d'une source à l'autre.

En revanche, la perte de points de repères, les troubles mentaux, les déficiences physiques, ou l'état de dépendance vis-à-vis de la drogue ou de l'alcool qui caractérisent la population de homeless, peuvent expliquer des ruptures ou incohérences dans le discours tenu par les sans-abri en entretien. Par exemple, certains individus peuvent cacher ou minimiser leur consommation de drogue, et leurs contacts avec le système judiciaire. Ainsi, une étude²⁸ a mis en évidence des corrélations existant entre les estimations de consommation de drogue par le toxicomane lui-même, et les estimations fournies par les professionnels. Mais la gravité de la situation dans laquelle se trouve l'individu est souvent jugée très différemment par le sans-abri et par le professionnel d'action sociale (ce dernier estimant en général la situation plus grave que ne le juge l'individu concerné). Dans la mesure où certains programmes pour les sans-abri visent à modifier les comportements face à la drogue, l'alcool, la violence, il est nécessaire de garder constamment à l'esprit la question de la validité des jugements et des informations contenus dans le discours des individus traités dans ces programmes particuliers d'aide.

²⁸Calsyn R.J, Gary Allen, Gary A. Morse, Ruth Smith, Betty Tempelhoff. 1993. Can you trust self-report data provided by homeless mentally ill individuals ? Evaluation Review : vol 17, N°3 (PP 353-365)

TROISIÈME CHAPITRE

LES MÉTHODES A L'ÉPREUVE DU TERRAIN

I - LES ÉTUDES LOCALES : DIVERSITÉ DES STRATÉGIES D'APPROCHE

I - 1. Constitution d'échantillons de sans-abri : la méthode des "city blocks" pour contourner le problème de l'absence d'adresse

I - 1.1. La méthode : construction d'échantillons probabilistes

Les sans-abri de la rue n'ont pas d'adresse. Pour mener une étude locale les concernant, les méthodes d'échantillonnage classiques, qui se font à partir des adresses d'immeubles ou de maisons, sont inefficaces. C'est pourquoi des équipes de chercheurs ont trouvé un moyen de contourner la difficulté, en prenant comme échantillons de base, pour les enquêtes sur les homeless, des îlots entiers (*city blocks*), plutôt que les adresses d'immeubles ou de maisons.

Un échantillon de ces îlots, (*city blocks*), ne peut pas être tiré de façon aléatoire. En effet, un nombre important de ces "blocks" dans les villes ne contiendra aucun sans-abri. Donc, il apparaît inutile d'utiliser un échantillon constitué à partir d'un simple tirage aléatoire, pour trouver les sans-abri. Dans ce cas, il faut opérer une stratification. Les (*blocks*) sont ainsi stratifiés, en fonction de la probabilité d'y trouver des homeless. Trois grands groupes émergent alors : un groupes d'îlots à forte probabilité (*high probability blocks*) ; un groupe à probabilité moyenne (*medium probability blocks*); un groupe à basse probabilité (*low probability blocks*). On inclura donc dans l'échantillon un nombre important de (*blocks*) appartenant au premier groupe, un nombre plus réduit de (*blocks*) du deuxième groupe, et enfin un nombre très faible de (*blocks*) du troisième groupe.

L'obstacle majeur à la mise en oeuvre de cette démarche est de déterminer les probabilités. Comment savoir que tel quartier d'une ville contient plus de homeless que tel autre quartier ? Comment classer les "blocks" en fonction de la probabilité de la présence de sans-abri ? Pour régler cette difficulté, les chercheurs ont demandé conseil à la police, à des experts locaux du domaine, à des responsables de centres d'hébergement, de faire eux-mêmes cette classification. Evidemment, cette solution est loin d'être parfaite. Par exemple, cette méthode ne prend pas bien en compte la mobilité des lieux : une zone classée à forte probabilité une semaine donnée, ne le

sera peut-être plus au moment de la mise en oeuvre concrète de l'enquête (plusieurs semaines ou mois après le travail de classification des sites).

Une fois que les "blocks" sont stratifiés selon la probabilité de trouver des sans-abri dans ces sites, les "blocks" sont ensuite tirés de façon aléatoire dans les différentes strates obtenues. Des enquêteurs sont envoyés dans les sites sélectionnés, et doivent y interroger les sans-abri.

Cette méthode permet de prendre en compte, dans une enquête, la fraction de la population homeless qui ne passe jamais par les centres d'hébergement temporaire. Mais les estimations finales du nombre total de homeless à l'échelle de la ville dépendent de la précision et de la fiabilité du calcul des probabilités sur chaque site. Or, rien ne prouve que ces probabilités soient justes. Ainsi, si un site à "basse probabilité" est en réalité traité comme un site à "forte probabilité", et vice-versa, les estimations de la taille de la population homeless peuvent varier considérablement.

1 - 1. 2. Un exemple : l'étude des sans-abri de Chicago (1986)

Cette étude est l'une des premières à avoir utilisé les méthodes d'échantillonnage probabiliste pour les homeless²⁹. L'enquête a été conduite à deux reprises : à l'automne 1985 et à l'hiver 1986, de façon à pouvoir prendre en compte les variations saisonnières.

L'étude se décompose en deux phases: une enquête auprès des populations des centres d'hébergement (*shelter survey*), et une enquête auprès des populations de la rue (*street survey*).

- L'étape "*shelter survey*" : ce volet de l'enquête a débuté par l'élaboration d'une liste aussi complète que possible des centres d'hébergement de Chicago. A partir de là, un échantillon probabiliste d'institutions a été construit. Puis, un échantillon des clients de ces institutions a été tiré, proportionnellement à la taille des différents centres d'hébergement sélectionnés. L'échantillon des foyers est composé de tous les grands centres (plus de cinq lits) et de un centre sur trois pour les structures plus petites. Dans les grands centres, une personne sur trois est retenue pour une interview ; dans les centres les plus petits, tous les individus sont interviewés.

²⁹Rossi, Peter H., Gene A. Fisher, et Georgianna Willis. 1986. The condition of the homeless of Chicago. Amherst, Mass., et Chicago :Social and Demographic Research Institute et NORC.

Cette enquête, auprès d'un échantillon de la population utilisatrice des centres d'hébergement, constitue une base pour arriver à une estimation de la population totale des "shelters".

- L'étape "**street survey**" : la base de l'échantillonnage est donc - comme cela est décrit plus haut - constituée d'îlots définis par le recensement (*Census blocks*). Ces îlots correspondent à des pâtés de maisons (zones résidentielles ou commerciales), mais aussi à des parcs, des terrains vagues, etc. Pour la ville de Chicago, le recensement de 1980 avait défini environ 19 400 îlots (*blocks*). La stratification (suivant le critère de la probabilité de trouver ou non des sans domicile sur un site donné) a été mise en place avec la collaboration de professionnels locaux, et en particulier les commissariats de police. Ces derniers avaient pour tâche de classer les sites en trois groupes (forte densité, densité moyenne, faible densité). Ces classifications ont été par la suite revues par des experts (membres d'organismes spécialisés comme la Coalition for the Homeless) et par les autorités locales (Chicago City Planning Department par exemple). Dans chaque classe (forte densité, densité moyenne, faible densité), l'échantillon de "*blocks*" a été tiré de façon aléatoire.

Sur les sites retenus, les enquêteurs devaient aborder tous les individus qu'ils voyaient. La première question permettait de déterminer si la personne était oui ou non homeless (*screening interview*). Si la personne déclarait qu'elle était en effet homeless, l'enquêteur lui posait d'autres questions. Tous les individus approchés recevaient 1 dollar pour leur participation ; les sans-abri interrogés de façon plus complète recevaient 4 dollars supplémentaires pour répondre au questionnaire.

- Les résultats de l'enquête de rue ("street survey")

Tableau n°5

Echantillonnage pour enquête dans les centres d'hébergement

	Automne	Hiver
<i>A. Echantillonnage des centres</i>		
Nombre de centres	28	45
Centres sélectionnés pour l'échantillon	22	27
Centres sélectionnés pour l'échantillon ayant accepté de participer	21 (95,5%)	23 (85,2%)
<i>B. Echantillonnage des résidents des centres</i>		
Nombre de résidents dans les centres sélectionnés pour l'échantillon	934	1 183
Résidents sélectionnés pour l'échantillon	320	317
Résidents sélectionnés interviewés	265 (82,8%)	248 (78,2%)
Résidents sélectionnés non interviewés :		
non disponibles(a)	41 (12,8%)	19 (6,0%)
ont refusé de se faire interviewer	14 (4,4%)	49 (15,4%)

a. "Non disponibles" signifie que les personnes sélectionnées n'étaient pas au centre d'hébergement au moment de l'enquête (au travail, temporairement absentes, etc.). Une deuxième tentative de rencontre était organisée pour toutes les personnes absentes la première fois : les personnes comptabilisées ici comme "non disponibles" sont donc celles qui étaient absentes lors des deux tentatives.

Source : Rossi, Peter H. 1989. Down and Out in America : The origins of homelessness. Chicago/London : University of Chicago Press.

Tableau n°6

Echantillonnage pour enquête de rue

	Automne	Hiver
<i>A. Echantillonnage des "blocks"</i>		
Nombre de "blocks"	19 409	19 409
"Blocks" sélectionnés pour l'échantillon	168	244
<i>B. Recherches d'individus dans la rue</i>		
Individus rencontrés et approchés pour sélection(a)	318	289
Individus approchés et sélectionnés	232 (73%)	238 (82%)
Individus ayant refusé l'interview de sélection	80 (25%)	37 (13%)
Individus rencontrés incapables de répondre	2	9
<i>C. Interview des individus</i>		
Personnes sélectionnées et répondant aux critères pour interview principale	23	30
Nombre d'interviews principales menées à bien	22 (96%)	28 (93%)
Nombre d'individus ayant refusé de répondre aux questions de l'interview principale	1 (4%)	0 (0%)
Nombre d'interviews interrompues avant la fin	0	2

a. Une "rencontre" intervient lorsque l'enquêteur se trouve en présence de toute personne marchant, assise, debout, allongée, dans sa voiture ou sur son vélo, à un coin de rue ou dans un lieu public.

Source : Rossi, Peter H. 1989. Down and Out in America : The origins of homelessness. Chicago/London: University of Chicago Press.

Ce qui frappe surtout dans les résultats montrés par ces tableaux, c'est qu'au total, sur l'ensemble des individus rencontrés dans la rue dans l'échantillon de sites, une très faible partie d'entre eux a reconnu être homeless : 22 pour l'enquête menée à l'automne ; 28 pour l'étude conduite l'hiver.

On peut s'interroger sur ces résultats, et la validité de la méthode mise en oeuvre:

- Quelle fiabilité donner au classement des sites (*blocks*) ? Peut-on être sûr des probabilités à trouver ou non des homeless sur chaque site ? Comment prendre en compte les variations de densité ?
- Le seul moyen d'identifier les homeless a été de leur demander directement s'ils étaient sans-abri ou pas : quelle fiabilité accorder à ces réponses ? De plus, cette enquête a eu lieu la nuit : ce qui signifie que les homeless ont pu prendre peur ou mal réagir face aux questions des enquêteurs, dont le but a été peut-être mal interprété. Dans certains cas, les enquêteurs ont réveillé des individus pour leur poser des questions : quelle validité des réponses données dans un demi-sommeil ?
- Pour plus de sécurité, les enquêteurs étaient accompagnés d'officiers de police en civil : quelle influence cela a-t-il eu sur les sans-abri, qui ont pu prendre peur, et fuir l'interview ?

I - 1. 3. Un exemple : l'étude de Koegel et Burnam sur le Skid Row de Los Angeles

En 1984, une équipe de chercheurs de Californie a entrepris une étude sur les sans-abri du Skid Row de Los Angeles³⁰. Le but poursuivi dans le cadre de cette enquête était de parvenir à une meilleure connaissance des caractéristiques de cette population, et de cerner tout particulièrement l'importance des troubles mentaux affectant les sans-abri du Skid Row de Los Angeles. La réussite de cette entreprise passait par une réflexion méthodologique préliminaire : Paul Koegel et Audrey Burnam se sont en effet attachés à développer une méthode permettant de construire un échantillon représentatif de la population des homeless du Skid Row.

Un recensement complet des sans-abri du Skid Row sur une nuit étant impossible à réaliser (coût de l'opération, formation des enquêteurs, durée et complexité des

³⁰Burnam, Audrey et Paul Koegel, 1988. Methodology for obtaining a representative sample of homeless persons : The Los Angeles Skid Row Study, Evaluation Review, vol. 12, n° 2.

entretiens à réaliser...), l'équipe a dû élaborer une stratégie différente pour bâtir un échantillon représentatif.

Concrètement, la population des sans-abri du Skid Row a été classée en quatre grandes catégories :

- les sans-abri qui ont recours à des foyers, hôtels et centres d'hébergement pour passer la nuit ;
- ceux qui fréquentent les institutions distribuant des repas gratuits ;
- ceux qui vont dans des lieux de rassemblement, tels que des centres d'accueil ouverts la journée (*drop-in centers*, par exemple) ;
- ceux qui se retrouvent dans des lieux extérieurs (parcs, coins de rue...).

L'échantillonnage a pris en compte seulement les trois premières catégories: les centres d'hébergement (*shelter locations*) ; les services repas (*meals settings*) et enfin, les lieux de rassemblement tels que les centres d'accueil de jour (*indoor congregating areas*).

L'ensemble des services et des institutions spécialisées du Skid Row a été d'abord passé en revue, afin de recueillir des informations diverses (le nombre de lits disponibles, la durée maximale autorisée d'un séjour en centre d'hébergement, le nombre de repas servis, etc.). Cette procédure a permis aux chercheurs de se faire une première idée du nombre d'individus qui passent par les différentes institutions.

L'une des difficultés majeures de cette méthode réside dans le fait que les trois catégories définies se recoupent largement. L'objectif est donc à la fois de déterminer la taille de l'échantillon à répartir dans chaque catégorie, et de répartir les entretiens de manière à ce que les individus ayant recours aux centres d'hébergement ("*beds sector* ") mais aussi aux services des deux autres catégories, ne soient retenus que dans la catégorie des centres d'hébergement. L'hypothèse de base est que la population qui utilise les centres d'hébergement est un sous-ensemble de la population qui reçoit des repas, laquelle est à son tour un sous-ensemble de la population rencontrée dans les lieux de rassemblement divers (*indoor congregating areas*). Ainsi, quand on passe de la catégorie des (*beds*), à celle des (*meals*) puis enfin à celle des "*congregating areas*", le filet s'agrandit pour toucher des populations qui sont de moins en moins en contact avec des services et des institutions.

A partir de cette hypothèse, la stratégie d'échantillonnage a été de tirer d'abord un échantillon dans la première catégorie (les centres d'hébergement), puis de tirer

un échantillon dans la catégorie des repas, en ne retenant uniquement que les individus qui utilisent les repas mais pas les centres d'hébergement (donc, ceux qui ne sont pas susceptibles d'être sélectionnés dans la première catégorie). La dernière étape a été de tirer un échantillon dans la troisième catégorie, en ne retenant que les individus n'ayant utilisé ni les centres d'hébergement, ni les services repas.

Avant de procéder à une répartition de l'échantillon entre les trois catégories, un premier échantillon a été tiré dans les lieux de rassemblement (services de douches, de distribution de vêtements, églises, centres d'accueil...). Les individus étaient interrogés sur deux points : on leur demandait d'abord s'ils avaient dormi dans les centres d'hébergement retenus dans la première catégorie, dans les 30 derniers jours; on leur demandait ensuite s'ils avaient eu un repas dans les établissements servant des repas identifiés dans la seconde catégorie, dans les 30 derniers jours. C'est à partir des résultats de deux enquêtes préliminaires de ce type (l'une menée en juillet, l'autre en janvier), que l'échantillon de sans-abri a été proportionnellement réparti dans chacune des trois catégories.

L'une des principales critiques que l'on pouvait faire aux travaux de Koegel et Burnam, est d'avoir d'emblée exclu de leur champ d'investigation les sites extérieurs les "*outdoor congregating areas*" (rues, parcs, gares...). Tous les sans-abri ne passent pas nécessairement par les institutions spécialisées (soupes populaires, centres d'hébergement...). La représentativité de l'échantillon s'en trouve donc remise en cause. Mais les deux chercheurs se défendent de la critique : ils ont en effet réalisé une enquête préliminaire sur neuf sites extérieurs (rues, parcs, parkings...) et y ont interrogé 367 sans-abri. Le but de cette opération était de déterminer la proportion des individus qui échappent à la méthode d'échantillonnage selon les trois catégories décrites plus haut. Les résultats de cette étude montrent que 86 % des sans-abri interrogés ont utilisé l'une ou l'autre des institutions retenues dans les trois catégories (*beds, meals, indoor congregating areas*) dans les 30 derniers jours. Pour Koegel et Burnam, ce résultat permet de légitimer leur méthode servant à construire un échantillon représentatif.

I - 2. Pour retrouver les sans-abri invisibles (hidden homeless)

Il est tout un segment de la population des homeless qui demeure impalpable et difficile à capter. Il s'agit en particulier des individus isolés qui ont élu domicile dans des immeubles en ruines, désertés par leurs propriétaires, à moitié brûlés. Il y aussi des familles qui cohabitent dans le même logement (*doubled-up situations*). Il est difficile d'estimer le nombre total de cette population. Une étude conduite au Texas

en 1989³¹ a tenté de trouver des méthodes pour mieux prendre en compte ce type de populations, souvent négligées dans les recherches consacrées à ce sujet.

I - 2. 1. Les sans-abri vivant dans les immeubles abandonnés

La ville de Houston tient le décompte des immeubles abandonnés habitables. Toutes les villes ne sont pas tenues de le faire. Grâce aux dossiers de la ville de Houston, les chercheurs ont pu mener une étude spécifique sur les sans-abri vivant dans ces habitations, avec l'objectif prioritaire de se faire une meilleure idée du nombre de homeless qui ont élu domicile dans de tels lieux. A partir des données fournies par la ville, l'équipe a construit un échantillon d'immeubles abandonnés, et a réalisé des interviews auprès des individus rencontrés dans cet échantillon d'immeubles. Environ un quart des immeubles faisant partie de l'échantillon d'immeubles est le "domicile" d'au moins une personne, avec une moyenne de 2,7 personnes par immeuble occupé.

Les résultats de l'étude montrent que 60 % des sans-abri identifiés par les chercheurs (qui ont aussi réalisé une enquête dans les centres d'hébergement et dans la rue) se trouvent dans ces immeubles abandonnés : ces individus auraient donc complètement échappé aux études classiques combinant enquête dans les centres d'hébergement et enquête dans la rue. De plus, l'étude des chercheurs de Austin a mis en évidence quelques une des caractéristiques des habitants de ces immeubles délabrés : adolescents fugueurs, cas psychiatriques, dealers de drogue et toxicomanes, criminels et petits délinquants. Par conséquent, une mauvaise prise en compte de ces populations dans la recherche sur les homeless, peut introduire des déformations dans les données recueillies et les interprétations que l'on peut en faire.

I - 2. 2. entre la rue et le domicile : les familles "doubled up"

Le cas de familles ou individus forcés de cohabiter dans le même logement (*doubled up situations*), représente souvent un vrai casse-tête pour les chercheurs. En effet, doit-on considérer ces individus comme faisant partie intégrante de la population des sans-abri ? On rejoint là le débat sur les définitions.

³¹Une étude menée par le Resource Group de Austin (Texas) pour la Coalition for the Homeless of Houston/Harris County.

La même équipe de chercheurs texans a tenté de mieux comprendre la situation particulière de ces cohabitants, qu'ils ont désignés comme des individus "marginale^{ment} sans-abri" (*marginally homeless*). Leur définition comprend les individus ou les familles qui se trouvent dans la situation suivante : d'une part, ils cohabitent dans un logement qu'ils ne possèdent pas et dont ils ne paient pas le loyer (ou en règlent une partie) ; d'autre part, ils jugent que cette situation est transitoire et durera moins d'un an : enfin, ils n'ont encore aucune idée où et comment ils se logeront à l'avenir.

Pour localiser et recenser cette population spécifique, les chercheurs se sont intéressés aux quartiers défavorisés de la ville, en organisant le dénombrement en fonction des découpages territoriaux du recensement de 1980. Les habitants de 488 logements ont été interviewés. Ces méthodes ont permis de mettre en évidence toute une population en situation de logement précaire, représentant dix fois le nombre de "littéralement sans-abri" (*literally homeless*) révélé par ailleurs dans l'enquête.

I - 2. 3. Pour retrouver les sans-abri vivant dans des zones rurales ou isolées

Il est plus difficile de repérer les sans-abri dans des zones rurales ou isolées, qui en général disposent d'un nombre limité de structures pour accueillir ces populations. Les techniques utilisées en zone urbaine ne fonctionnent pas en milieu rural, puisqu'on ne peut pas s'appuyer sur des relais tels que les centres d'hébergement ou les soupes populaires. Il faut donc trouver d'autres sources d'information aussi fiables, et développer des méthodes différentes. L'une des techniques utilisées est le (*snowball*) ou (*key informant sampling*) : des individus sans-abri préalablement sélectionnés dans l'échantillon suggèrent aux chercheurs d'autres noms de sans-abri qui eux-mêmes penseront à d'autres personnes. Il ne reste plus qu'à suivre le fil, et faire confiance à l'effet "boule de neige".

Dans l'application de cette technique, il faut être très attentif au risque de doubles comptes. Il est donc nécessaire d'avoir recours à une seule personne pour identifier et renvoyer à d'autres individus à interroger dans chaque cas.

Une autre possibilité est de faire appel à des experts locaux (*key informants*) capables de donner des pistes pour trouver les sans-abri de la région. On peut par exemple interroger des leaders d'associations, des propriétaires de bars, des prêtres, des médecins, des élus locaux, etc.

I - 3. Mesurer la situation des sans-abri sur la durée

La plupart des études font des estimations du nombre de sans-abri à un moment donné (*point prevalence*). Pour faire des estimations annuelles (*annual prevalence*), il faut développer des méthodes spécifiques.

I - 3. 1. Estimations annuelles tirées des données ponctuelles

L'une des manières de faire des estimations annuelles est de se fonder sur les données déjà collectées sur une période particulière (un jour, une semaine, un mois). On suppose que les individus deviennent sans-abri à un rythme stable : par conséquent, s'il est possible de déterminer combien de personnes sont devenues sans-abri sur une période donnée - un mois par exemple - , on peut en tirer des conclusions plus générales (le nombre de sans-abri sur un an, à partir des entrées mensuelles dans le statut de "homeless").

Il suffit de prendre l'estimation du nombre total de sans-abri à un moment donné (un mois) ; extraire de cette estimation le nombre de personnes entrées dans ce statut depuis un mois ou moins d'un mois ; multiplier par 11 (pour obtenir le nombre de personnes qui deviennent sans-abri durant les mois restants de l'année) ; et ajouter ces projections (le nombre supposé total d'individus qui sont devenus sans-abri pendant 11 mois) à l'estimation du nombre de sans-abri sur le 12ème mois.

Cette méthode repose sur l'hypothèse qu'un individu ne devient sans-abri qu'une seule fois dans l'année. Cette hypothèse ne se vérifie pas toujours : il arrive fréquemment que la même personne ait un parcours plus chaotique, logée pour un mois, puis sans-abri pour quelques semaines, ensuite relogée quelques temps, et à nouveau à la rue. Si une même personne entre plusieurs fois dans le statut de "homeless" au cours de la même année, elle sera donc "comptée" plusieurs fois. Pour ce cas de figure, la méthode utilisée produira donc des surestimations annuelles .

On peut cependant corriger cette erreur, en demandant aux personnes interrogées non seulement quand elles se sont retrouvées sans domicile, mais aussi si elles ont déjà connu une telle situation au cours de cette année... Ces informations permettront de savoir combien de personnes ont été sans domicile plus d'une fois dans l'année. L'estimation annuelle peut être modifiée en fonction de ces données.

I - 3. 2. Les études longitudinales : l'expérience de Sosin, Piliavin et Westerfeld (Minneapolis, 1985-1986)

Ce type d'approche permet de mieux cerner les trajectoires de ces populations : combien de temps reste-t-on homeless dans une année ? En sort-on définitivement ? Cette situation est-elle le résultat d'une crise temporaire ou plus profonde ? Combien de "rechutes" éventuelles y aura-t-il ? etc. Les éléments de connaissance apportés par les études longitudinales permettent d'affiner la simple estimation annuelle fondée sur le nombre d'individus devenus homeless sur une période de un mois.

Michael Sosin, Irving Piliavin et Herb Westerfeld ont tenté de mieux cerner des tendances dans les entrées et les sorties de la situation de sans-abri, à partir d'un panel de sans-abri interrogé deux fois à six mois d'intervalle³². Deux échantillons ont été tirés à partir de la clientèle d'institutions spécialisées de Minneapolis (centres d'hébergement, soupes populaires...). Un échantillon a été tiré sur le flux des entrants (nouveaux venus dans la population des sans-abri : homeless depuis deux semaines ou moins), ce qui représentait pour la première vague 113 individus. Un second échantillon a été tiré sur le stock des sans-abri (population "standard" de sans-abri, sans effet particulier de durée), ce qui représentait 338 individus. Les sans-abri ont été interrogés une première fois entre décembre 1985 et janvier 1986.

Différentes stratégies ont été suivies pour retrouver six mois après, les sans-abri déjà interrogés. Les enquêtés avaient la possibilité de faire savoir eux-mêmes où on pouvait les joindre en renvoyant aux chercheurs une petite carte affranchie que ces derniers avaient préparée. Des affiches appelant les enquêtés à se manifester, furent collées un peu partout dans les centres d'hébergement et les différents services sociaux où les chercheurs avaient réalisé des entretiens six mois auparavant. Les professionnels exerçant dans ces établissements furent mis à contribution pour faire passer l'information. Des lettres furent envoyées aux parents et amis des enquêtés pour solliciter leur aide. Un numéro vert a été mis à la disposition des sans-abri. Deux sans-abri qui connaissaient bien le "milieu" furent engagés par l'équipe pour retrouver la trace des membres de l'échantillon.

Au final, pour la deuxième vague (six mois plus tard), 58 % des individus de l'échantillon des nouveaux venus ont pu être réinterrogés ; 59 % des individus de l'échantillon "standard" ont pu être réinterrogés.

³²Sosin, Michael, Irving Piliavin et Herb Westerfeld. 1990. Towards a longitudinal analysis of homelessness. *Journal of Social Issues*, vol. 46 : pp. 157-174.

Cette enquête présente plusieurs défauts, susceptibles d'influencer les résultats. Par exemple, l'intervalle choisi - six mois - entre les deux séries d'entretiens, est-il vraiment pertinent pour dégager précisément des modèles d'entrée et de sortie de la condition de sans-abri?

De plus, cette étude qui cherche à comprendre le phénomène de "homelessness" dans la durée, la fréquence des sorties et des "rechutes", se heurte au problème de définition de la "sortie" du statut de "homeless". Dans le cas présent, une "sortie" est définie au sens large, comme un séjour dans un logement (centres d'hébergement exceptés) pour au moins 14 jours consécutifs. On considère qu'un individu fait une "rechute" - un retour à la rue - dès qu'il est à nouveau sans domicile pour au moins un jour après une "sortie".

Les conclusions des auteurs tendent à dégager la prédominance du modèle de l'instabilité résidentielle sur le cas de l'absence totale de logement. Cependant, ces résultats sont difficilement généralisables : l'étude a ses limites ; et dans ce domaine de recherche, les méthodes longitudinales ont encore été trop peu appliquées, pour permettre d'établir des comparaisons.

I - 4. Les études ethnographiques

Certains chercheurs ne comptabilisent pas les sans-abri ; ce qui les intéresse d'abord, c'est de savoir comment ces hommes et ces femmes s'en sortent une fois à la rue : comment survivent-ils ? Y a-t-il des règles implicites présidant à la vie de la rue ? Quelles valeurs, quelles inquiétudes ont-ils ? Toutes ces questions sont explorées par des études qui font souvent appel à l'entretien approfondi et à l'observation participante. Ces études peuvent s'accompagner d'une immersion totale ou partielle des chercheurs dans le milieu étudié et un suivi des individus sur la durée.

On peut citer à titre d'exemple les méthodes utilisées par Snow et Anderson pour leur étude ethnographique des sans-abri de Austin³³. La stratégie principale d'investigation a été pour l'équipe de chercheurs de partager pour un an la vie quotidienne des sans-abri de la ville. Deux approches sont expérimentées : "*perspectives in action*" et "*perspectives of action*". Le terme "*perspectives in action*" sert à décrire des récits, des discussions ou des situations qui se manifestent naturellement sans l'intervention extérieure de l'ethnologue. Le second terme, "*perspectives of action*", renvoie à des situations et des conversations, suscitées par l'enquêteur. Pour

³³Snow, David A. et Leon Anderson, 1993. Down on their luck : A study of homeless street people. Berkeley - Los Angeles - Oxford : University of California Press.

provoquer la parole, le chercheur a également recours à diverses techniques, comme celle de susciter des réactions de l'enquêté, en formulant des commentaires sur une situation, plutôt qu'en posant directement une question à l'enquêté (*interviewing by comment*).

Les données recueillies grâce à l'observation directe et les divers contacts avec des sans-abri, furent complétées par des interviews approfondies avec six sans domicile.

Parallèlement à l'enquête ethnographique, une étude quantitative a été menée auprès d'un échantillon de 767 sans-abri. Un examen des dossiers de diverses institutions a complété cette enquête qui - on le voit - a recours à une diversité de méthodes et de sources pour approcher les sans-abri.

II - AU PLAN NATIONAL : LE RECENSEMENT DES SANS-ABRI

II - 1. Les tentatives de recensement avant 1990

Avant le recensement de 1990, les estimations nationales du nombre de sans-abri se fondaient essentiellement sur des études locales, aucune enquête à l'échelle du pays n'ayant été lancée.

Dans ses travaux de recherche préliminaire à l'étude des sans-abri de Chicago, Peter Rossi a identifié quatre grandes tentatives de recensement au plan national, avant 1990.

II - 1.1. L'approche "expert"

Il s'agit, pour mieux connaître les homeless, de demander l'aide des experts en la matière : les dirigeants de foyers d'hébergement, les responsables de programmes et de services destinés aux sans-abri (soupe populaire, centres de soins, etc.), les autorités locales, les managers de logements sociaux, les leaders d'associations de quartier, les travailleurs sociaux... tous ceux qui travaillent, dialoguent avec les sans-abri, les aident à se loger, se nourrir, se réinsérer. Qui d'autre est mieux placé qu'eux pour évaluer la taille et la composition de la population des homeless ? On peut logiquement s'attendre à ce que le directeur d'un centre d'hébergement temporaire connaisse bien ses visiteurs.

L'équivalent américain du ministère du logement (HUD : Department of Housing and Urban Development) a adopté ce raisonnement pour construire son estimation nationale du nombre de sans-abri en 1984. Concrètement, une estimation du nombre de homeless dans un échantillon de villes à l'échelle nationale, a été obtenue auprès de 500 experts locaux interviewés par téléphone. De ces données locales est tirée une estimation nationale incluant les zones urbaines et rurales : 254 000.

Hombs et Snyder ont procédé de la même manière en 1982 : "extrapolation" nationale à partir d'estimations locales fournies par des experts du sujet. Leurs résultats sont

très différents, puisqu'ils arrivent au chiffre de 1,5 million de sans-abri aux Etats-Unis.

Le problème majeur d'une telle méthode est que sa validité demeure douteuse. En effet, cette approche repose entièrement sur la capacité des experts à faire la part des choses entre leurs expériences professionnelles, leurs sentiments personnels et les exigences scientifiques. Mais sont-ils réellement en mesure de prendre du recul pour formuler des informations quantitatives précises ? Certains ont pu effectivement faire l'effort de calculs et d'estimations rigoureuses. En revanche, d'autres se sont sûrement contentés d'évaluer le nombre de sans-abri "à vue de nez".

A titre d'exemple, une équipe de chercheurs - Hamilton, Rabinowitz et Alshuler ³⁴ ont demandé à huit responsables d'institutions servant les sans-abri dans la zone du Skid Row de Los Angeles, d'estimer la population totale de ce quartier. Les chiffres obtenus révèlent de très grandes variations dans ces estimations. Les huit "experts" ont en effet fourni les estimations suivantes :

- . expert n° 1 : *entre 6 000 et 10 000*
- . expert n° 2 : *200 000*
- . expert n° 3 : *30 000*
- . expert n° 4 : *10 000*
- . expert n° 5 : *10 000*
- . expert n° 6 : *entre 2 000 et 15 000*

Enfin, il n'est pas toujours établi de façon claire quels sont les critères qui président à la sélection des "experts". Par exemple, pour leur étude de 1982, Hombs et Snyder écrivent qu'ils ont fondé leurs estimations sur des informations obtenues par l'intermédiaire de "plus de 100 agences et organisations dans 25 villes et Etats." Ils ne donnent pas davantage de détails sur les données recueillies et sur leurs sources.

³⁴Hamilton, Rabinowitz et Alshuler. 1987. The changing face of misery : Los Angeles's Skid Row area in transition, housing and social services needs of Central City East. Los Angeles : Community Redevelopment Agency.

II - 1.2. Recensements partiels et estimations globales

Les recensements partiels

Une autre méthode consiste à réaliser des recensements sur une partie, ou une certaine catégorie de la population des homeless. Des études ont ainsi plus particulièrement visé les clients des centres d'hébergement, ou ceux des soupes populaires, ou encore les sans-abri qui se regroupent dans des endroits déjà bien connus. Ces tentatives de comptage sont nécessairement incomplètes, car d'emblée, elles mettent de côté des composantes entières de la population des sans-abri : ceux qui ne vont jamais dans des foyers d'hébergement temporaire ou ceux qui ne fréquentent pas les lieux repérés.

Le recensement de 1980 a fait cette expérience, à travers une opération appelée "*casual count*". Le Bureau du recensement a tenté de compter les individus se trouvant dans certains lieux, comme les centres d'hébergement, les stations de bus, les cinémas fonctionnant 24 heures sur 24, et d'autres sites notoirement fréquentés par les homeless.

Cette méthode vaut certainement mieux que les estimations plus ou moins fantaisistes, mais présente un inconvénient important : on ne sait pas quelle est la proportion des sans-abri qui ayant échappé au recensement.

Les tentatives d'estimations globales à partir de recensements partiels

Certaines catégories de homeless étant plus faciles à repérer et compter (les sans-abri qui sont hébergés en foyer par exemple) que d'autres, il apparaît possible de prendre ces fractions "connues" de la population des sans-logis comme base de référence, et d'extrapoler à partir de là. On peut ainsi arriver à une estimation du nombre total de sans-abri.

Le ministère américain du logement (HUD) a fait des extrapolations à partir de recensements dans les foyers d'hébergement (*shelters*). Une étude sur un échantillon représentatif de centres d'hébergement temporaire a servi de base à une estimation globale de la population des centres d'hébergement au plan national. La méthode d'échantillonnage s'est décomposée en deux phases. La première visait à construire un échantillon représentatif des centres urbains américains de plus de 50 000

habitants. 60 villes furent ainsi sélectionnées. La deuxième phase consistait à construire un échantillon des centres d'hébergement établis dans ces villes. 206 établissements furent retenus. Les résultats obtenus furent utilisés pour estimer le nombre total de sans-abri passant la nuit dans les centres d'hébergement.

Le recensement de 1980 (*casual count*) et des études locales sur des sites particuliers (Phoenix, Boston, Pittsburgh) avaient déjà fait des dénombrements séparés de la population des foyers et de la rue. Ces données ont été exploitées par le HUD pour construire des ratios foyer/rue (*shelter-to-street ratios*) : les ratios devaient permettre d'estimer le nombre de sans-abri passant la nuit dans la rue.

En adoptant cette méthode, les chercheurs font l'hypothèse que le ratio "sans-abri de rue" / "sans-abri de foyer" est uniforme dans le temps et l'espace. Mais la validité de ce rapport pose problème. En effet, il apparaît que le ratio n'est pas le même pour l'ensemble des villes, et qu'il est soumis à de fortes variations saisonnières.

II - 1.3. Les études "peigne fin"

Ce type d'étude identifie et compte les sans-abri sur observation directe dans des zones quadrillées. A Washington DC par exemple, des équipes d'enquêteurs étaient attachées à un site par équipe (un quartier de la ville) et devaient passer au peigne fin cette zone, en comptant toutes les personnes qui avaient l'air d'être "homeless". Ces comptes ont été réajustés en fonction des individus passés au travers du filet (sans-abri cachés : *hidden homeless*), ce qui a permis d'aboutir à un recensement exhaustif des sans-abri de la ville de Washington dans la nuit du 31 juillet 1985. Cette procédure présente deux obstacles majeurs, celui de la "visibilité" des homeless et celui des signes extérieurs distinctifs permettant de juger à coup sûr si un individu est sans-abri ou ne l'est pas. Ces deux difficultés introduisent certainement des biais importants dans ces opérations de comptage.

II - 1.4. Un exemple d'estimation nationale : l'expérience du Urban Institute (1987)

En 1987, l'Urban Institute (UI) a conduit une étude pour évaluer le nombre total de sans-abri aux Etats-Unis. Le nombre obtenu fut de 500 000 à 600 000 personnes. Voici une présentation sommaire de la manière dont l'échantillonnage fut établi, et dont l'étude fut menée.

Plusieurs parti-pris de départ ont été choisis dans la constitution de l'échantillon, pour des raisons évidentes de contraintes budgétaires :

- seules des villes de plus de 100 000 habitants ont été retenues, car la probabilité d'y trouver un nombre important de sans-abri était plus élevée ;
- toutes les interviews de sans-abri ont eu lieu dans des centres d'hébergement, soupes populaires ou autres lieux d'aide sociale : aucune n'a été menée dans la rue.

174 villes ont ainsi été retenues dans un premier temps. Pour réaliser la deuxième sélection, elles furent regroupées en strates de population (plus d'un million d'habitants ; 999 999 à 500 000 ; 499 999 à 250 000 ; 249 999 à 100 000) et en strates régionales (Nord-est ; Midwest ; Sud ; Ouest). Dans chaque strate, un nombre de villes a été retenu, en proportion avec le "taux de pauvreté" de chaque strate calculé à partir du recensement de 1980.

C'est ainsi que 20 villes représentatives de l'ensemble des villes de plus de 100 000 habitants furent finalement sélectionnées.

Dans chacune des 20 villes, la totalité des centres d'hébergement, soupes populaires et autres abris mis à la disposition des sans-abri furent recensés, et leur taille et capacité en nombre de lits ou de repas quotidiens furent dénombrées.

759 lieux d'accueil furent ainsi dénombrés. Un tirage aléatoire permit de réduire ce total à un échantillon de 400 lieux d'accueil.

Les utilisateurs de services sociaux furent sélectionnés selon plusieurs méthodes différentes, en fonction de chaque lieu (interviews aléatoires dans les files d'attentes, les dortoirs, etc.). Avant tout, il fallait déterminer si les personnes interrogées étaient vraiment sans-abri. Les critères retenus étaient les suivants :

- les personnes interrogées répondaient ne pas posséder de logement fixe ;
- elles répondaient posséder un logement stable, mais il s'agissait d'un hôtel social, d'un lieu non prévu pour le logement d'un être humain, ou de la maison d'un parent ou d'un ami.

Ces mesures sont relativement limitatives. Ainsi, dans les soupes populaires, seuls 57% des personnes interrogées furent effectivement identifiées comme sans-abri. Au total, cette méthode recueillit 1704 réponses de sans-abri.

Après une pondération des résultats (pour tenir compte des non-réponses, de la représentation plus ou moins forte des strates de villes ou de régions, etc.), un nombre total de 194 000 adultes fut trouvé en mars 1987, pour les villes de plus de 100 000 habitants. En ajoutant 34 000 enfants (nombre estimé d'enfants de sans-abri), on parvint au résultat de 229 000 personnes.

Mais cela ne représentait pas encore le résultat final. En effet, les sans-abri qui ne transitaient jamais par les lieux d'aide sociale échappèrent complètement à ce décompte. Par ailleurs, les risques de doubles comptes (d'un lieu de l'étude à un autre) étaient réels.

Pour affiner le résultat, une méthode de pondération supplémentaire des résultats fut introduite. Une personne utilisant les services d'un centre d'hébergement tous les jours de la semaine fut affectée d'un coefficient 1. Une autre qui n'utilisait ces services qu'une fois par semaine recevait un coefficient 7. Des ajustements intermédiaires étaient prévus : une personne utilisant les services 3 fois par semaine étaient pondérée à 7/3. Une des justifications de cette méthode est qu'une personne utilisant les services sociaux de façon occasionnelle était remplacée par une autre personne les jours où elle ne se présentait pas.

Une série de calculs statistiques sur la base de cet échantillonnage a permis d'obtenir le résultat final de 500 000 à 600 000 personnes sans-abri aux Etats-Unis durant l'année 1987.

II - 1.5. L'expérience de Nashville

Dès 1983, une opération de recensement a été menée à Nashville. Le quartier de "Lower Broadway" où se concentre la grande majorité des sans-abri de la ville, et les institutions spécialisées, a été "quadrillé". Cinq équipes de deux enquêteurs devaient en 1983, le premier jour de chaque saison, répéter l'opération de recensement des sans-abri. Le recensement a eu lieu durant la nuit, entre trois heures et demie et six heures du matin. Les individus passant la nuit dans les centres d'hébergement (Union Rescue Mission, Salvation Army Shelter, etc.) et dans la rue (voitures, entrées d'immeubles, bâtiments abandonnés, stations de bus, etc.) ont été systématiquement pris en compte. Pour les années suivantes, les sans-abri ont été comptés deux fois par an (en juin et en décembre). Une zone géographique est attribuée à chaque équipe d'enquêteurs, de manière à limiter au maximum les risques de doubles comptes.

Le recensement de 1990 se fonde en grande partie sur les méthodes expérimentées à Nashville.

II - 2. Le recensement de 1990

II - 2.1. La démarche globale

Le recensement de 1990 n'a pas compté les 'sans-abri'. Aucune question posée dans le recensement n'identifie les individus comme des sans-abri proprement dits. En revanche, le recensement de 1990 a fait des efforts particuliers pour inclure les sans-abri dans le dénombrement.

Cette mise au point constitue l'introduction du document de synthèse publié par le Bureau du recensement américain. Ce texte³⁵ visait à expliciter l'arsenal méthodologique mis en oeuvre pour mieux prendre en compte les homeless dans le cadre du recensement.

L'objectif est clair : la question du nombre de sans-abri aux Etats-Unis est un sujet délicat et se prête aux interprétations les plus diverses. Il s'agit donc pour les responsables du recensement de se "couvrir", d'éviter d'être au coeur des débats les plus polémiques, et d'étouffer dès le départ tous les malentendus qui pourraient surgir à l'occasion des résultats du recensement. Les méthodes utilisées ne permettront pas de procéder à un recensement complet et exhaustif des sans-abri. La règle du jeu est claire.

Par ailleurs, les responsables du recensement ont réglé la question épineuse de la définition de la population, en ne tranchant pas en faveur d'une définition précise. Le recensement inclut les sans-abri, mais ne définit pas une catégorie spécifique sous le terme de "sans-abri." Aucune définition du phénomène de "homelessness" ne fait en effet l'unanimité : les définitions peuvent varier en fonction d'intérêts politiques, d'objectifs sociaux, ou encore de valeurs sur la famille, le logement, l'indépendance, le choix de mode de vie, etc.

Le Bureau du recensement est un organisme à vocation statistique, pas politique précisent les responsables. Nous fournirons des informations correspondant à

³⁵Taueber, Cynthia M. (ed.), 1991. Conference proceedings for enumerating homeless persons : Methods and data needs. Washington, D.C. : Bureau of the Census, U.S. Department of Housing and Urban Development, Interagency Council on the Homeless.

des définitions opérationnelles. A partir de là, chacun pourra inclure ou exclure différents groupes d'individus, selon ses besoins particuliers.

On a donc choisi de définir le lieu et non pas l'individu. Le recensement collecte des informations sur des individus repérés sur des lieux bien précis, présélectionnés. C'est pourquoi le premier effort du Bureau du recensement a été de mettre au point une liste complète des centres d'hébergement, des rues, des immeubles abandonnés et de tous les autres sites extérieurs publics fréquentés par les sans-abri. Sur ces lieux pré-définis, les enquêteurs avaient pour instruction de compter tout le monde.

Cette méthode permettra donc d'obtenir :

- le nombre d'individus comptés un soir donné dans les centres d'hébergement. Ce groupe est défini comme la population "des centres d'hébergement d'urgence pour les sans-abri" (*emergency shelters for homeless persons*).
- le nombre de femmes et d'enfants comptés un soir donné dans les centres d'hébergement accueillant les victimes de sévices corporels. Ce groupe est défini comme la population "des foyers pour femmes maltraitées" (*shelters for abused women*) ;
- le nombre d'individus comptés une nuit donnée dans les sites extérieurs connus pour être fréquentés par les sans-abri (*street sites*). Ce groupe est défini comme la population "visible dans les lieux de rue" (*persons visible in street locations*).
- un comptage séparé des personnes qui ont déclaré n'avoir pas de domicile autre qu'un centre d'accueil pour drogués ou alcooliques, un centre d'accueil pour mères célibataires, un dortoir pour ouvriers agricoles migrants, ou autres habitations de fortune.

II - 2. 2. Les méthodes

Le recensement des lieux

La première étape du recensement de 1990 a été d'élaborer une liste nationale des centres d'hébergement, à partir de sources administratives. Cette première liste a pu être étoffée grâce aux informations données par les instances officielles locales.

Aucune liste officielle recensant les rues et les espaces publics tels que les parcs ou les halls de gare fréquentés par les homeless, n'était disponible : il a donc fallu entièrement se fier au jugement des élus locaux et aux professionnels de terrain pour identifier ces sites.

Le choix des sites

Le Bureau du recensement a décidé de s'en tenir à deux grandes catégories de lieux. Les centres d'hébergement (*shelters*) et la "rue" au sens large du terme, c'est à dire les parcs, les halls de gares les immeubles abandonnés, etc. (*streets sites*). La définition d'un "shelter" retenue par le Bureau du recensement concerne : tous les centres d'hébergement d'urgence publics et privés, accueillant des sans-abri pour la nuit ; des hôtels ou motels à maximum 12 dollars la nuit ; des hôtels subventionnés par des institutions locales publiques ou privées, et recevant des sans-abri.

D'emblée, ont été éliminés du comptage des homeless : les soupes populaires, et les lieux qui offrent des services divers aux sans-abri. Cette approche se justifie pour plusieurs raisons :

- la prise en compte de tels lieux suppose à la fois de trouver une définition opérationnelle du sans-abri et d'être capable de distinguer de façon fiable - parmi les usagers de ces différents services - ceux qui sont réellement sans-abri de ceux qui ne le sont pas. En effet, les usagers de tels services peuvent connaître des situations de pauvreté, mais ne pas être pour autant sans-abri au sens littéral du terme. Une étude a montré qu'en moyenne, plus de la moitié de ceux qui ont recours à la soupe populaire, a accès à un logement de façon régulière³⁶.
- Par ailleurs, un grand nombre de sans-abri a recours à plusieurs types d'institutions et de services. On est donc confronté à un plus grand risque de compter les individus plus d'une fois.
- Enfin, les sans-abri n'utilisent pas quotidiennement les différents services qui leur sont proposés par les institutions spécialisées. On ne pourrait donc pas faire le tour de toutes ces institutions, en une nuit comme le prévoient les procédures habituelles de recensement.

³⁶Burt, Martha et Barbara Cohen. 1988. Feeding the Homeless : Does the prepared meals provision help ? Washington, D.C. Urban Institute.

La procédure " S-Night" (*shelter and Street Night*)

- **La première phase de la "S-Night" concerne les centres d'hébergement ("shelters").** Les enquêteurs sont envoyés dans des centres d'hébergement d'urgence, des hôtels et des motels qui accueillent des homeless. Ces sites avaient tous été préalablement sélectionnés. Les individus rencontrés dans les centres devaient remplir un questionnaire, comprenant des questions d'ordre démographique, social et économique.
- **La deuxième phase de l'opération "S-Night" concerne la "rue" ,** entendue dans un sens élargi (rues, mais aussi parcs, immeubles abandonnés, etc.). Des sites spécifiques étaient attribués à chaque enquêteur qui avait pour consigne de ne pas dépasser les limites de son "territoire" : cette procédure permettait ainsi d'éviter, ou au moins de réduire, les risques de doubles comptes. Les enquêteurs devaient s'en tenir à des questions permettant de recueillir les informations essentielles : l'âge, le sexe, la race et la situation matrimoniale. Dans le cas où l'enquêteur ne pouvait interroger l'individu (par exemple, si l'individu est endormi ou si la sécurité de l'enquêteur est incertaine), il devait estimer l'âge, le sexe et la race de la personne, seulement en l'observant, sans l'interviewer. Les enquêteurs avaient pour instructions de compter toutes les personnes qu'ils voyaient, à l'exception de ceux qui portaient un uniforme, et de ceux qui étaient de façon évidente engagés dans des activités de prostitution ou de trafic de drogue.

La sécurité des enquêteurs a été prise en considération. Pour des raisons de confidentialité, les enquêteurs ne pouvaient se faire accompagner par des agents de police. La solution retenue a été de faire travailler les enquêteurs en équipe. Dans certaines régions, les enquêteurs portaient des badges identifiant leur fonction. Une formation leur a été assurée, afin qu'ils sachent aborder les populations.

- **Les "squats":** pour compléter le recensement, les enquêteurs devaient se poster à l'entrée des immeubles abandonnés, et compter les sans-abri sortant de ces immeubles le matin du 21 mars.

II - 2.3. L'application

Les tests

Les méthodes adoptées ont pu être affinées au cours de deux tests qui ont eu lieu à Saint-Louis en mars 1988, et à Baltimore en juin 1989. Des enseignements de ces deux tests ont été tirés.

La question du repérage et de l'identification des sans-abri s'est révélée être l'obstacle majeur rencontré sur le terrain. Il s'est en effet avéré délicat de déterminer la condition de sans-abri en faisant une seule observation directe, ou encore en posant la question "êtes-vous sans-abri ?" ou "habituellement, avez-vous un domicile ailleurs?". Ces tests ont également mis en évidence une tendance générale de la part des enquêteurs à ne compter dans la rue que les personnes qui "avaient l'air " d'être "sans-abri".

Les deux expériences menées à Saint-Louis et à Baltimore ont donc permis de corriger certains aspects de la méthodologie mise en place. Ainsi, les responsables du recensement ont réaffirmé la nécessité pour les enquêteurs sur le terrain de compter tous ceux qu'ils voyaient dans la rue, et non pas seulement ceux qui leur semblaient être sans-abri. Par ailleurs, une lettre a été envoyée aux responsables officiels locaux, pour obtenir des listes plus précises des lieux extérieurs où les sans-abri étaient susceptibles d'aller pour la nuit.

Enfin, le temps de l'enquête a été légèrement modifié. A Saint-Louis, le comptage dans les rues a été effectué entre minuit et six heures du matin. Pour le recensement de 1990, il a été convenu que l'opération serait menée entre deux heures et quatre heures du matin, pour réduire les probabilités de compter les personnes qui rentrent tard chez elles, celles qui font du jogging tôt le matin ou se rendent au travail.

L'opération "S-Night"

La phase de comptage dans les "shelters" a eu lieu dans la nuit du 20 mars 1990, entre six heures du soir et minuit. Le recensement dans les "street sites" a eu lieu la même nuit, entre deux heures et quatre heures du matin. Afin de compléter ce comptage,

les agents du recensement se sont postés à l'entrée des immeubles abandonnés le matin du 21, afin de compter les individus sortant des immeubles.

Selon le Bureau du recensement, plus de 22 600 enquêteurs participèrent à l'opération "S-Night". Ils ont visité près de 10 600 centres d'hébergement, et plus de 24 300 sites extérieurs (*street sites*) et (*open public locations*).

II - 3.4. Résultats du recensement de 1990

L'opération "S-Night" a permis de compter 228 621 sans-abri au total. (voir résultats complets en annexe).

Ce résultat va à l'encontre des dernières estimations des années 90 qui avaient permis d'établir une certaine trêve dans la guerre des chiffres. A la fin des années 80, on était en effet arrivé à un consensus qui plaçait le nombre de homeless aux Etats-Unis, quelque part entre 500 000 et 700 000. Le résultat du recensement - mettant en avant un chiffre bien inférieur - remettait tout en cause une fois de plus.

Cet écart entre les meilleures estimations (*best guess*) des chercheurs et les résultats du recensement a plusieurs significations. Si le recensement est à peu près exact, cela implique que les chercheurs avaient glissé ces dernières années vers des estimations exagérées, sous l'influence éventuelle et la pression des groupes militants en faveur des homeless. Inversement, il est certainement envisageable que le recensement soit bien en dessous de la réalité (*undercount*), et à ce moment-là, les estimations antérieures conservent leur validité.

Le résultat du recensement ne doit en tout cas pas être pris comme le mot de la fin dans le débat sur le nombre de sans-abri aux Etats-Unis. En réalité, l'expérience de 1990 a certaines limites, qu'il convient de passer en revue.

*II - 3.5 . Limites du recensement de 1990***Document n°4****"Sans-abri de New-York : les oubliés de la nuit du recensement"**

Par David Gonzalez, New York Times

NEW YORK, le 13 avril (1991) - Dans une poste de garde reconverti au milieu d'un terrain lépreux sur le front de mer de Brooklyn, Jesus Ramos passe ses jours et ses nuits devant son poste de télévision, à boire et à attendre. A 34 ans, Ramos est un ancien ouvrier du bâtiment, à la rue depuis deux ans. "Je n'ennuie personne, et personne ne m'ennuie", dit-il.

Si on en croit M. Ramos, les enquêteurs du Bureau du Recensement ne l'ont pas du tout ennuyé dans la nuit du 20 mars 1990, bien qu'ils étaient supposés le faire, dans le cadre d'une opération de comptage des sans-abri de la nation. M. Ramos affirme qu'il n'a pas été compté, alors qu'il passe la plupart de ses nuits au même endroit, dans sa cabane délabrée.

Dans l'état de New York cette nuit-là, on a comptabilisé 32 472 personnes dans les centres d'hébergement et 10 732 dans la rue, la plupart se trouvant dans la ville même de New York. Mais les défenseurs des sans-abri, qui estiment le nombre des SDF à plus de 60 000 dans la seule ville de New York, ont fustigé ces résultats. Les enquêteurs, disent-ils, se sont contentés de visiter les centres d'hébergement et certaines rues soigneusement sélectionnées, évitant tous les endroits les mettant mal à l'aise. C'est ainsi qu'ils ont manqué les personnes qui cherchent refuge dans les immeubles abandonnés ou les endroits cachés.

Les responsables du Bureau du Recensement expliquèrent que leur but n'était pas d'obtenir un décompte exhaustif, mais une estimation complémentaire. Les défenseurs des sans-abri craignent cependant que les chiffres obtenus soient utilisés pour minimiser l'ampleur de la catastrophe, et à justifier des réductions des budgets d'aide aux SDF.

Il est presque impossible de vérifier le degré de précision atteint par le recensement, même en allant retrouver les SDF qui se cachent et en leur posant des questions. Certains sont trop shootés ou pas assez lucides pour se souvenir s'ils ont été comptés ou non, au cours d'une nuit qui a eu lieu voilà plus d'un an. Certains croient se rappeler qu'en effet, des enquêteurs sont bien venus, mais ne se souviennent pas leur avoir parlé. Et la plupart, après des mois ou des années d'existence invisible dans la rue, ne se font guère d'illusions sur la capacité - ou la volonté - des pouvoirs publics à venir les chercher. "Qu'est-ce que ça peut bien leur faire ? Ils s'en balacent", lança M. Ramos en hochant la tête en direction des buildings de Manhattan, visibles à l'horizon et scintillant de mille feux face à la porte d'entrée de son taudis. "Ils sont là-bas, bien au chaud, bien confortables, à manger de la langouste."

Puis il se pencha en arrière, ses bras étirés touchant presque les murs de la cabane. Ceux-ci étaient décorés d'une photographie déchirée représentant une jeune fille jouant avec un chaton, et d'un miroir sur lequel on avait collé une image pieuse de Sainte Thérèse. Son ami Maximo Eduardo Zapatel se tenait sur le seuil de la porte, attendant de pouvoir manger un morceau et de boire une gorgée de la bouteille de vin à moitié vide qui se trouvait sur le sol.

"- Peut-être que le Bureau du Recensement va réévaluer les choses pour la prochaine fois, suggéra M. Zapatel avec entrain.

- C'est ça, dans dix ans, si on est encore en vie", lui rétorqua M. Ramos.

L'année dernière, Wilfredo Rodriguez avait bel et bien rempli le formulaire pour le recensement. Il était alors boucher à Philadelphie. Mais les séjours prolongés dans les chambres froides aggravèrent son arthrite, et les excès de la boisson effritèrent ses bonnes résolutions : vers le mois d'octobre, il était à Manhattan, son matelas installé sur un quai de déchargement sous le pont de Brooklyn, constamment surveillé du regard par deux petites statuette religieuses qu'il avait posées contre le mur.

"On ne compte pas pour la société", dit-il avant de soulever une grande bouteille de bière emballée dans un sac en papier brun, et de la boire par gorgées bruyantes. "C'est comme si on était des puces sur un chien."

Son ami Angel Cintron se trouvait assis non loin de là, pieds nus, jambes croisées, clignant constamment des yeux. Il n'arrivait pas à retrouver, dans le brouillard de ses souvenirs, la trace du passage des enquêteurs. "Il y a des gens qui sont venus de Brooklyn, mais je ne sais pas s'ils sont venus pour le recensement, dit-il d'une voix pâteuse. Ils ont pris mon nom, et tout et tout, mais je les ai jamais revus."

D'autres ont gardé des souvenirs plus vivaces, quoique fugitifs, de cette nuit-là. Quand les enquêteurs vinrent le voir, Donald Vinson vivait dans un petit campement de fortune, près de la rotonde du Bassin à bateaux, dans la 79^{ème} rue. "Ils ont pas vraiment regardé, tout ce qu'ils ont fait c'est demander si on était SDF et puis ils sont partis, dit-il tout en agrippant un sac en plastique contenant

un sandwich et un fruit que la soupe populaire de City Hall Park lui avait remis. Ils sont venus en groupe, reprit-il, et ils sont repartis avant qu'on ait dit ouf. Ils n'ont fait aucun effort."

James Gibb, un vétéran du Viêt-nam de 40 ans qui a déjà passé quatre ans sans domicile fixe, a affirmé qu'on ne l'avait pas compté. Ce n'était certes pas une chose aisée, puisqu'il était une cible mouvante passant ses nuits dans les rames de métro. Aujourd'hui, il se sent blessé de ne pas avoir réussi à éveiller suffisamment l'intérêt des pouvoirs publics pour qu'ils se mettent en quête de lui. "Je ne suis pas comptabilisé, donc je suppose que je n'existe pas," dit-il. D'après lui, le Gouvernement se moque bien d'obtenir un portrait fidèle des SDF. "Si c'était le cas, expliqua-t-il, ils trouveraient un moyen de savoir combien il y a exactement de gens à la rue, en attente d'être secourus."

"C'est vrai, approuva Constance Jackson McKain, une petite femme dont les boucles d'oreilles rythmaient le discours de leur petit cliquetis sec. Le Président Bush, il s'intéresse pas vraiment aux Américains aujourd'hui. Il s'intéresse qu'à lui."

(Source : New York Times, 13 avril 1991. David Gonzalez : New York's Homeless Recall a No-Count Night.)

L'impact des médias

Le recensement a bénéficié d'une très importante couverture médiatique, avant, pendant, et après l'opération "S-Night". Cet intérêt des médias présente à la fois des avantages et des inconvénients.

La couverture médiatique du recensement a permis d'informer un certain nombre de sans-abri, et a donc facilité le processus de comptage : les sans-abri, s'attendant à être comptés, se sont rendus plus "visibles" aux enquêteurs. Certains enquêteurs racontent même de façon anecdotique, que des sans-abri les "attendaient" et avaient prévu de leur offrir le café. D'autres sans-abri ont spontanément téléphoné au Bureau du recensement pour se signaler et faire savoir aux enquêteurs où ils pourraient les trouver durant l'opération "S-Night".

A l'inverse, la presse a pu dans certains cas avoir un impact négatif sur le recensement. La présence d'équipes de journalistes sur les sites a pu effrayer les sans-abri qui ont pu craindre que la confidentialité ne soit pas respectée, et que leur visage apparaisse à la télévision ou dans les journaux.

Le recensement dans les centres d'hébergement (*shelters*)

Globalement, le Bureau du recensement s'est montré satisfait de la manière dont l'opération a été conduite. Les responsables de la majorité des institutions, ont facilité le travail des enquêteurs, en s'assurant que tous les visiteurs de leurs centres étaient bien comptés. Peu de centres ont refusé de collaborer à l'opération de recensement, et de laisser pénétrer les enquêteurs dans leurs locaux. Dans des situations de refus, les enquêteurs sont retournés au centre concerné tôt le matin pour compter les individus sortant du centre. Après la phase de comptage du 20 mars, il a été signalé au Bureau du recensement que certaines institutions avaient échappé aux listes de sites présélectionnés, et n'avaient donc pas été "visités" par les enquêteurs. Dans ces cas-là, des enquêteurs ont dû, après coup, se rendre dans ces lieux pour compter les sans-abri.

Le recensement des personnes se trouvant dans la "rue"

(*street and open public locations*)

Cette phase du recensement représentait un défi tout particulier. En effet, selon l'étude dirigée par McCall³⁷, les sans-abri vivant dans la "rue" sont souvent différents de la population qui a recours aux centres d'hébergement : on trouve notamment dans la rue, des individus qui se sont vus interdire l'accès aux centres d'hébergement, ou qui d'eux-mêmes, préfèrent éviter ces institutions. Il apparaît donc vital de pouvoir appréhender cette population se situant hors du circuit des structures d'accueil classiques.

- **Sans-abri introuvables** - Concrètement, cette population de "rue" s'est révélée beaucoup plus difficile à compter que les individus hébergés par des institutions spécialisées. Tout d'abord, le comptage s'est limité aux individus qui étaient immédiatement "visibles" pour les enquêteurs, dans les lieux préalablement repérés par les instances officielles locales. Les individus qui ne souhaitent pas être "vus" par les enquêteurs, ou qui - sans intention particulière - trouvent refuge

³⁷McCall, G.J., Denowitz, R.M., et Stein, M.C. 1989. A participant observation study to evaluate procedures for enumerating the homeless in the St. Louis dress rehearsal. Washington, DC: Bureau of the Census.

dans des lieux bien cachés, échappent logiquement au recensement, malgré toute la bonne volonté et la bonne vue des enquêteurs.

- **Imprécisions géographiques** - Par ailleurs, sous le terme "street site", on trouve des endroits aussi divers que des stations de métro, des halls de gare, des salles de cinéma non-stop, des immeubles abandonnés, des passages souterrains... Certains de ces sites n'ont pas été très faciles à trouver : les indications fournies par les professionnels ou les élus locaux, n'étaient pas toujours suffisamment précises pour pouvoir repérer ces lieux. De ce point de vue, les listes des différents sites élaborées par les instances locales dans chaque ville, sont d'une qualité inégale. Par conséquent, la qualité de la collecte des informations varie beaucoup selon les villes.
- **Ambiguïté des "shelters"**- Si les responsables du recensement ont pu contourner le problème de la définition du terme "homeless", ils ont tout de même rencontré des difficultés liées à la définition des sites eux-mêmes. Le terme "centres d'hébergement" - "shelters" - recouvre une réalité très disparate. Il existe en effet des structures d'hébergement informelles et temporaires (locaux d'églises, maisons appartenant à des particuliers...). De tels lieux - non institutionnalisés - passent souvent "à travers" des listes recensant les "shelters" et servant de base au recensement. Par ailleurs, les frontières sont souvent floues entre ce qui est et ce qui n'est pas un "shelter". Les shelters ne sont pas seulement les classiques centres d'hébergement d'urgence et les missions. Parmi les shelters, on trouve aussi des garnis, des hôtels bon marché, des motels qui accueillent à la fois des sans-abri et des individus qui ne le sont pas. Il existe également des structures moins classiques encore, telles que les foyers pour femmes maltraitées, les centres d'hébergement d'urgence pour les jeunes, les centres de désintoxication des toxicomanes, etc. Comment caractériser ces lieux ? Là aussi, les définitions des sites sont aussi diverses que les définitions des individus dits "homeless".
- **Une nuit particulière** - Le recensement doit pouvoir offrir la photographie d'une population un jour donné, un jour ordinaire, un jour comme les autres. Mais la nuit du 20 au 21 mars - date à laquelle a eu lieu le recensement des "homeless" - a-t-elle été vraiment une nuit comme les autres ?

Déjà, les météorologues déçurent tous les espoirs de rationalité des statisticiens responsables du recensement. En effet, durant la nuit du 20 mars, dans beaucoup

de régions du pays, il a fait particulièrement froid. Des cartes des services météo ont montré que les températures passèrent généralement en dessous de la normale, et que beaucoup d'Etats de l'Est et du Nord-Ouest du pays reçurent de la pluie et de la neige. La conséquence de ces conditions climatiques est qu'un nombre de sans-abri plus élevé que d'habitude, a probablement dû pour cette nuit-là se réfugier dans les centres d'hébergement. Du coup, la distribution de la population des sans-abri entre les sites de "rue" et les centres d'hébergement, telle que la reflète le recensement, peut avoir été déformée, au profit des centres d'hébergement.

Dans le même sens, le Bureau du recensement a constaté que dans certaines villes, des efforts particuliers ont été faits pour encourager les sans-abri à ne pas passer la nuit dans la rue, et à aller dans les centres d'hébergement, pour être plus facilement comptés. Des centres d'hébergement temporaires ont même été spécialement ouverts pour la nuit du recensement, pour faciliter là aussi les procédures de comptage. Des facilités de transport pour amener les sans-abri dans les centres, ont parfois été aménagées. Ces mesures ont certainement elles aussi contribué à une augmentation inhabituelle de la population des centres d'hébergement le jour où le recensement a eu lieu dans ces institutions.

- **Enquêteurs** - Un autre facteur pouvant influencer la fiabilité des données recueillies au cours de la phase "S-Night" est la qualité des enquêteurs : certains d'entre eux n'ont, en effet, pas bien suivi les instructions qui leur ont été données, ou n'ont pas su trouver les sites. La formation - trop brève - dispensée par le Bureau du recensement aux enquêteurs, a pu également jouer sur la disparité des données collectées, par les agents recenseurs

II - 3. 6. Evaluation des procédures du recensement de 1990

Les principes de l'évaluation

Cinq équipes de chercheurs - sous contrat avec le Bureau du recensement - ont procédé à une évaluation de la procédure mise en oeuvre lors du recensement de 1990. Cinq villes ont été choisies, pour évaluer l'application sur le terrain des

directives de recensement : New York, Chicago, Los Angeles, Phoenix et New Orleans. Dans chacune des villes, l'équipe de chercheurs a recruté une soixantaine d'"observateurs" qui devaient faire office d'"appâts" la nuit du 20 mars 1990, durant l'opération "S-Night".

Le principe de l'évaluation est simple : dans chaque ville, un échantillon de sites où les homeless doivent être recensés, est construit à partir de la liste compilée par le Bureau du recensement. Pour la nuit où doit avoir lieu le recensement, les observateurs chargés de l'évaluation doivent se "poster" dans les sites désignés, et noter la présence - ou l'absence - d'agents recenseurs : comment se comportent-ils ? suivent-ils bien les instructions ? Comptent-ils tout le monde ? Font-ils des interviews? Normalement, les observateurs devaient - en leur qualité d'"appâts" - être eux-mêmes approchés et interviewés par les agents recenseurs : ces derniers avaient en effet reçu pour consigne de compter toutes les personnes qu'ils voyaient sur leur site, sans considérations subjectives sur l'apparence extérieure ou le comportement des individus rencontrés.

Les résultats de cette évaluation sont particulièrement contrastés : autant pour le volet "shelter" de l'opération "S-Night", la procédure de recensement semble s'être relativement bien déroulée dans les cinq villes suivies. Autant pour le volet "street", de nombreuses défaillances ont été observées. Ainsi, dans les cinq villes soumises au processus d'évaluation, le "*hit rate*" (c'est à dire la proportion d'observateurs localisés et comptés par les agents recenseurs) varie considérablement : entre 22 % et 66 %.

Exemple d'une évaluation : Chicago

A Chicago, 60 observateurs furent recrutés et placés dans 29 sites présélectionnés la nuit du 20 au 21 mars 1990, entre 1h45 et 4h15 du matin. Ils avaient pour instructions de noter tous les faits et gestes des agents recenseurs, et d'estimer le nombre de homeless se trouvant dans leur zone.

Les 29 sites furent sélectionnés de façon aléatoire, dans une liste de 87 lieux choisis pour le recensement. Le chercheur chargé de superviser cette opération

d'évaluation³⁸ a effectué un premier repérage de jour des sites, avant que ne commence la "S-Night". Dès ce repérage, les problèmes commencent :

Un grand immeuble de bureaux n'était pas à l'adresse indiquée (...), trois fast food faisant partie de la sélection étaient fermés la nuit, le terminal de bus "Greyhound" était fermé aux personnes n'ayant pas de titres de transport, un café vendant des "doughnuts" ne ressemblait plus qu'à une pile de briques et de cartons (il avait été démoli quelques mois plus tôt), et une station de métro n'existait pas, constate Kathryn Edin.

Un tiers des sites choisis n'a donc pu être observé de façon précise. De plus, la plupart des autres sites étaient décrits de façon relativement vague. Par exemple, les indications ne comportaient pas toujours des limites géographiques précises.

Sur le site 'voiture abandonnée à l'intersection des rues M. et R.' , les observateurs n'avaient aucune indication sur ce qu'ils devaient faire : compter uniquement les sans-abri se trouvant dans la voiture, compter les homeless à proximité de la voiture, ou ceux se trouvant quelque part dans le pâté de maisons entourant la voiture ?, s'interroge encore Kathryn Edin.

La difficulté liée au repérage des sites peut expliquer la difficulté des agents recenseurs à compter les homeless. En effet, pour trouver et recenser ces derniers, encore fallait-il pouvoir localiser les lieux...

Certains agents recenseurs ont peut-être abandonné et sont rentrés chez eux quand ils ont rencontré de telles difficultés. Si c'est vraiment le cas, cela peut expliquer en partie qu'un nombre si réduit d'observateurs aient vu des agents recenseurs sur les sites, conclut Kathryn Edin.

Sur le terrain , les observateurs ont rencontré quatre types de situation :

- 1/4 des équipes d'observateurs a vu des homeless, mais pas d'agents recenseurs ;

³⁸Edin, Kathryn. 1992. Counting Chicago's homeless" : An assessment of the census Bureau's "Street and Shelter Night". Evaluation Review, vol.16 N°4 : pp. 365-375.

- Environ 10 % des observateurs ont vu des agents recenseurs, mais pas de homeless ;
- Un peu plus de 40 % d'entre eux n'ont vu ni agents recenseurs ni homeless ;
- Environ 25 % ont vu ce qu'ils devaient normalement voir : des agents recenseurs et des homeless sur le même site (mais pas toujours au même moment).

Les conclusions de l'évaluation

Tableau n°7
**Pourcentage d'observateurs comptés ou interviewés par les enquêteurs
 (par zones géographiques)**

	<i>New-Orléans</i>	<i>New -York</i>	<i>Phoenix</i>	<i>Los Angeles</i>	<i>Chicago</i>
Interviewés	67	37	44	33	7
Non interviewés :					
comptés	10	17	8	2	0
peut-être comptés	7	12	3	4	18
non comptés	10	20	10	13	25
Enquêteurs non vus	5	14	36	48	50
Total	100	100	100	100	100
Nombre d'observateurs	58	104	39	46	28

Source : Elizabeth Martin, *Assessment of S-Night street enumeration in the 1990 Census*, Evaluation Review, vol.16, n°4, août 1992.

Tableau n°8

Quelles populations les enquêteurs ont-ils approchées, d'après le compte-rendu des observateurs, par zones géographiques (en pourcentages)

	<i>New-Orléans</i>	<i>New -York</i>	<i>Phoenix</i>	<i>Los Angeles</i>	<i>Chicago</i>
Les enquêteurs ont approché :					
. Toutes les personnes présentes dans la rue	35	12	48	14	23
. Seulement celles qui paraissaient SDF	15	17	22	32	15
. Ni les unes ni les autres	15	42	13	23	46
. Non déterminé ; informations incomplètes	35	28	17	32	15
Total	100	100	100	100	100
Nombre d'observateurs	52	88	23	22	13

Source : Elizabeth Martin, *Assessment of S-Night street enumeration in the 1990 Census*, Evaluation Review, vol.16, n°4, août 1992.

- **Les agents recenseurs** - Dans les cinq villes faisant l'objet d'une évaluation, les observateurs ont remarqué plusieurs anomalies dans le comportement des enquêteurs. Ces derniers n'ont pas toujours suivi les instructions du Bureau du recensement :

- . ils sont arrivés tardivement sur le site et en sont repartis rapidement ;

- . Leur stratégie d'approche des individus n'a pas toujours été adéquate. "You're not homeless, are you ?" ("Vous n'êtes pas sans-abri, n'est-ce pas ?") est un exemple type de certaines approches pratiqué par les enquêteurs ;

- . ils n'ont pas systématiquement réalisé des interviews, se fiant à la seule observation pour compter les sans-abri;
- . ils ont opéré d'eux-mêmes une sélection des individus, interviewant les individus ayant un "look" de sans-abri, et laissant de côté les autres.

Des variations importantes ont été observées dans le comportement, l'enthousiasme et le sérieux des enquêteurs à conduire l'opération, certains ne prenant pas la peine de chercher les homeless moins visibles sur leur zone, d'autres au contraire allant jusqu'à dépasser dans leur recensement, les limites géographiques du territoire qui leur avait été assigné.

La langue peut avoir dans certain cas avoir été un sérieux handicap au bon déroulement du recensement. Dans certains quartiers hispaniques, les enquêteurs n'ont pas pu se faire comprendre des sans-abri parlant uniquement l'espagnol.

- **Les "homeless"** - Sur certains sites, les observateurs n'ont vu aucun sans-abri. Cela est en partie dû à la présélection - imparfaite et incomplète - des lieux supposés rassembler les sans-abri. Des indices montrent qu'un grand nombre de lieux sont très fréquentés par les homeless de jour, mais désertés la nuit - souvent pour des raisons d'insécurité.

Par ailleurs, les sans-abri sont mobiles, et ne restent pas plusieurs heures dans le même quartier. La concentration des sans-abri sur les sites apparaît très variable : les observateurs ont ainsi rapporté avoir vu jusqu'à 275 sans-abri dans une zone, et seulement deux ou trois dans un autre lieu. Le nombre de homeless comptés par un enquêteur peut être fort ou faible, selon le moment où l'enquêteur était présent sur le site, ce temps de présence ne coïncidant pas nécessairement avec le temps de présence des sans-abri.

Enfin, les réactions des sans-abri vis-à-vis du recensement ont été variables : si certains ont coopéré avec les enquêteurs, d'autres ont préféré rester cachés, surtout si les médias ou la police n'étaient pas loin.

- **Les sites** - A l'usage, la liste des "street sites" préparée par le Bureau du recensement s'est avérée incomplète, omettant de nombreux lieux de rassemblement des sans-abri.

Notre propre compilation de sites à Los Angeles a mis en évidence des lieux supplémentaires ne figurant pas sur la liste préétablie par le Bureau du recensement (une salle d'accueil du service d'urgence d'un hôpital, trois restaurants ouverts toute la nuit et un cinéma fonctionnant 24 heures sur 24). Nous avons aussi identifié 11 sites de rue. Nos experts et certains de nos observateurs ont indiqué l'existence de centaines d'endroits où les sans-abri passent la nuit, et qui sont complètement inconnus de la police, et à peine repérables quand on parcourt le quartier en voiture. Les observateurs postés aux neuf sites que nous avons rajouté à la liste, ont compté entre 254 et 355 personnes - passées au travers du filet du recensement, écrivent Michael Cousineau et Thomas Ward dans leur évaluation conduite à Los Angeles³⁹.

De plus, le flou des indications et des descriptions des sites peut avoir conduit les pas des agents du recensement dans des lieux où ils n'auraient normalement pas dû être. "L'agent du recensement a pu aller à un endroit, tandis que l'observateur a pu se rendre à un autre endroit, bien que tous deux soient allés au 'site' tel qu'il était défini dans la description," écrit Elisabeth Martin, du Bureau du recensement.⁴⁰

- **L'insécurité** - Le sentiment d'insécurité ressenti par les enquêteurs sur certains sites a pu influencer sur la qualité du recensement. Des observateurs ont décrit des agents recenseurs comme "timides, craintifs, tendus." Beaucoup d'enquêteurs semblaient réticents à sortir de leur voiture pour faire des recherches plus fines sur les sites : beaucoup de homeless ont ainsi dû échapper au comptage. Dans des quartiers de trafic de drogue important, les enquêteurs ne se sont pas attardés, malgré la présence de nombreux sans-abri.

³⁹Cousineau, Michael R. et Thomas W. Ward. 1992. An evaluation of the S-Night street enumeration of the homeless in Los Angeles. Evaluation Review, Vol 16, N°4 : pp.389-399.

⁴⁰Martin, Elizabeth. 1992. Assessment of S-Night street enumeration in the 1990 Census. Evaluation Review, vol 16, n°4 : pp. 418-438.

II -3. Les pistes de recherche pour les futurs recensements

II - 3.1. Les enseignements tirés de l'évaluation

Cette procédure d'évaluation doit être maniée avec prudence. En effet, les observateurs n'ont pas toujours réussi à identifier les agents du recensement - pas forcément "reconnaissables" : ces problèmes d'identification ont pu déformer l'image globale de la présence des enquêteurs sur les sites. Par ailleurs, de même que la qualité des agents recenseurs peut être mise en cause, celle des observateurs qui les ont évalués n'est pas non plus au-dessus de tout soupçon...

Ceci dit, à partir des constats dressés lors de l'évaluation de la "S-Night", les équipes de chercheurs impliquées dans les cinq villes évaluées, ont proposé une série de recommandations, afin d'affiner les méthodes de comptage des sans-abri, en vue du recensement de l'an 2000. Devine et Wright, qui ont conduit l'évaluation New Orleans proposent les pistes de travail suivantes, pour les futures tentatives de recensement national⁴¹.

- La présélection des sites qui seront "visités" par les agents recenseurs devrait se faire de façon plus rigoureuse et plus complète. Il s'agit de toucher les populations de homeless qui évitent les lieux habituellement très fréquentés par les sans-abri ou qui ne veulent pas être repérés. Les sites sélectionnés devront aussi être systématiquement visités avant le recensement, pour éviter de mauvaises surprises aux agents recenseurs.
- La période de recensement pourrait être étendue au-delà d'une nuit. Evidemment, cet étirement dans le temps présente l'inconvénient de multiplier les risques de doubles comptes. Mais il pourrait être intéressant de procéder à un recensement de jour et de nuit (*around-the-clock mode of enumeration*) : en effet, on a constaté que certains lieux concentrent une activité très dense dans la journée, mais se vident dès la nuit tombée.

⁴¹Wright, James D. et Joel A. Devine. 1992. Counting the homeless : The Census Bureau's "S-Night" in five U.S. cities. Evaluation Review, vol 16, n°4 : pp.365-375.

- Une attention particulière devrait être portée aux structures d'accueil des homeless, aux centres d'hébergement informels, non institutionnalisés (*nonstreet, nonshelter sites: quasi-shelters*). On peut supposer qu'une grande partie de ces lieux d'accueil non officiels, ont échappé aux listes des sites préétablies par le Bureau du recensement. L'information concernant ce type de structure pourrait être obtenue au cours de réunions de groupe organisées avec les homeless eux-mêmes;
- Le Bureau du recensement devra certainement améliorer l'information et la formation de ses enquêteurs.
- Enfin, les questions de sécurité devront être sérieusement reconsidérées, afin d'améliorer la qualité du travail des enquêteurs sur les sites.

II - 3.2. L'expérimentation d'autres méthodes : le recensement de jour ("S-Day")

Les principes

Parallèlement à l'élaboration de méthodes de comptage des homeless opérationnelles pour 1990, le Bureau du recensement a développé une approche expérimentale, appelée "S-Day" (*Service Facility Day*). Cette procédure permet de contacter et d'identifier les sans-abri durant la journée, dans des institutions spécialisées, où ils bénéficient de services divers (repas, vêtements, assistance médicale, etc.). L'expérience a été menée à Baltimore en 1989.

Les enquêteurs étaient chargés de poser un certain nombre de questions aux sans-abri. Une partie de ces questions avait pour but de déterminer le statut des individus en rapport avec le domicile :

S - Day sleeping place questions

a. Where do you USUALLY spend the night ?

Où passez-vous la nuit habituellement ?

b. During the LAST 2 WEEKS, have you spent the night at ANY OTHER type of place ?

Dans les deux dernières semaines, avez-vous passé la nuit dans un autre endroit ?

c. Where did you spend LAST NIGHT ?

Où avez-vous passé la nuit dernière ?

d. (IF APPROPRIATE) What was the name of the place you stayed last night ?

(Si applicable) Quel est le nom de l'endroit où vous étiez la nuit dernière ?

e. Where is it located ?

Où cela se trouve-t-il ?

f. (FOR HOUSES, APARTMENTS, MOTELS, ROOMS, OR SHELTERS) How long have you been staying there ?

(Pour les maisons, les appartements, les motels, les chambres ou les centres d'hébergement), depuis combien de temps logez-vous dans cet endroit ?

g. (FOR HOUSES OR APARTMENTS) Whose place is it ?

(Pour les maisons et les appartements) A qui appartient ce logement ?

h. (IF YES) Is there any limit to how long you can stay there ?

(Si oui) Y a-t-il une limite au temps de votre séjour dans cet endroit ?

i. (IF YES) How long is that ?

(Si oui), combien de temps pouvez-vous rester dans cet endroit ?

L'approche "S-Day" présentait trois avantages principaux :

- une plus forte probabilité de trouver les homeless n'ayant pas recours aux centres d'hébergement ou demeurant cachés la nuit : il s'agit donc là de "récupérer" les individus ayant échappé à l'opération "S-Night" ;
- un recensement effectué le jour n'a pas le même caractère menaçant et dangereux que présente une telle opération menée de nuit : on suppose donc que les agents recenseurs pourront effectuer leur travail dans de meilleures conditions ;
- enfin, la qualité des informations recueillies est susceptible d'être meilleure, dans la mesure où les sans-abri seront éveillés le jour (la nuit, les enquêteurs devaient s'appuyer uniquement sur leurs observations, dans le cas où les individus dormaient).

La réussite d'une approche "de jour" dépend de trois facteurs :

- la capacité à mettre sur pied des questions filtres efficaces, permettant de faire immédiatement la sélection entre les individus qui ont un domicile et ceux qui n'en ont pas. En effet, dans toute opération de recensement, de jour ou de nuit, des sans-abri, l'une des grandes difficultés réside dans le fait qu'on ne peut pas être sûr de la proportion des individus ayant un domicile, incluse dans le recensement - de jour ou de nuit - des sans-abri. En particulier, on peut se demander combien d'entre eux auront été à la fois comptés dans la procédure "S-Night" et dans le recensement classique des personnes "domiciliées" ? C'est pourquoi il est important d'élaborer des questions filtres adaptées pour résoudre cette confusion ;

- la capacité à éviter les doubles comptes : les sans-abri ont généralement une mobilité plus grande le jour que la nuit, et peuvent recourir dans la même journée à plusieurs types de services, et se rendre dans différents établissements ;
- la capacité à déterminer la proportion d'individus échappant au recensement effectué pendant la journée : tous les sans-abri n'ont pas recours aux services qui leur sont proposés, et certainement pas de façon quotidienne.

CONCLUSION

Beaucoup d'études réalisées aux Etats-Unis sur le thème de la grande pauvreté, ont admis pour hypothèse de départ que la condition de "homeless" est nécessairement liée à l'absence complète de logement et que cette situation prend fin dès qu'un logement est retrouvé.

Il semblerait pourtant que les sans-abri suivent un parcours plus complexe et progressif : un passage brutal du logement stable à la rue n'est pas la règle. Entre ces deux cas, des situations de transition se dessinent, selon un modèle dominant de précarité résidentielle.

La complexité des processus qui conduisent un individu à perdre son logement et se retrouver à la rue, tend à démontrer une certaine inadaptation de la recherche américaine qui s'est jusqu'à présent beaucoup concentrée sur la connaissance du phénomène de "homelessness" au sens le plus étroit : on a surtout cherché à appréhender les caractéristiques de ceux qui n'ont pas de domicile à un moment donné. Les populations "à la marge" - celles qui ne sont pas encore à la rue, mais n'en sont pas très loin - sont souvent laissées de côté.

C'est pourquoi les orientations actuelles de la recherche américaine vont vers un élargissement du champ d'investigation, pour cerner non seulement les (*literal homeless*) (ceux que l'on trouve dans la rue ou dans les centres d'hébergement), mais aussi les individus en situation de cohabitation forcée avec des parents ou amis (*doubling up*) par exemple, et appréhender les processus qui mènent à la condition de sans domicile.

Elargissement du champ d'investigation, mais aussi de la durée de l'enquête. Les mouvements successifs d'exclusion et de réintégration du logement sont mieux saisis par des études longitudinales. De même, les liens entre les populations en situation de pauvreté et les sans-abri peuvent se faire au moyen de la diversification des échantillons : des chercheurs ne s'en tiennent pas à un échantillon de sans-abri, mais ont également un échantillon d'individus pauvres mais "domiciliés" pour établir des comparaisons (*comparison sample*).

Paul Koegel et Audrey Burnam mènent actuellement une étude longitudinale sur les sans-abri de Los Angeles. A New York, Marybeth Shinn et Beth Weitzman ⁴² ont

⁴²Shinn, Marybeth, Department of Psychology, New York University ; Weitzman, Beth C., Wagner graduate School of Public Service, New York University.

ainsi entrepris une étude longitudinale sur un échantillon de familles sans-abri à New York et un échantillon de familles pauvres ayant un logement. Ce projet se propose de clarifier la relation existant entre le phénomène d'exclusion du logement et les troubles mentaux. D'autres études ont déjà comparé les individus sans-abri et les personnes ayant un domicile qui ont recours aux institutions servant des repas gratuits⁴³. Ces comparaisons permettent de "casser" quelques évidences et clichés. Par exemple, une étude de Shinn, Knickman et Weitzman⁴⁴, portant sur un échantillon de mères de familles ayant déposé une demande pour être accueillies en centre d'hébergement, et un échantillon de mères de famille pauvres ayant un domicile, a remis en cause le lien présumé entre l'exclusion du logement et l'isolement social. L'étude montre en effet que les contacts des individus devenus récemment sans domicile ne sont pas nécessairement rompus avec leurs proches.

Le Bureau du Recensement américain, tout en constatant que le nombre de familles "doubled up" a doublé entre 1980 et 1988, reconnaît la difficulté de faire systématiquement des individus qui connaissent de telles situations, des sans-domicile. Une meilleure connaissance de ces situations est certainement un des enjeux essentiels de la recherche américaine actuelle.

⁴³Sosin Michael, R. 1992. Homeless and vulnerable meal program users : a comparison study. Social Problems, vol. 39, n° 2.

⁴⁴Shinn, Marybeth, James R. Knickman et Beth C. Weitzman, 1991. Social relationships and vulnerability to becoming homeless among poor families. American Psychologist, vol. 46, n° 11.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités

BASSUK E.L., The homelessness problem, Scientific American, vol 252 n°1, 1984.

BLASI G. L., Social policy and social science research on homelessness, Journal of Social Issues, vol. 46, n° 4, 1990.

BLAU J., The visible poor : Homelessness in the United States, Oxford University Press, 1992.

BREAKEY W.R., Homelessness : The extent of the problem, Journal of Social Issues, vol. 46, n° 4, 1990.

BURT M.R., Over the edge : The growth of homelessness in the 1980s, Russell Sage Foundation, New York, 1992.

FOSCARINIS M., The politics of homelessness : A call to action, American Psychologist, novembre 1991.

HOMBS M.E., American homelessness, ABC-CLIO, Inc., Santa Barbara, Ca., 1990.

HOPPER K., HAMBERG J., The making of America's homeless : From Skid Row to new Poor, 1945-1984, Communiy Service Society of New York, New York, 1984.

HOPPER K., SUSSER E. , CONOVER S., Economies of makeshift : desindustrialization and homelessness in New York City, Urban anthropology and studies of cultural systems and world economic development, vol 14 n°1-3, 1985.

KATZ, M.B., The underserving poor : From the war on poverty to the war on welfare, Pantheon Books, New York, 1989.

KOEGEL P., BURNAM A., Getting nowhere : Homeless people, aimless policy, in : "Urban America : Policy choices for Los Angeles", Steinberg J.B., Lyon D. W., Vaiana M. (eds.), RAND, 1992

LABERGE D., ROY S., Les enquêtes auprès ou à propos des populations marginales, article paru dans "La qualité de l'information dans les enquêtes", DUNOD, Paris, 1992.

ROPERS R.H., Persistent poverty : The American dream turned nightmare, Plenum Press, New York, 1991.

ROSSI P.H., FREEMAN H.E., WRIGHT S.R., Evaluation : A systematic approach, Sage Publications, Berverly Hills - London, 1979.

ROSSI P.H., Down and Out in America : The origins of homelessness, University of Chicago Press, 1989.

TOBIER E., The changing face of poverty : Trends in New York City's population in poverty, 1960-1990, Community Service Society of New York, New York, 1984.

TORO P.A., TRICKETT E.J., WALL D.D., SALEM D.A., Homelessness in the United States : An ecological perspective, American Psychologist, Novembre 1991.

WALLACE R., Homelessness, contagious destruction of housing and municipal service cuts in New York City : Demographics of a housing deficit, Environment and Planning A, vol. 21, 1989.

WALLACE R., Homelessness, contagious destruction of housing and municipal service cuts in New York City : Dynamics of a housing famine, Environment and Planning A, vol. 22, 1990.

Problèmes méthodologiques

BHAR H.M., HOUTS K.C., Can you trust a homeless man ? A comparison of official records and interview responses by Bowery men, Public opinion quarterly, 1971.

BRADBURN N.M., RIPS L.J., SHEVELL S.K., Answering autobiographical questions : the impact of memory and inference on surveys, Science, vol 236, 1987.

BURNAM A., KOEGEL P., Methodology for obtaining a representative sample of homeless persons : The Los Angeles Skid Row study, Evaluation Review vol 12 n°2, 1988.

CALSYN R.J., ALLEN G., MORSE G.A., SMITH R., TEMPELHOFF B., Can you trust self-report data provided by homeless mentally ill individuals ?, Evaluation Review, vol 17 n°3, 1993.

COHEN E.H., MOWBRAY C.T., BYBEE D., YEICH S., RISBIL K., FREDDOLINO P.P., Tracking and follow-up methods for research on homelessness, Evaluation Review, vol 17 n°3, 1993.

FREEMAN D.S., THORNTON A., CAMBURN D., Maintaining response rates in longitudinal studies, Sociological Methods and Research, vol 9, 1980.

Recensement de 1990 et expériences antérieures

BURT M., Developing the estimate of 500 000 - 600 000 homeless people in the United States in 1987, in Conference Proceedings for enumerating homeless persons : Methods and data needs, Bureau of the Census, Washington D.C., 1991.

BURT M., Practical methods for counting homeless people : A manual for States and local Jurisdictions, Urban Institute, Washington, D.C., 1992.

CAMPANELLI P.C., SALO M.T., SCHWEDE L., MARTIN E., Research on enumerating homeless persons : Results of a Census Bureau test of alternative methods, Center for Survey Methods Research, Bureau of the Census, Washington D.C., 1990.

COUSINEAU M. R., WARD T. W., An evaluation of the S-Night street enumeration of the homeless in Los Angeles, Evaluation Review, vol. 16, n° 4, 1992.

EDIN K., Counting Chicago's homeless : An assessment of the Census Bureau's "Street and Shelter Night", Evaluation Review, vol. 16, n° 4, 1992.

FEIN D.J., Racial and ethnic differences in US Census omission rates, Demography, vol 27 n°2, 1990.

HOPPER K., Counting the homeless : S-Night in New York, Evaluation Review, vol. 16, n° 4, 1992.

LEE B. A., Stability and change in an urban homeless population, vol 26 n°2, 1989.

MARTIN E., Assessment of S-Night street enumeration in the 1990 Census, Evaluation Review, vol. 16, n° 4, 1992.

WIEGAND B.R., Enumerating an inner city population : a research report, Bulletin de Méthodologie sociologique, n°9, 1986.

WRIGHT J. D., DEVINE J.A., Counting the homeless : The census Bureau's "S-Night" in five U.S. cities, Evaluation Review, vol. 16, n° 4, 1992.

Etudes générales sur les sans-abri aux Etats-Unis

ANDERSON N., Le hobo : Sociologie du sans-abri, Nathan, 1993.

BURT M.R., COHEN B.E., Differences among homeless single women, women with children, and single men, Social Problems, vol. 36, n° 5, décembre 1989.

GRISBY C., BAUMANN D., GREGORICH S.E., ROBERTS-GRAY C., Disaffiliation to entrenchment : A model for understanding homelessness, Journal of Social Issues, vol. 46, n° 4, 1990.

LA GORY M., FITZPATRICK K., RITCHEY F., Homeless persons : differences between those living on the street and in shelters, Sociology and Social Research vol 74; n°3, 1990.

PHILLIPS M.H., DECHILLO N., KRONENFELD D., MIDDLETON-JETER V, Homeless families : Services make a difference, Social Casework, janvier 1988.

RAHIMIAN A., WOLCH J.R., KOEGEL P., A model of homeless migration : homeless men in Skid Row, Los Angeles, Environment and Planning A, vol. 24, 1992.

ROSSI P.H., WRIGHT J.D., FISHER G.A., WILLIS G. , The urban homeless : estimating composition and size, Science, vol. 235, 1987.

ROSSI P, WRIGHT J., The Urban homeless : A portrait of urban dislocation, Annals of the American academy of political and social science, vol. 501, 1989.

SNOW D.A., ANDERSON L., Down on their luck : A study of homeless street people, University of California Press, Berkeley - Los Angeles - Oxford, 1993.

SNOW D., BAKER S.G., ANDERSON L., Criminality and homeless men : An empirical assessment, Social Problems, vol. 36, n°5, 1989.

SNOW D.A., ANDERSON L., Identity work among the homeless : the verbal construction of personal identities, American Journal of Sociology, vol. 92 n°6, 1987.

SOSIN M. R., COLSON P., GROSSMAN S., Homelessness in Chicago : Poverty and pathology, social institutions and social change, Chicago Community Trust, 1988.

SOSIN M. , Homeless and vulnerable meal program users : a comparison study, Social Problems, vol. 39, n° 2, may 1992.

SOSIN M., PILIAVIN I., WESTERFELT H., Toward a longitudinal analysis of homelessness, Journal of Social Issues , vol 46 n°4, 1990.

WEITZMAN B.C. , KNICKMAN J.R., SHINN M., Predictors of shelter use among low-income families : psychiatric history, substance abuse and victimization, American Journal of Public Health, vo. 82, n°11, novembre 1992.

WEITZMAN B.C. , KNICKMAN J.R., SHINN M., Pathways to homelessness among New York City Families, Journal of Social Issues, vol. 46, n°4, 1990.

WEITZMAN B.C. , KNICKMAN J.R., SHINN M., Social relationships and vulnerability to becoming homeless among poor families, American Psychologist, novembre 1991.

WEITZMAN B.C., BERRY C.A., Factors affecting housing comfort among formerly homeless familes : housing quality or individual vulnerabilities ?, Community Psychologist, vol. 26, n°2, printemps 1993.

WOOD D., BURCIAGA VALDEZ R., HAYASHI T., SHEN A., Homeless and housed families in Los Angeles : A study comparing demographic, economic, and family function characteristics, American Journal of Public Health, vol. 80, n° 9, 1990.

WRIGHT J.D., Poor people, poor health : The heath status of the homeless, Journal of Social Issues, vol 46 n°4, 1990. (49-64)

**Etudes portant sur les troubles mentaux et la toxicomanie
chez les sans-abri**

BURNAM A., Estimation of the number of homeless and homeless mentally ill persons in three California Counties, in "Conference Proceedings for enumerating homeless persons : Methods and data needs", Bureau of the Census, Washington D. C., 1991.

DENNIS D.L., BUCKNER J.C., LIPTON F.R., LEVINE I.S., A decade of research and services for homeless mentally ill persons : where do we stand ?, American Psychologist, vol 46 n°11, 1991.

KOEGEL P., BURNAM A., Problems in the assessment of mental illness among the homeless : An empirical approach, article paru dans : "Homelessness : A national perspective, Plenum Press, New York, 1992.

KOEGEL P., BURNAM A., FARR R.K., The prevalence of specific psychiatric disorders among homeless individuals in the inner city of Los Angeles, Archives of general psychiatry, vol. 45, décembre 1988.

KOEGEL P., BURNAM A., FARR R.K., A study of homelessness and mental illness in the skid row area of Los Angeles, Los Angeles County department of Mental Health, 1986.

PILIAVIN I., WESTERFELT H., ELLIOTT E., Estimating mental illness among the homeless : the effects of choiced-based sampling, Social Problems, vol 36, n°5, 1989.

SNOW D., BAKER S.G., ANDERSON L., The myth of pervasive mental illness among the homeless, Social Problems, vol 33 n°5, 1986.

SPEIGLMAN R., Homelessness among participants in residential alcohol programs in a Northern California country : the commitment and organization of social resources, Contemporary drug problems, Fall 1989.

STRUENING E.L., PADGETT D.K., Physical health status, substance use and abuse, and mental disorders among homeless adults, Journal of Social Issues, vol. 46, n° 4, 1990.

VERNEZ G., BURNAM A., McGLYNN E. A., TRUDE S., MITTMAN B. S., Review of California's program for the homeless mentally ill, RAND Corporation, 1988.

WRIGHT J.D., WEBER E., Determinants of benefit-program participation among the urban homeless : results from a 16-city study, Evaluation Review, vol. 12 n°4, 1988.

ANNEXES

ANNEXE 1

**RESULTATS DU RECENSEMENT DE 1990 AUX ETATS-UNIS
"COUNT OF PERSON S IN SELECTED LOCATIONS WHERE HOMELESS
PERSONS ARE FOUND"**

State	Selected Locations																	
	Shelter and Street Enumeration (S-Night) 1/								Special Place Enumeration for Persons with No Usual Home Elsewhere 2/									
	Emergency shelters		Shelters for runaway, neglected and homeless youth		Visible in street locations		Shelters for abused women		Homes for unwed mothers		Drug/alcohol centers, group homes		Agricultural workers' dorms on farms		Group homes for the mentally ill		Other non-household living situations	
			Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
United States	168,309	100.0	10,329	100.0	49,734	100.0	11,768	100.0	1,682	100.0	52,038	100.0	35,280	100.0	32,348	100.0	97,727	100.0
Alabama	1,367	0.8	183	1.8	364	0.7	127	1.1	29	1.7	546	1.0	15	0.0	161	0.5	743	0.8
Alaska	402	0.2	45	0.4	79	0.2	157	1.3	27	1.6	237	0.5	0	0.0	111	0.3	43	0.0
Arizona	2,800	1.5	135	1.3	1,897	3.8	279	2.4	4	0.2	885	1.7	675	1.9	540	1.7	4,306	4.4
Arkansas	398	0.2	91	0.9	62	0.1	105	0.9	29	1.7	473	0.9	29	0.1	306	0.9	1,777	1.8
California	29,830	17.7	976	9.4	18,081	36.4	1,257	10.7	150	8.9	8,950	17.2	7,542	21.4	5,372	16.6	17,963	18.4
Colorado	2,444	1.5	110	1.1	393	0.8	167	1.4	0	0.0	746	1.4	181	0.5	540	1.7	470	0.5
Connecticut	3,965	2.4	229	2.2	221	0.4	155	1.3	14	0.8	899	1.7	81	0.2	171	0.5	1,088	1.1
Delaware	302	0.2	11	0.1	19	0.0	38	0.3	0	0.0	75	0.1	47	0.1	357	1.1	201	0.2
District of Columbia	4,419	2.6	283	2.5	131	0.3	49	0.4	7	0.4	447	0.9	0	0.0	190	0.6	182	0.2
Florida	6,275	3.7	835	8.1	3,189	6.4	601	5.1	46	2.7	3,319	6.4	10,477	29.7	1,481	4.6	22,512	23.0
Georgia	3,097	2.2	233	2.3	450	0.9	192	1.6	0	0.0	924	1.8	3,859	10.9	285	0.9	1,799	1.8
Hawaii	773	0.5	81	0.8	1,071	2.2	73	0.6	0	0.0	349	0.7	248	0.7	14	0.0	633	0.6
Idaho	390	0.2	71	0.7	19	0.0	78	0.7	0	0.0	120	0.2	733	2.1	103	0.3	622	0.6
Illinois	7,002	4.2	479	4.6	1,755	3.5	536	4.6	120	7.1	1,225	2.4	860	2.4	2,702	8.4	3,107	3.2
Indiana	1,902	1.1	349	3.4	268	0.5	279	2.4	26	1.5	448	0.9	43	0.1	143	0.4	415	0.4
Iowa	780	0.5	209	2.0	148	0.3	164	1.4	12	0.7	320	0.6	70	0.2	514	1.6	617	0.6
Kansas	797	0.5	143	1.4	158	0.3	60	0.5	15	0.9	406	0.8	4	0.0	210	0.6	131	0.1
Kentucky	1,127	0.7	157	1.5	118	0.2	190	1.6	18	1.1	293	0.6	5	0.0	19	0.1	581	0.6
Louisiana	1,321	0.8	238	2.3	184	0.4	244	2.1	101	6.0	441	0.8	0	0.0	110	0.3	1,239	1.3
Maine	389	0.2	30	0.3	7	0.0	43	0.4	10	0.6	157	0.3	0	0.0	189	0.6	202	0.2
Maryland	2,365	1.4	142	1.4	523	1.1	199	1.7	0	0.0	665	1.3	290	0.8	175	0.5	1,024	1.0
Massachusetts	5,948	3.5	259	2.5	674	1.4	269	2.3	57	3.4	2,154	4.1	53	0.2	802	2.5	1,317	1.3
Michigan	3,442	2.0	342	3.3	262	0.5	506	4.3	67	4.0	2,048	3.9	575	1.6	1,484	4.6	1,136	1.2
Minnesota	2,152	1.3	101	1.0	138	0.3	230	2.0	27	1.6	1,768	3.4	0	0.0	1,681	5.2	224	0.2
Mississippi	223	0.1	160	1.5	83	0.2	125	1.1	0	0.0	401	0.8	0	0.0	327	1.0	672	0.7
Missouri	2,154	1.3	122	1.2	215	0.4	117	1.0	100	5.9	1,079	2.1	3	0.0	890	2.8	685	0.7
Montana	419	0.2	26	0.3	17	0.0	49	0.4	14	0.8	61	0.1	9	0.0	8	0.0	92	0.1

125

1/ Includes persons counted the evening of March 20th in sites listed as shelters for the homeless; women and children counted the evening of March 20th in shelters and safe houses for abused women, persons counted during the early morning hours of March 21st at pre-identified street sites, abandoned buildings and open public locations where homeless persons were likely to congregate.

2/ A separate count of persons who reported they had "no usual home elsewhere" during the standard enumeration of special places and group quarters. Also includes persons who reported they had a usual home elsewhere but did not provide enough address information to locate the usual home elsewhere. When this happened, the persons were counted at the group quarters.

Count of Persons in Selected Locations Where Homeless Persons are Found: 1990 Census of Population

CPH-L-87

State	Selected Locations																	
	Shelter and Street Enumeration (S-Night) 1/								Special Place Enumeration for Persons with No Usual Home Elsewhere 2/									
	Emergency shelters		Shelters for runaway, neglected and homeless youth		Visible in street locations		Shelters for abused women		Homes for unwed mothers		Drug/alcohol centers, group homes		Agricultural workers' dorms on farms		Group homes for the mentally ill		Other non-household living situations	
	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
Nebraska	719	0.4	45	0.4	20	0.0	41	0.3	57	3.4	270	0.5	0	0.0	118	0.4	154	0.2
Nevada	978	0.6	35	0.3	438	0.9	49	0.4	0	0.0	185	0.4	0	0.0	91	0.3	2,542	2.6
New Hampshire	334	0.2	43	0.4	8	0.0	27	0.2	0	0.0	207	0.4	15	0.0	211	0.7	79	0.1
New Jersey	7,299	4.3	171	1.7	1,639	3.3	255	2.2	8	0.5	1,474	2.8	639	1.8	869	2.7	1,508	1.5
New Mexico	642	0.4	25	0.2	164	0.3	108	0.9	0	0.0	298	0.6	0	0.0	81	0.3	786	0.8
New York	31,436	18.7	1,036	10.0	10,732	21.6	756	6.4	242	14.4	6,993	13.4	550	1.6	5,386	16.7	6,085	6.2
North Carolina	2,453	1.5	184	1.8	259	0.5	315	2.7	56	3.3	937	1.8	876	2.5	112	0.3	1,932	2.0
North Dakota	279	0.2	0	0.0	30	0.1	36	0.3	0	0.0	49	0.1	0	0.0	5	0.0	35	0.0
Ohio	3,814	2.3	463	4.5	188	0.4	496	4.2	31	1.8	1,093	2.1	86	0.2	391	1.2	1,103	1.1
Oklahoma	2,025	1.2	197	1.9	340	0.7	113	1.0	12	0.7	586	1.1	28	0.1	404	1.2	1,601	1.6
Oregon	3,170	1.9	84	0.8	564	1.1	251	2.1	3	0.2	515	1.0	2,114	6.0	329	1.0	2,322	2.4
Pennsylvania	7,815	4.6	422	4.1	1,312	2.6	603	5.1	76	4.5	2,055	3.9	1,464	4.1	1,027	3.2	1,479	1.5
Rhode Island	433	0.3	36	0.3	44	0.1	33	0.3	0	0.0	422	0.8	0	0.0	118	0.4	11	0.0
South Carolina	814	0.5	159	1.5	102	0.2	87	0.7	24	1.4	173	0.3	547	1.6	139	0.4	1,313	1.3
South Dakota	329	0.2	67	0.6	71	0.1	41	0.3	4	0.2	86	0.2	0	0.0	70	0.2	0	0.0
Tennessee	1,644	1.0	220	2.1	357	0.7	230	2.0	12	0.7	546	1.0	26	0.1	426	1.3	948	1.0
Texas	7,082	4.2	734	7.1	1,442	2.9	1,049	8.9	213	12.7	3,113	6.0	415	1.2	1,346	4.2	7,892	8.1
Utah	894	0.5	31	0.3	276	0.6	49	0.4	8	0.5	340	0.7	75	0.2	168	0.5	536	0.5
Vermont	232	0.1	0	0.0	16	0.0	29	0.2	0	0.0	48	0.1	0	0.0	155	0.5	12	0.0
Virginia	2,544	1.5	113	1.1	319	0.6	185	1.6	23	1.4	1,069	2.1	321	0.9	406	1.3	968	1.0
Washington	4,493	2.7	72	0.7	772	1.6	297	2.5	0	0.0	1,015	2.0	2,142	6.1	936	2.9	2,217	2.3
West Virginia	404	0.2	47	0.5	33	0.1	128	1.1	36	2.1	74	0.1	12	0.0	14	0.0	29	0.0
Wisconsin	1,464	0.9	91	0.9	71	0.1	258	2.2	4	0.2	1,028	2.0	160	0.5	665	2.1	288	0.3
Wyoming	129	0.1	54	0.5	13	0.0	45	0.4	0	0.0	36	0.1	11	0.0	0	0.0	86	0.1

126

1/ Includes persons counted the evening of March 20th in sites listed as shelters for the homeless; women and children counted the evening of March 20th in shelters and safe houses for abused women, persons counted during the early morning hours of March 21st at pre-identified street sites, abandoned buildings and open public locations where homeless persons were likely to congregate

2/ A separate count of persons who reported they had "no usual home elsewhere" during the standard enumeration of special places and group quarters. Also includes persons who reported they had a usual home elsewhere but did not provide enough address information to locate the usual home elsewhere. When this happened, the persons were counted at the group quarters.

Table 35. Persons in Group Quarters by Type of Group Quarters, Sex, Race, and Hispanic Origin: 1990

[For definitions of terms and meanings of symbols, see text]

United States	All persons in group quarters	Race					Hispanic origin (of any race)	White, not of Hispanic origin
		White	Black	American Indian, Eskimo, or Aleut	Asian or Pacific Islander	Other race		
All persons	6 497 744	5 014 630	1 263 833	56 276	152 927	210 078	517 232	4 765 633
Institutionalized persons	3 334 018	2 442 062	744 500	28 050	22 992	96 414	261 693	2 313 717
Correctional institutions	1 115 111	506 131	508 084	17 791	7 518	75 587	197 400	417 033
Nursing homes	1 772 032	1 612 292	135 837	4 997	9 723	9 183	32 568	1 590 191
Mental (Psychiatric) hospitals	128 530	94 885	29 279	888	1 259	2 219	6 435	91 491
Hospitals or wards for chronically ill	40 980	31 752	7 574	255	872	527	2 432	30 060
Hospitals or wards for drug/alcohol abuse	20 129	14 782	4 237	474	284	352	1 069	14 117
Schools, hospitals, or wards for the mentally retarded	103 713	84 903	15 996	608	701	1 505	5 004	81 558
Schools, hospitals, or wards for the physically handicapped	20 654	16 488	3 284	210	307	365	1 216	15 677
Wards in general and military hospitals with patients who have no usual home elsewhere	28 669	21 508	5 458	293	776	634	1 725	20 618
Juvenile institutions	104 200	59 321	34 751	2 534	1 552	6 042	13 844	52 934
Other persons in group quarters	3 363 726	2 572 568	519 333	28 226	129 935	113 664	255 539	2 451 934
College dormitories	1 953 558	1 609 977	208 021	9 420	96 025	30 115	70 964	1 572 872
Military quarters	589 700	415 366	129 889	5 592	13 766	25 087	43 754	400 320
Emergency shelters for homeless persons	178 638	87 871	4 522	4 522	2 270	10 590	27 634	76 433
Visible in street locations	49 734	23 955	19 647	1 146	1 110	3 876	16 663	15 042
Shelters for abused women	11 768	6 848	3 469	468	199	784	1 770	6 060
Rooming and boarding houses	127 244	85 650	16 008	1 147	8 311	16 128	32 583	69 175
Group homes	211 675	149 129	50 088	3 738	2 410	6 310	14 436	142 512
Homes or halfway houses for drug/alcohol abuse	52 038	32 281	15 768	1 470	363	2 156	4 812	30 190
Homes for the mentally ill, mentally retarded, and physically handicapped	107 522	87 940	15 941	694	1 062	1 885	5 148	85 066
Maternity homes for unwed mothers	1 682	896	617	40	20	109	250	795
Other group homes	50 433	28 012	17 762	1 534	965	2 160	4 226	26 462
Religious group quarters	61 473	58 674	1 015	87	1 202	495	2 579	56 702
Agriculture workers' dormitories	35 280	18 317	1 693	220	324	14 726	31 587	2 210
Other workers' dormitories	22 920	15 769	3 748	597	1 507	1 299	3 041	14 250
Dormitories for nurses and interns in general and military hospitals	15 068	10 130	3 222	81	1 176	459	970	9 772
Crews of maritime vessels	5 658	4 113	759	104	380	302	655	3 845
Other nonhousehold living situations	97 723	84 360	7 759	1 064	1 138	3 402	6 652	79 679
Staff residents of institutions	2 976	2 239	497	35	116	89	248	2 073
Living quarters for victims of natural disasters	311	170	133	5	1	2	3	170
Male	3 788 818	2 581 552	914 626	40 234	88 702	183 508	397 444	2 395 581
Institutionalized persons	1 801 352	1 090 356	591 372	21 888	14 718	83 554	219 893	987 464
Correctional institutions	1 030 207	466 831	469 451	16 157	6 954	70 814	184 309	384 066
Nursing homes	493 609	431 346	52 171	2 263	3 702	4 127	13 361	422 738
Mental (Psychiatric) hospitals	76 067	54 397	18 856	575	747	1 492	4 203	52 231
Hospitals or wards for chronically ill	24 038	18 254	4 856	155	445	328	1 481	17 230
Hospitals or wards for drug/alcohol abuse	13 187	9 559	2 949	317	102	260	736	9 172
Schools, hospitals, or wards for the mentally retarded	60 118	48 598	9 809	355	400	956	2 980	46 674
Schools, hospitals, or wards for the physically handicapped	10 579	8 262	1 831	111	169	206	715	7 777
Wards in general and military hospitals with patients who have no usual home elsewhere	14 892	10 806	3 179	155	425	327	963	10 287
Juvenile institutions	78 655	42 303	28 270	1 800	1 234	5 048	11 145	37 289
Other persons in group quarters	1 987 266	1 491 196	323 254	18 346	74 524	79 946	177 571	1 408 117
College dormitories	945 117	785 228	90 393	4 806	50 095	14 595	35 238	766 188
Military quarters	532 758	381 330	111 058	4 883	12 645	22 842	39 671	367 682
Emergency shelters for homeless persons	123 358	62 953	48 863	3 088	1 382	7 072	18 879	54 855
Visible in street locations	39 255	19 265	15 222	874	766	3 128	13 999	11 377
Shelters for abused women	2 533	1 372	826	85	38	212	453	1 181
Rooming and boarding houses	79 318	51 606	10 727	671	4 693	11 621	23 039	40 719
Group homes	131 403	90-120	37 048	2 482	1 540	4 413	9 958	85 612
Homes or halfway houses for drug/alcohol abuse	40 041	25 031	11 814	1 131	286	1 779	3 922	23 321
Homes for the mentally ill, mentally retarded, and physically handicapped	61 310	49 547	9 565	419	594	1 185	3 264	47 734
Maternity homes for unwed mothers	149	58	76	1	1	13	25	47
Other group homes	30 103	15 484	11 593	931	659	1 436	2 747	14 510
Religious group quarters	14 298	13 190	372	27	506	203	809	12 629
Agriculture workers' dormitories	28 127	14 697	1 378	181	261	11 610	25 455	1 503
Other workers' dormitories	17 218	11 896	2 746	399	1 078	1 099	2 470	10 693
Dormitories for nurses and interns in general and military hospitals	6 787	4 362	1 652	48	440	285	583	4 151
Crews of maritime vessels	4 865	3 542	638	89	332	264	580	3 301
Other nonhousehold living situations	60 155	50 289	5 927	692	689	2 558	6 309	46 957
Staff residents of institutions	1 614	1 205	291	17	59	42	126	1 128
Living quarters for victims of natural disasters	260	141	113	4	-	2	2	141
Female	2 909 126	2 433 078	349 207	16 042	64 225	46 574	119 744	2 370 072
Institutionalized persons	1 532 666	1 351 706	153 128	6 162	8 814	12 856	41 800	1 326 253
Correctional institutions	84 904	39 300	38 633	1 634	564	4 773	13 091	32 937
Nursing homes	1 278 423	1 180 946	83 666	2 734	6 021	5 056	19 207	1 167 453
Mental (Psychiatric) hospitals	52 463	40 488	10 423	313	512	727	2 232	39 258
Hospitals or wards for chronically ill	16 942	13 498	2 718	100	427	199	951	12 830
Hospitals or wards for drug/alcohol abuse	6 942	5 223	1 288	157	182	92	333	5 015
Schools, hospitals, or wards for the mentally retarded	43 595	36 305	6 187	253	301	549	2 024	34 884
Schools, hospitals, or wards for the physically handicapped	10 075	8 226	1 453	99	138	159	501	7 900
Wards in general and military hospitals with patients who have no usual home elsewhere	13 777	10 702	2 279	138	351	307	762	10 331
Juvenile institutions	25 545	17 018	6 481	734	318	994	2 699	15 645
Other persons in group quarters	1 376 460	1 081 372	196 079	9 880	55 411	33 718	77 968	1 043 819
College dormitories	1 008 441	824 749	117 628	4 614	45 930	15 520	35 726	806 684
Military quarters	56 942	34 036	18 831	709	1 121	2 245	4 083	32 638
Emergency shelters for homeless persons	55 280	24 918	24 522	1 434	888	3 518	8 755	21 578
Visible in street locations	10 479	4 690	4 425	272	344	748	2 664	3 665
Shelters for abused women	9 235	5 476	2 643	383	161	572	1 317	4 879
Rooming and boarding houses	47 926	34 044	5 281	476	3 618	4 507	9 544	29 256
Group homes	80 072	59 009	17 040	1 256	870	1 897	4 478	56 901
Homes or halfway houses for drug/alcohol abuse	11 997	7 250	3 954	339	77	377	890	6 869
Homes for the mentally ill, mentally retarded, and physically handicapped	46 212	38 393	6 376	275	468	700	1 884	37 332
Maternity homes for unwed mothers	1 533	838	541	39	19	96	225	748
Other group homes	20 330	12 528	6 169	603	306	724	1 479	11 952
Religious group quarters	47 175	45 484	643	60	696	292	1 770	44 073
Agriculture workers' dormitories	7 153	3 620	315	39	63	3 116	6 132	707
Other workers' dormitories	5 702	3 873	1 002	198	429	200	571	3 557
Dormitories for nurses and interns in general and military hospitals	8 281	5 768	1 570	33	736	174	387	5 621
Crews of maritime vessels	793	571	121	15	48	38	75	544
Other nonhousehold living situations	37 568	34 071	1 832	372	449	844	2 343	32 722
Staff residents of institutions	1 362	1 034	206	18	57	47	122	965
Living quarters for victims of natural disasters	51	29	20	1	1	-	1	29

Group Quarters by Selected Age Groups: 1990

Type of Group Quarters	All persons in group quarters	Age in years		
		Under 18	18 to 34	35 years and over
All persons	6,697,744	265,191	3,688,479	2,744,074
Institutionalized persons	3,334,018	142,403	898,164	2,293,451
Other persons in group quarters	3,363,726	122,788	2,790,315	450,623
Emergency shelters and visible in street locations:	240,140	45,312	94,244	100,584
Emergency shelters for homeless persons	168,309	28,770	63,337	76,202
Shelters for runaway, neglected, and homeless children	10,329	8,505	1,606	218
Visible in street locations	49,734	2,422	25,107	22,205
Shelters for abused women	11,768	5,615	4,194	1,959
Rooming and boarding houses	127,244	12,920	52,119	62,205
Group homes:	211,675	24,990	91,122	95,563
Homes or halfway houses for drug/alcohol abuse	52,038	3,473	28,568	19,997
Homes for the mentally ill	32,348	1,893	9,927	20,528
Homes for the mentally retarded	64,569	3,285	25,963	35,321
Homes for the physically handicapped	10,605	1,149	3,347	6,109
Maternity homes for unwed mothers	1,682	908	682	92
Other group homes	50,433	14,282	22,635	13,516
Other noninstitutional group quarters	2,784,667	39,566	2,552,830	192,271

Source: 1990 Census of Population, Summary Tape File 2B, Matrix PA7.

ANNEXE 2

ARTICLE PARU DANS LE NEW YORK TIMES
SUR LES RESULTATS DU RECENSEMENT DE 1990

"NEW YORK'S HOMELESS RECALL A NO-COUNT NIGHT"

New York's Homeless Recall a No-Count Night

By DAVID GONZALEZ

Special to The New York Times

NEW YORK, April 13 — In a converted guardpost propped atop a scraggly lot on the Brooklyn waterfront, Jesus Ramos spends his days and nights watching television, drinking and waiting.

"I don't bother nobody," rasped the trim 34-year-old former construction worker, who has been homeless for two years. "And nobody bothers me."

If Mr. Ramos is to be believed, that includes the Census Bureau enumerators who fanned out throughout the country on the night of March 20, 1990 to count the nation's homeless. Mr. Ramos said he was not counted, even though he spends most nights in his cramped shack.

In New York State, the tally from the homeless count turned up 32,472 people in shelters and 10,732 on the street, most of them in New York City.

Advocates for the homeless, who believe there are more than 60,000 homeless in New York City alone, derided the results, saying enumerators went only to shelters and selected streets, skirting anyplace that made them nervous and thus overlooking people who seek refuge in abandoned buildings or are tucked away in hidden spots.

High, Confused, Vague, Cynical

Census Bureau officials said they never intended an exhaustive count, only a supplementary one. But advocates for the homeless fear the numbers will be used to minimize the plight of the homeless and justify cuts in aid to programs that help them.

Trying to check how exhaustive the census was, even by seeking out the hidden homeless and asking them, is nearly impossible. Some are too high or too confused to remember whether or not they were counted on one night more than a year ago. Some said they thought some officials came by, but never talked to them. And, after months or years of existing invisibly on the street, most are deeply cynical about the Government's ability — or even willingness — to seek them out.

"What does it matter to them? They don't care about anything," said Mr. Ramos, nodding towards the glimmering sliver of the Manhattan skyline that peeked through his open front door. "They're over there all warm and comfortable eating lobster."

He leaned back, his outspread arms nearly touching the shack's walls, which were decorated with a wrinkled photograph of a girl playing with a kitten and a tiny mirror with a picture of Saint Theresa pasted to it. His friend Maximo Eduardo Zapatel stood in the

doorway, waiting to get a bite to eat and a drink from the half-empty bottle of wine that lay on the floor.

"Maybe the Census will re-evaluate things for the next time," Mr. Zapatel suggested cheerfully.

"In 10 years," Mr. Ramos reminded him. "If we're alive."

Wilfredo Rodriguez filled out his Census form last year while he was working as a butcher in Philadelphia. But the cold meat freezers aggravated his arthritis and drink weakened his resolve, and by October he was in Manhattan, sleeping on a mattress on a loading dock underneath the Brooklyn Bridge under the gaze of two small religious statues tucked by the wall.

"We don't count for society," he said before lifting a large bottle of beer wrapped in a crinkly brown bag and gulping hard. "It's like we're just like a flea on a dog."

His friend Angel Cintron sat shoeless and cross-legged nearby, slowly blinking. He could not cut through his clouded memory to recall whether he was counted last year.

"Some people came by from Brooklyn, but I don't know if they were from the Census," he said wozzily. "They took my name and everything but I never saw them again."

Came and Went Quickly

Others had more vivid memories of the night, as brief as it was. Donald Vinson was living in a small encampment by the rotunda at the 79th Street Boat Basin when the enumerators came calling.

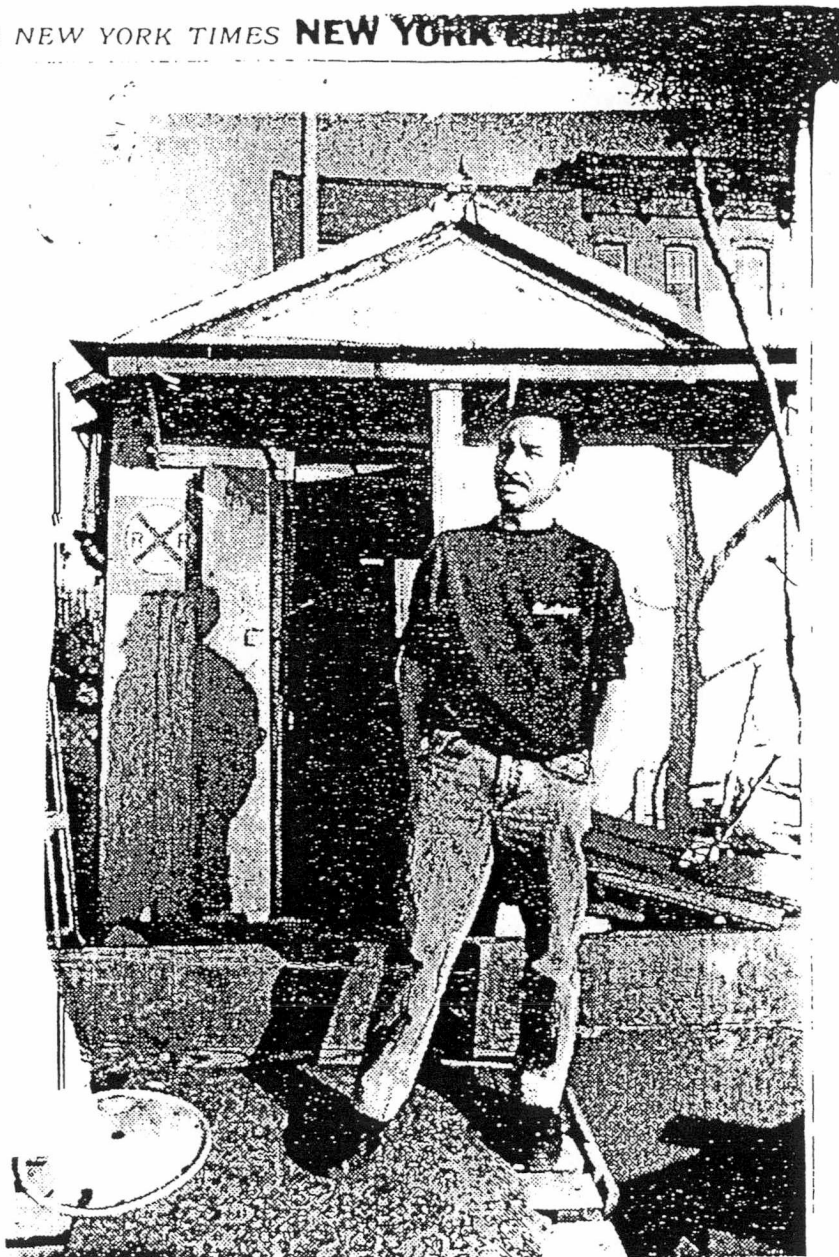
"They didn't really look, all they did was ask if you were homeless and left," he said, clutching a plastic bag with a sandwich and fruit he got from the nightly food line in City Hall Park. "They came in a group and left like that. They didn't make an effort."

James Gibb, a 40-year-old Vietnam veteran who has been homeless for four years, said he was not counted. It would have been difficult, since he was a moving target, spending his nights riding the subways. He feels slighted that the Government did not see fit to seek him out.

"I'm not counted, so I guess I don't exist," he said, adding that he doubted the Government really was interested in an accurate portrait of the homeless. "If they were, they would know how many people out here need help."

"That's right," nodded Constance Jackson McKain, a petite woman whose jangling earrings underscored her assent. "President Bush ain't truly interested in the people of America today. He's interested in himself."

THE NEW YORK TIMES NEW YORK



Nancy Siesel for The New York Times

When Census workers canvassed New York State, they counted 32,472 people in shelters and 10,732 on street. People like Jesus Ramos, who lives in a shack on Brooklyn waterfront, were not counted.

ANNEXE 3

EXEMPLE DE QUESTIONNAIRE AUPRES DES SANS-ABRI

Extrait de :

***BURT M., Practical methods for counting homeless people :
A manual for states and local jurisdictions, Urban Institute, 1992***

1. BASIC DEMOGRAPHICS AND HOMELESS HISTORY: QUESTIONS AND RESPONSE CATEGORIES

Gender: Do by observation

Race/ethnicity: These are generally used categories. You may also want to separate out race from Hispanic origin, determining whether someone is black, white, asian, or native American first, and then whether they consider themselves Hispanic and if so, country of origin or identification (i.e., many Mexican Americans may come from families that have been in this country for generations--sometimes before it was this country--but still consider themselves Mexican American).

Are you:

- Black
- White, not Hispanic
- Hispanic
- American Indian/Native American
- Asian
- Other (Please specify _____)
- Don't know

Age:

How old are you? ____

What is your date of birth? (MMDDYY) ____ _

Marital Status:

What is your present marital status? Are you ... (READ CATEGORIES):

- Married and neither divorced nor separated
- Divorced or separated
- Widowed
- Single and never married
- Don't know
- Refused

Education:

What is the highest grade of school that you completed?

- Did not finish elementary school (0-7)
- Did not graduate from high school (8-11)
- High school graduate or equivalent (12)
- Some college or post high school
- College graduate
- College graduate plus post-graduate or professional training
- Don't know
- Refused

Children:

a. Do you have children?

___ Yes ---> How many? ___
 ___ No (skip out of section) ___

b. Children's age, gender, living arrangements

	age	gender	live now	time since with you
1. oldest child	___	M F	___	___
2. .	___	M F	___	___
. .	___	M F	___	___
. .	___	M F	___	___
. youngest child	___	M F	___	___

b.1. How old is this child? (IF R DOES NOT KNOW, TRY TO GET AGE GROUP --
 0-4, 5-12, 13-17, 18-19, 20-21)

b.2. What sex is this child?

b.3. Where are your children living now? (For each child, enter the appropriate code
 in the space above)

1. This child is an adult, and lives on his/her own
2. This child lives with me
3. This child lives with his/her other parent
4. This child lives with my mother
5. This child lives with other relatives
6. This child is in foster care, group home, jail, other institution
7. I do not know where this child lives

b.4. (FOR CHILDREN NOT LIVING WITH R) How long has it been since this child
 has lived with you?

___ enter month and year when child last lived with R
 99. This child never lived with me

Employment:

a. Are you working now?

- Yes --- > Skip to Question b.
 No --- > Skip to Question d.
 Don't know
 Refused

b. How many hours a week do you work? ____

c. Is this work:

- A steady job, that is, a job that you have had for 3 months or more with the same employer?
 A new job (less than 3 months), but one you expect to continue for more than 3 months
 A temporary job (one you expect to last less than 3 months)
 A day job, pick-up job (one that lasts only a few hours, or one or two days)
 Peddling (selling books, clothes and other items on the street) or collecting cans and bottles for exchange.

(IF "TEMPORARY," "DAY," OR "PEDDLING," SKIP TO QUESTION f. OTHERWISE, SKIP TO QUESTION e.)

d. Which of the following best describes your present situation:

- Have a job, but not at work because of extended illness, maternity leave, furlough, or strike
 Unemployed or laid off and looking for work
 Unemployed or laid off and not looking for work
 Full-time homemaker
 In school only
 Retired
 Disabled, not able to work
 In prison
 In the military
 Something else (Specify _____)

e. During the last 30 days, how many hours did you usually work per week in all full- or part-time jobs, including day labor?

usual number of hours per week ____ None ____

f. When was the last time you held a steady job, that is, 3 months or more with the same employer? (probe for month and year when last held steady job; if never, mark never).

Month ____ Year 19 ____ Never ____

Immediate Antecedents of Homelessness:

When was the last time you had a home or other permanent place to stay?
(PROBE FOR MONTH AND YEAR)

MONTH ___ YEAR ___

Was that an apartment, a room, a house, or some other kind of place?

- Apartment
- House
- Room
- Some other kind of place (Specify _____)
- Don't know
- Refused

Did you live in that place by yourself, without any children, any spouse, or anyone else, or did you live there with other people?

- Lived by myself (no spouse, no children, no one else)
- Lived with other people
- Don't know
- Refused

Who did you share that place with? Was it family or relatives, friends, or someone else? (READ CATEGORIES AND CHECK ALL THAT APPLY.)

- Spouse
- Children
- Parents (mother and/or father)
- Sisters and/or brothers
- Grandparents
- Other relatives
- Sexual partner
- Friends
- Other persons (specify _____)
- Don't know
- Refused

Who did that place belong to? I mean, who paid the rent or mortgage or owned it?

- Self
- Spouse
- Parents (mother and/or father)
- Sisters and/or brothers
- Grandparents
- Other relative
- Sexual partner
- Friend
- Other person (specify _____)
- Don't know
- Refused

Why did you leave that place? Which of these reasons is the primary reason, that is, the thing that came first, that underlies the others? (READ CHOICES, CHECK ALL THAT APPLY. THEN GO BACK AND STAR THE PRIMARY REASON)

- Evicted
- Couldn't pay the rent
- Someone who paid the rent died, or left/abandoned R (e.g., relationship ended, mother died)
- Lost my job
- Was drinking
- Was doing drugs
- Was acting crazy
- Went into hospital or other treatment program
- Went into military
- Went to jail or prison
- Left town
- Didn't get along with people there
- Building condemned, destroyed, or urban renewal
- Fire
- I, or children, abused, beaten, violence in household
- Other (Specify _____)
- Don't know
- Refused

Since you left that place, have you spent time in (CHECK ALL THAT APPLY):

- A temporary place of your own, that is, a place you paid for yourself
- The homes of relatives
- The homes of friends
- Hospital or other treatment program
- Military
- Jail or prison
- Other (Specify _____)
- Don't know
- Refused

(IF ANY CHECKED) Since you left your last home or permanent place to stay, which you said was about ____ ago, about how much of the time, altogether, have you spent in these other places?

- Most of the time
- About three-quarters of the time
- About half the time
- About one-quarter of the time
- Almost none of the time
- Don't know
- Refused

(Including this time), how many times in your life have you been homeless? That is, not living in your own room, apartment, or house for a night or more?

Times _ _ _

How old were you the first time you were homeless?

Age _ _

(If R not homeless now) How long were you homeless the last time?

Days _ _ Weeks _ _ Months _ _ Years _ _

How long ago did your last period of homelessness end (if homeless now, the time before this one)

Days _ _ Weeks _ _ Months _ _ Years _ _

Thinking about the place where you became homeless this/the last time, where was that place?

- In this city
- In this county, but not in the city itself
- In another city in this state
- In a rural area of this state (Specify town or county _____)
- In some other state
- Don't know
- Refused

(IF BECAME HOMELESS SOMEWHERE OTHER THAN IN THIS CITY) Why did you leave that place and come here? (CHECK ALL THAT APPLY)

- No help available from family
- Used available services until exceeded time limit
- Entered institution in this city (e.g., jail, mental hospital)
- No services in that place
- Made to leave (given bus fare to leave town, driven to county line, etc.)
- Other (What? _____)

Annexe 4

**EXEMPLE DE QUESTIONNAIRES "FILTRES"
"SCREENING QUESTIONNAIRE"**

Extrait de :

***BURT M., Practical methods for counting homeless people :
A manual for states and local jurisdictions. Urban Institute, 1992***

Interviewer: _____

ID No.: _____

PREPARED MEALS FOR THE HOMELESS PROJECT
SCREENING QUESTIONNAIRE

Sponsored By:

Food and Nutrition Service

Conducted By:

Urban Institute
Research Triangle Institute

Date of Interview: ___/___/___

Respondent Name: _____

Time Interview Started: : AM
PM

Time Interview Ended: : AM
PM

Screening Result Codes (Circle One)	
01	- Respondent Eligible
02	- Respondent Ineligible
03	- Refusal
04	- Breakoff
05	- Language Barrier
06	- Duplicate
07	- Unable to Locate
08	- Beds/Seats Selected - Not Occupied
09	- Beds/Seats Selected - Occupied But Not Screened
10	- Other (SPECIFY) _____

INTRODUCTION

Hello, I'm (YOUR NAME) from the Research Triangle Institute. We're conducting a survey of homeless people for the U.S. Department of Agriculture. I'd like to ask a few questions about you and where you stay. If you are eligible, I would then like to ask you some additional questions. There are no known risks or direct benefits to you for participating in this study. You are free to withdraw from the study at any time or to refuse to answer any or all questions. All of your answers and any information that would permit your identification will be held in strict confidence.

SCREENING

S1. As of today, do you have some place here in (CITY NAME) that you consider to be your home or the place where you live?

Yes.....	01	} (SKIP TO Q.S2)
No.....	02	
Don't know.....	94	
Refused.....	97	

S1a. Is that an apartment, a room, a house, a shelter, or some other kind of place?

An apartment.....	01	} (SKIP TO Q.S2)
A room.....	02	
A house.....	03	
Dormitory hotel (place without separate rooms that you pay for yourself).....	04	
Hotel (place with separate rooms that you pay for yourself).....	05	
A shelter.....	06	
A welfare or voucher hotel.....	07	
A spot in a public place (e.g., park bench, bench in bus station, etc.).....	08	
The streets.....	09	
An abandoned building.....	10	
A car or truck.....	11	
Some other place (SPECIFY): _____	.. 12	
Don't know.....	94	
Refused.....	97	

S1b. Is that your own place or someone else's place? By "own place," we mean that you pay to stay there, even if someone else owns the place.

Own place.....	01 + (GO TO BOX 1)	} (SKIP TO Q.S1d)
Someone else's place.....	02	
Don't know.....	94	
Refused.....	97	

Box 1

INTERVIEWER: IF R HAS HIS OWN PLACE WHICH IS AN APARTMENT, ROOM, OR HOUSE, SKIP TO BOX 3, CLASSIFY AS HOMED, AND READ TERMINATION PARAGRAPH.

S1c. Is that your parent's place, some other relative's place, a friend's place, or someone else's place?

- Parent's..... 01
- Other relative's..... 02
- Friend's..... 03
- Someone else's (SPECIFY): _____
- _____..... 04
- Don't know..... 94
- Refused..... 97

S1d. How often do you use that place for sleeping? Would you say every day, almost every day, once or twice a week, or less than once a week?

- Every day..... 01
 - Almost every day..... 02
 - Once or twice a week..... 03
 - Less than once a week..... 04
 - Don't know..... 94
 - Refused..... 97
- } (SKIP TO Q.S2)

S1e. Do you have an arrangement with your (parents/relatives/friends/someone else) to sleep in their place on a regular basis?

- Yes..... 01 → (GO TO BOX 2)
 - No..... 02
 - Don't know..... 94
 - Refused..... 97
- } (SKIP TO Q.S2)

Box 2

INTERVIEWER: IF R'S HOME IS SOMEONE ELSE'S PLACE BUT R SLEEPS THERE EVERY DAY OR ALMOST EVERY DAY, AND THIS IS A REGULAR ARRANGEMENT, SKIP TO BOX 3, CLASSIFY AS HOMED, AND READ TERMINATION PARAGRAPH.

S2. Where do you usually sleep? (CIRCLE ALL THAT APPLY)

Shelter..... 01
 Welfare or voucher hotel..... 02
 Street, park, or other open space..... 03
 Public place (bus stations, buses,
 subway, all-night movies, airports,
 bar, etc.)..... 04
 Abandoned building..... 05
 Car or truck..... 06
 Some other place (SPECIFY): _____ .. 07
 Don't know..... 94
 Refused..... 97

Box 3

SCREENING OUTCOME FOR SHELTERS AND SOUP KITCHENS

CIRCLE APPROPRIATE NUMBER BELOW AND PROCEED ACCORDINGLY.

R IS HOMELESS -- Someone who has no place he considers home or
 whose home is neither a room, an apartment,
 nor a house; or whose room, apartment, or
 house is not his own, and he either stays
 there twice a week or less or has no arrange-
 ment to sleep there regularly..... 01
 R IS HOMED -- (READ TERMINATION PARAGRAPH BELOW)..... 02

ASK Q.S3 AND Q.S3A ONLY AT CONGREGATING SITES.

S3. Over the past seven days, since last (DAY OF INTERVIEW), have you spent any night in a shelter?

Yes..... 01 + (GO TO BOX 4)
 No..... 02
 Don't know..... 94
 Refused..... 97

S3a. Over the past seven days, since last (DAY OF INTERVIEW), have you eaten any meals in a soup kitchen, shelter, or other place serving free meals?

Yes..... 01
 No..... 02
 Don't know..... 94
 Refused..... 97 } (GO TO BOX 4)

Box 4

SCREENING OUTCOME FOR CONGREGATING SITES:

CIRCLE APPROPRIATE NUMBER BELOW AND PROCEED ACCORDINGLY.

R IS ELIGIBLE - R is homeless and has not used a shelter
or meal service within the last seven
days..... 01

R IS INELIGIBLE - R is homeless but has used a shelter or
meal service within the last seven days..... 02

IF R IS HOMELESS OR ELIGIBLE FOR CONGREGATING SITE SAMPLE, READ THE FOLLOWING
PARAGRAPH:

(Now/In a few minutes) I'd like to ask you some more questions about
you, where you stay, and what you eat. The interview will take about
15 minutes and we will pay you \$5.00 for your time. All of your
answers will be kept strictly confidential.

IF R IS HOMED OR INELIGIBLE FOR CONGREGATING SITE SAMPLE, READ THE TERMINATION
PARAGRAPH BELOW AND COMPLETE QUESTIONS: S4. - S7.

Those are all the questions I have for you. Thank you very much for
your time and participation. Let me assure you again that all the
information you have given will be kept strictly confidential.

IF YOU ARE NOT CONTINUING TO THE BASIC QUESTIONNAIRE, OR IF THIS IS A BREAK-OFF, COMPLETE THIS PAGE.

S4. GENDER

- Male..... 01
- Female..... 02
- Don't know..... 94

S5. RACE

- Black..... 01
- White, not Hispanic..... 02
- Hispanic..... 03
- American Indian..... 04
- Asian..... 05
- Other (SPECIFY) _____ 06
- Don't know..... 94

S6. R'S APPROXIMATE AGE

- UNDER 18..... 01
- 18-30..... 02
- 31-50..... 03
- 51-65..... 04
- 65+..... 05
- Don't know..... 94

S7. DID R APPEAR TO BE... (CIRCLE ALL THAT APPLY)

- Drunk..... 01
- Under the influence of drugs..... 02
- Seriously ill..... 03
- Confused..... 04
- Incoherent..... 05
- Dirty and unkempt..... 06
- Shabbily dressed..... 07
- Carrying packages with personal belongings..... 08
- Lucid and alert..... 09
- Other (SPECIFY) _____ 10

FOR BREAKOFFS ONLY:

S8. INDICATE THE REASONS FOR THE BREAKOFF:

FOR OFFICE USE ONLY

Questionnaire ID Label

DC*MADS
HOMELESS AND TRANSIENT POPULATION STUDY
MAIN QUESTIONNAIRE

SOUP KITCHEN SAMPLED RESPONDENT

PROGRAM ID# _____

DATE: ____-____-____

M M D D Y Y

INTERV. ID# _____

START

TEMP. ID# _____

TIME: ____ : ____ AM/PM

H H M M

Soup Kitchen-Sampled Respondent Introduction and Consent

Hello, my name is _____, and I'm from the Research Triangle Institute. We are doing a study in the D.C. metropolitan area for the U.S. Department of Health and Human Services. The purpose of the study is to find out how many homeless and transient people have problems, the help that they need and the extent to which their needs are being met. I have some questions about housing, and some questions about drug use, including alcohol and tobacco. It will only take about 40 to 50 minutes. In return, we will give you \$10 for completing the interview.

You should answer the questions as honestly as you can. Any information you give me is strictly confidential and will only be used by the research staff. Your answers will not be shared with any of the program staff and will not affect your ability to receive food, medical or other services from this program.

The privacy of your answers is protected. We will not record your name or social security number anywhere. We also have a Federal Certificate of Confidentiality. (SHOW R). This means that nothing you tell me can be subpoenaed or used against you in any legal proceeding. (OFFER R A COPY TO KEEP)

I would like you to understand that your participation is voluntary. You may withdraw from the interview at any time, or, if there are questions you don't want to answer, you don't have to. (PAUSE TO ANSWER ANY QUESTIONS. OFFER R A COPY OF THE STUDY BROCHURE TO KEEP.)

If it's alright with you, let's get started. I will sign my name here, which shows that you have given me your permission to do this interview.

(INTERVIEWER SIGN AND DATE BELOW)

(Signature of Interviewer)

(Date)

SS. SCREENER

SS-1. First, do you have some place here in the D.C. metropolitan area that you consider to be your home or the place where you sleep regularly?

YES.....01 → [GO TO SS-2]

NO.....02

SS-1a. Do you have some place in a different city, county, or state that you consider to be your home or where you sleep regularly?

YES.....01

NO.....02 → [SKIP TO SECTION A]

SS-2. Is that a house, an apartment, a room, a shelter, a car, or a spot in some public place such as a park bench or bus station? (PROBE UNTIL YOU GET AN ANSWER THAT INDICATES WHETHER R HAS REGULAR HOUSING OR NOT, RECORD LOCATION)

REGULAR HOUSING:

- A house.....01
- An apartment.....02
- A room, paid for by R.....03
- A boat.....04
- Some other form of regular housing.....05
- (SPECIFY) _____

OTHER ARRANGEMENTS:

- | | |
|---|----|
| House, apartment or room paid for with municipal emergency housing funds..... | 06 |
| General shelter..... | 07 |
| Halfway house/transitional housing..... | 08 |
| Juvenile/runaway shelter..... | 09 |
| Domestic violence shelter..... | 10 |
| Public campground..... | 11 |
| Car or truck..... | 12 |
| Public facility..... | 13 |
| Transportation depot..... | 14 |
| Vacant building..... | 15 |
| Tunnel/sewer..... | 16 |
| Underpass/bridge..... | 17 |
| Under porch/building structure..... | 18 |
| Sidewalk..... | 19 |
| City park..... | 20 |
| River front..... | 21 |
| Forest/fields..... | 22 |
| Other nondomicile (SPECIFY BELOW)..... | 80 |

→ [SKIP TO SECTION A]

SS-3. Where did you stay last night?

REGULAR HOUSING:

A house.....	01
An apartment.....	02
A room, paid for by R.....	03
A boat.....	04
Some other form of regular housing.....	05
(SPECIFY) _____	

OTHER ARRANGEMENTS:

House, apartment or room paid for with municipal emergency housing funds.....	06
General shelter.....	07
Halfway house/transitional housing.....	08
Juvenile/runaway shelter.....	09
Domestic violence shelter.....	10
Public campground.....	11
Car or truck.....	12
Public facility.....	13
Transportation depot.....	14
Vacant building.....	15
Tunnel/sewer.....	16
Underpass/bridge.....	17
Under porch/building structure.....	18
Sidewalk.....	19
City park.....	20
River front.....	21
Forest/fields.....	22
Other nondomicile (SPECIFY BELOW).....	80

→ [SKIP TO
SECTION A]

SS-4. Who does the place you stayed at last night belong to? By belong, I mean who pays the rent or mortgage or owns it?

- | | | |
|---------------------|-----|---------------------|
| Self..... | .01 | } → [SKIP TO BOX A] |
| Spouse..... | .02 | |
| Parent..... | .03 | |
| Other relative..... | .04 | |
| Sexual partner..... | .05 | |
| Friend..... | .06 | |
| Someone else..... | .07 | |
| (SPECIFY) _____ | | |

SS-4a. Do you have an arrangement with your (parent/relative/partner/friends/this person) to sleep in their place on a regular basis?

YES.....01

NO.....02 → [SKIP TO SECTION A.]

BOX A:

IF YOU HAVE NOT ALREADY SKIPPED TO SECTION A, R IS NOT CURRENTLY CONSIDERED LITERALLY HOMELESS. IN THE REMAINING ITEMS, USE THE APPROPRIATE TENSE TO REFER TO R'S CURRENT STATUS, AND 30 DAYS FOR A-4.

ANNEXE 5

QUESTIONNAIRE AYANT SERVI A L'ETUDE DE :
VERNEZ G., BURNAM A., McGLYNN E. A., TRUDE S., MITTMAN B. S.

Review of California's program for the homeless mentally disabled, RAND , 1988

The RAND Corporation

STUDY OF THE HOMELESS Questionnaire

CARD 01

6-7/

CASE ID:

--

1-5/

FORM:

Q	1
---	---

8-9/

INTRO D

Now I have some questions about your physical and mental health and your use of programs and services. It will take about 20 or 25 minutes. When we've finished, I'll pay you \$3 for your time.

(As I explained earlier, this is a survey on housing in this county. We're asking about 100 people the same questions. The survey will help the state and county improve services for people who sometimes don't have regular homes.)

You don't have to take part in this survey and can refuse to answer a question, or stop the interview at any time. Remember, we won't ask your name, and nothing you tell us can be associated with you personally.

I. HISTORY OF HOMELESSNESS

First are some questions about your living arrangements.

- 1. When was the last time you had a home for at least 30 continuous days? By home, I mean having your own room, apartment, or house; living in a home with family, friends, or caretakers; or staying in a hospital, treatment facility, or board and care home.

WRITE IN MONTH AND YEAR:

MONTH		YEAR	

10-13/

(IF Q.1 IS PRIOR TO 12 MONTHS AGO, GO TO Q.2)

- 1A. Did you have a home every night between (CURRENT MONTH) 1986 and (MONTH AND YEAR IN Q.1), or were there times during that period when you were homeless?

CONTINUOUSLY HAD HOME 1 ---> (GO TO Q.2)

14/

OTHER TIMES HOMELESS 2

- 1B. How many different times between (CURRENT MONTH) 1986 and (MONTH AND YEAR IN Q.1) were you homeless or without a regular place to live?

WRITE IN # OF TIMES:

--	--

15-16/

- 2. During the past 30 days, how many nights did you sleep or rest:

NUMBER OF NIGHTS

a. In a shelter or mission?.....

--	--

17-18/

b. In a rented room?.....

--	--

19-20/

c. On the streets, in a park or campground, or, in an empty or abandoned building?.....

--	--

21-22/

d. In a public place like a bus, bus station, all night movie, airport or bar?.....

--	--

23-24/

e. In a relative's or friend's home or apartment?.....

--	--

25-26/

f. In a car, truck or van?.....

--	--

27-28/

g. In jail?.....

--	--

29-30/

h. Somewhere else?.....

--	--

31-32/

Where? _____

(IF R SPENT ONE OR MORE NIGHTS IN A SHELTER OR MISSION [Q 2a = 1 OR MORE], GO TO Q 4.)

3. If you could stay in a shelter or mission, would you want to?

- YES 1 33/
- NO 2

4. During the past 30 days, was getting enough to eat usually, sometimes, rarely, or never a problem for you?

- USUALLY 1 34/
- SOMETIMES 2
- RARELY 3
- NEVER 4

5. During the past 30 days, where have you gotten your meals most often?

- MARKET OR PREPARED AT HOME 1 35/
- PAID MEAL AT COFFEE SHOP/
RESTAURANT 2
- MISSION, SHELTER OR SOUP LINE 3
- FRIENDS OR RELATIVES 4
- HANDOUT 5
- FOOD FOUND ON STREETS 6
- INSTITUTION (JAIL/TREATMENT
FACILITY) 7
- OTHER 8
- SPECIFY: _____

II. MENTAL HEALTH

These next questions are about how things have been with you lately.

6. In your lifetime, have you ever had two weeks or more during which you felt sad, blue, depressed, or when you lost all interest and pleasure in things that you usually cared about or enjoyed?

YES 1 36/
 NO 2 ---> (GO TO Q.7, NEXT PAGE)

	YES	NO	
A. Has there ever been a period of two weeks or longer when you lost your appetite?	1	2	37/
B. Have you ever had a period of two weeks or more when you had trouble falling asleep, staying asleep, or with waking up too early?	1	2	38/
C. Has there ever been a period lasting two weeks or more when you felt tired out all the time?	1	2	39/
D. Has there ever been a period of two weeks or more when you had to be moving all the time--that is, you couldn't sit still and paced up and down?	1	2	40/
E. Was there ever a period of several weeks when your interest in sex was a lot less than usual?	1	2	41/
F. Has there ever been a period of two weeks or more when you had a lot more trouble concentrating than is normal for you?	1	2	42/
G. Has there ever been a period of two weeks or more when you felt worthless, sinful, or guilty?	1	2	43/
H. Has there ever been a period of two weeks or more when you thought a lot about death--either your own, someone else's, or death in general?	1	2	44/

7. Have you more than once had the experience of hearing things other people couldn't hear, such as a voice?

1 2 3 4 5
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

45/

7A. What did you hear?

8. Have you ever had the experience of seeing something or someone that others who were present could not see -- that is, had a vision when you were completely awake?

1 2 3 4 5
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

46/

8A. What did you see?

9. Have you ever believed people were watching you or spying on you?

1 2 3 4 5 6
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

47/

9A. Could you give me an example of when (UNDERLINED ABOVE)?

10. Have you ever believed you could actually hear what another person was thinking, even though he was not speaking, or believed that others could hear your thoughts?

1 2 3 4 5
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

48/

10A. How did they do that?

76

11. Have you ever had unusual feelings inside or on your body -- like being touched when nothing was there or feeling something moving inside your body?

1 2 3 4 5
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

49/

11A. What did you feel?

12. Have you ever believed that someone was plotting against you or trying to hurt you?

1 2 3 4 5 6
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

50/

12A. Could you give me an example of when (UNDERLINED ABOVE)?

13. Was there ever a time when you believed people were following you?

1 2 3 4 5 6
(IF CODE 5, GO TO Q.15)

51/

13A. How did you know that (UNDERLINED ABOVE)?

14. Have you ever felt that someone or something could put strange thoughts directly into your mind or could take or steal your thoughts out of your mind?

1 2 3 4 5
(IF CODE 5, GO TO Q.15)
(IF NO CODE 5, GO TO Q.16)

52/

14A. Could you give me an example of when you felt that (UNDERLINED ABOVE)?

15. If you were to add up all the periods of time when you've had this (belief/experience) or any serious difficulty with emotional or mental problems, would this add up to as much as six months?

YES 1
NO 2

53/

16. Did you ever think that you were an excessive drinker?

- YES 1 54/
- NO 2

17. Have you ever drunk as much as a fifth of liquor in one day? That would be about 20 drinks, or 3 bottles of wine or as much as 3 six-packs of beer in one day.

- YES 1 55/
- YES (VOLUNTEERS ONLY ONCE) 2
- NO 3

18. Has there ever been a period of two weeks when every day you were drinking 7 or more beers, 7 or more drinks or 7 or more glasses of wine?

- YES 1 56/
- NO 2

19. (SHOW BUT DO NOT HAND CARD 1) Here is a list of drugs. Have you ever used one of these drugs on your own more than 5 times in your life? By "on your own", I mean to get high or without a prescription, or more than was prescribed. Would you like me to read the list, or would you rather read it yourself? (READ LIST OR HAND CARD TO R)

CARD 1

- YES 1 57/
- NO 2 ---> (GO TO Q.22)

20. Did you ever find you needed larger amounts of these drugs to get an effect -- or that you could no longer get high on the amount you used to use?

- YES 1 ---> (GO TO Q.22) 58/
- NO 2

21. Did you ever have any emotional or psychological problems from using drugs -- like feeling crazy or paranoid or depressed or uninterested in things?

- YES 1 59/
- NO 2

III. HEALTH CARE

Next are some questions about your health.

22. At the present time, would you say your health is excellent, good, fair, or poor?

EXCELLENT	1	60/
GOOD	2	
FAIR	3	
POOR	4	

23. Which of the following are you able to do for yourself completely? Are you able to..... by yourself, or do you need help? (REPEAT STEM AS NEEDED.)

	DO YOURSELF	NEED HELP	DON'T KNOW	
a. Buy a bus ticket?	1	2	3	61/
b. Get help at an emergency room?	1	2	3	62/
c. Find a phone number you need?	1	2	3	63/
d. Take medications as prescribed by the doctor?	1	2	3	64/
e. Fill out an application for benefits, like disability income, foodstamps or general relief?	1	2	3	65/

24. Have you ever stayed overnight in a hospital or treatment program for problems with alcohol or drugs?

YES	1	66/
NO	2	---> (GO TO Q.25)

24A. In the past 12 months, did you stay overnight in a hospital or treatment program for problems with alcohol or drugs?

YES	1	67/
NO	2	

25. (Not counting overnight stays), did you visit a doctor or mental health specialist for problems with alcohol or drugs in the past 6 months?

YES	1	68/
NO	2	

26. These next questions are about emotional or mental problems, not counting problems with alcohol or drugs. Have you ever stayed overnight in a hospital or treatment program for emotional or mental problems?

YES 1 69/
 NO 2 ---> (GO TO Q.27)

26A. In the past 12 months, did you stay overnight in a hospital or treatment program for emotional or mental problem?

YES 1 70/
 NO 2

27. (Not counting overnight stays), did you visit a doctor or mental health specialist for emotional or mental problems in the past 6 months?

YES 1 71/
 NO 2

28. In the past 6 months, did you take any prescribed medications for emotional or mental problems, like depression, anxiety, or trouble sleeping?

YES 1 72/
 NO 2

29. Now I want to ask about physical health problems, not counting emotional or mental problems or problems with alcohol or drugs. Did you visit a doctor, health professional, or clinic for physical health problems in the past 6 months? Do not include overnight hospital stays.

YES 1 73/
 NO 2

IV. SOCIAL SUPPORT

Next are some questions about the kinds of support you have ...

30. Do you have any relatives that you visit, talk to, or write to at least once every two or three months?

YES 1
NO 2

8/

31. Do you have a legal conservator or guardian?

YES 1
NO 2

9/

32. In the last 30 days, did anyone from a program or clinic:

	YES	NO	
a. Help you find a place to sleep, a meal, clothes, or a place to clean up?	1	2	10/
b. Help you get health or mental health care, like setting up an appointment or taking you to a clinic?	1	2	11/
c. Help you apply for benefits like SSI, Medicare, Medi-Cal, VA benefits, general relief, or foodstamps?	1	2	12/
d. Help you take care of or manage your money?	1	2	13/
e. Help you with anything else? SPECIFY: _____	1	2	14/

33. (IF YES TO ANY OF 32 a-e, ASK:)

Who helped you? (RECORD NAME(S) OF PROGRAM(S) AND/OR PERSON(S) FOR UP TO 3)

1. _____
2. _____
3. _____

34. (IF NO TO ALL OF 32 a-e, ASK:)

Did anyone from a program or clinic offer to help you out with things like that, but you didn't want help?

YES 1
NO 2

15/

35. Do you have someone you can go to when you need some kind of help with things like finding a place to sleep, getting to a health clinic or taking you where you need to go?

YES 1 16/
NO 2 --> (GO TO Q.36)

35A. Who do you rely on most often?

SOMEONE FROM A PROGRAM 1 --> PROGRAM: _____ 17/

PERSON: _____

LEGAL CONSERVATOR/
GUARDIAN 2

RELATIVE/FRIEND 3

SOMEONE ELSE 4 --> SPECIFY: _____

36. In the past 30 days, have you stayed overnight at any of these places?

	YES	NO	
a. Leisure Towers IV (in Orange on Vine)	1	2	18/
b. Jerry Mc Gee's Place (in Orange on Drew Way)	1	2	19/
c. Martha House (in Orange on Glassell)	1	2	20/
d. YWCA Hotel for Women (in Santa Ana on Broadway)	1	2	21/
e. YMCA (in Santa Ana on Civic Center Drive)	1	2	22/
f. Dayle McIntosh Center, also known as the Hearth Program (in Garden Grove on West St.)	1	2	23/
g. Shelter for the Homeless (in Midway City on Darwin St.)	1	2	24/
h. Shelter for the Homeless (in Westminster on Sherwood St.)	1	2	25/

37. In the past 30 days, have you gone to the Drop-In Center in San Clemente just to hang out?

YES 1 26/
NO 2

BLANK
27-67/

38. Now, I'd like to ask you about programs that train people for jobs or teach them better ways to manage on their own.

Would you like to participate in a program like that?

YES 1 68/
NO 2

V. PERSONAL INFORMATION

Finally, I have just a few questions about you.

39. Are you presently married, or are you widowed, separated, divorced, or have you never been married?

- MARRIED 1
- WIDOWED 2
- SEPARATED 3
- DIVORCED 4
- NEVER MARRIED 5

8/

40. Did you ever serve on active duty in the Armed Forces of the United States?

- YES 1
- NO 2 ---> (GO TO Q.41)

9/

40A. Are you a Vietnam veteran?

- YES 1
- NO 2

10/

41. Which of these best describes your racial background ...

- 1. Hispanic, 1
 - 2. White - (not Hispanic), 2
 - 3. Black - (not Hispanic), 3
 - 4. American Indian, 4
 - 5. Asian, 5
 - 6. Or some other racial background ? ... 6
- What?: _____

11/

42. When was the last time you worked for pay, or went to school full-time (or were a full-time housewife)? (IF YEARS, MULTIPLY BY 12 TO GET NUMBER OF MONTHS.)

WRITE IN # OF MONTHS AGO:

12-14/

NEVER -----> (ENTER 996 ABOVE)

CURRENTLY WORKING/
IN SCHOOL/HOUSEWIFE -----> (ENTER 000 ABOVE)

43. When was the last time you held the same job for at least 6 months?

WRITE IN # OF MONTHS AGO:

15-17/

NEVER -----> (ENTER 996 ABOVE AND GO TO Q.45)

CURRENTLY HAVE HELD SAME
JOB FOR OVER 6 MONTHS-----> (ENTER 000 ABOVE)

44. What is/was your job? (Is/Was that work in a sheltered workshop?)

JOB: _____

SHELTERED WORK	1	18/
UNSKILLED LABORER (JANITOR, STOCK-CLERK, ASSEMBLY-LINE WORK)	2	
SEMI-SKILLED LABORER (TRUCK DRIVER, SECURITY GUARD, SALES CLERK GARDENER, COOK, CONSTRUCTION WORKER, COMPUTER OPERATOR)	3	
SKILLED LABORER OR LOW-LEVEL MANAGEMENT (CARPENTER, PLUMBER PHOTOGRAPHER, SUPERVISOR OF SEMI-SKILLED LABORERS, COMPUTER PROGRAMMER, CHEF)	4	
MID-LEVEL MANAGEMENT OR LESSER PROFESSIONAL (NURSE, SOCIAL WORKER, LOAN OFFICER, SMALL BUSINESS OWNER)	5	
TOP LEVEL MANAGEMENT OR MAJOR PROFESSIONAL (OWNER OF MID-SIZE OR LARGE BUSINESS, POSITION REQUIRING DOCTORATE, EXECUTIVE OFFICER OF CORPORATION)	6	

45. I'm going to read a list of benefits some people receive. Are you now receiving:

	YES	NO	
a. SSI or SSDI?	1	2	19/
b. Social Security other than disability?	1	2	20/
c. VA benefits?	1	2	21/
d. Food stamps	1	2	22/
e. Welfare, such as general relief or AFDC?	1	2	23/
f. Medi-Cal or Medicare?	1	2	24/

END: That's all the questions I have. Thank you very much for your time and help.
Good Night!

A. PAY R \$3

B. CODE INTERVIEWER OBSERVATION SECTION BELOW

VI. INTERVIEWER OBSERVATION

46. DID R SEEM INTOXICATED OR HIGH?

YES 1 ---> EXPLAIN _____ 25/

 NO 2
 DON'T KNOW 3

47. DID R HAVE:

	YES	NO	DON'T KNOW	
a. TROUBLE SEEING OR HEARING?	1	2	3	26/
b. RECENT TRAUMA (BURNS, CUTS, BRUISES)?	1	2	3	27/
c. MISSING LIMBS OR DIGITS?	1	2	3	28/
d. SLURRED SPEECH?	1	2	3	29/
e. OPEN SORE ON MOUTH OR SKIN?	1	2	3	30/
f. SWOLLEN FEET OR ANKLES?	1	2	3	31/
g. TROUBLE WALKING OR MOVING?	1	2	3	32/
h. OTHER MAJOR PHYSICAL IMPAIRMENT?	1	2	3	33/

SPECIFY: _____

48. DESCRIBE R'S APPEARANCE AND PHYSICAL CONDITION:

	YES	NO	DON'T KNOW	
a. DIRTY OR DISHEVELED	1	2	3	34/
b. INAPPROPRIATE DRESS FOR SEASON	1	2	3	35/
c. INAPPROPRIATE DRESS FOR SEX	1	2	3	36/
d. BODY ODOR	1	2	3	37/
e. OUTLANDISH DRESS	1	2	3	38/
f. OTHER	1	2	3	39/

SPECIFY: _____

49. HOW WOULD YOU RATE R'S GLOBAL SOCIAL SKILLS?

a. GOOD SKILLS; VERY EFFECTIVE COMMUNICATOR 1 40/

Good eye contact, appropriate facial expressions, good voice tone, may use gestures to complement speech, speech content organized, to the point, and easy to understand.

This individual could probably readily engage others. Understanding his/her communication requires little or no focussed effort on the part of the observer.

b. ADEQUATE SKILLS; FAIR COMMUNICATOR 2

Overall this person has adequate skills and organized speech; he can communicate adequately and make himself understood. He/she, however, exhibits deficits in one, or maybe two, skill areas (such as poor eye contact and very soft voice tone, speech may be somewhat rambling at times, face may remain generally expressionless and subject may use few facial or body gestures) that prevent him/her from being a very effective communicator.

This individual could engage others with some effort on his/her part. Understanding his/her communication requires some minimal effort on the part of the observer.

c. POOR SKILLS; IMPAIRED COMMUNICATOR 3

Displays a combination of several deficits, such as no eye contact, persistently flat facial expression, and inaudible voice, or rambling, difficult to follow speech. Gestures may be absent or bizarre and inappropriate to speech.

This individual would have difficulty engaging others. Observers would have to exert considerable effort in order to understand him/her, but some basic communication is still possible.

d. VERY POOR SKILLS; SEVERLY IMPAIRED COMMUNICATOR 4

Shows deficits in almost all areas, such as no eye contact, voice inaudible or far too loud, gestures and body postures may be very unusual or very bizarre, or absent altogether. Speech is extremely difficult to follow (if it can be followed at all), and may be unusual in content or off the subject entirely.

This person cannot communicate with others in such a way that he/she could make himself understood, even when others exert effort to understand the communication.

50. HOW WOULD YOU RATE R'S COOPERATIVENESS DURING THE INTERVIEW?

- NOT AT ALL COOPERATIVE 1
 NOT VERY COOPERATIVE 2
 SOMEWHAT COOPERATIVE 3
 MODERATELY COOPERATIVE 4
 VERY COOPERATIVE 5
 DON'T KNOW 6

41/

51. HOW WOULD YOU RATE R'S UNDERSTANDING OF THE INTERVIEW?

- LITTLE OR NO UNDERSTANDING 1
 MODERATE UNDERSTANDING 2
 GOOD UNDERSTANDING 3
 VERY GOOD UNDERSTANDING 4
 DON'T KNOW 5

42/

} (GO TO Q.52,
 NEXT PAGE)

51A. WHAT WAS (WERE) THE REASON(S) FOR R'S LACK OF UNDERSTANDING?

(CIRCLE ALL THAT APPLY)

- PROBLEM WITH READING 1
 LANGUAGE BARRIER 2
 COMPREHENSION PROBLEM 3
 ATTENTION PROBLEM 4
 POOR ATTITUDE (E.G., DIDN'T
 CARE ABOUT THE INTERVIEW) 5
 USE OF ALCOHOL/DRUGS 6
 OTHER 7
 SPECIFY: _____
 DON'T KNOW 8

43/

44/

45/

46/

47/

48/

49/

50/

CAHIER DE RECHERCHE

Récemment parus :

Analyse lexicale et stylistique : Gravitations de Jules Supervielle, par Valérie Beaudouin, n°49, Septembre 1993.

La prise en compte du long terme dans la conception et l'évaluation des politiques publiques - III : La prospective face à sa pratique, par Guy Poquet, N°50, Septembre 1993.

Dérégulation et régulation sociales, par Michel Messu, n°51, Septembre 1993.

Le public des débats du Centre Georges Pompidou, par Michel Messu, N°52, Septembre 1993.

L'espace de l'environnement : entre l'aspiration au bien-être et la philosophie de la nature, par Bruno Maresca, n°53, Septembre 1993.

Parcours singuliers : repérer et interpréter les trajectoires atypiques, par Denise Bauer, n°54, Octobre 1993.

La modernisation dans les services publics à caractère social, par Marie-France Raflin, n°55, Novembre 1993.

Président : Bernard SCHAEFER Directeur : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél. : (1) 40.77.85.00

ISBN : 2-84104-003-8

CREDOC

Centre de recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie